
THESE

POUR LE

Doctorat Vétérinaire

(DIPLOME D'ÉTAT)

Soutenue devant la Faculté de Médecine de Paris en 1926

PAR

le Vétérinaire Félix NICODÈME

Né à Dimecheaux (Nord) le 21 Octobre 1881

Lauréat de la Société Centrale de Médecine Vétérinaire

Du droit des Vétérinaires à la détention
et à la vente des
Substances médicamenteuses toxiques

JURY

Président : M. BALTHAZARD, Professeur à la Faculté de Médecine.

Assesseurs { M. NICOLAS } Professeurs à l'École Nationale Vétérinaire
 { M. ROBIN } d'Alfort.

EDITIONS

DE LA REVUE DE PATHOLOGIE COMPARÉE ET D'HYGIÈNE GÉNÉRALE
8, RUE DES ACACIAS, PARIS (17°)

1926

**Du droit des Vétérinaires à la
détention et à la vente des
Substances médicamenteuses toxiques**



Digitized by the Internet Archive
in 2026

ÉCOLE NATIONALE VÉTÉRINAIRE D'ALFORT

Année 1926

N°

THÈSE

POUR LE

Doctorat Vétérinaire

(DIPLOME D'ÉTAT)

Soutenue devant la Faculté de Médecine de Paris en 1926

PAR

le Vétérinaire Félix NICODÈME

Né à Dimecheaux (Nord) le 21 Octobre 1881

Lauréat de la Société Centrale de Médecine Vétérinaire

Du droit des Vétérinaires à la détention et à la vente des Substances médicamenteuses toxiques

JURY

Président : M. BALTHAZARD, Professeur à la Faculté de Médecine.]

Assesseurs { M. NICOLAS } Professeurs à l'École Nationale Vétérinaire
 { M. ROBIN } d'Alfort.

EDITIONS

DE LA REVUE DE PATHOLOGIE COMPARÉE ET D'HYGIÈNE GÉNÉRALE

8, RUE DES ACACIAS, PARIS (17°)

1926

PERSONNEL ENSEIGNANT DE L'ÉCOLE VÉTÉRINAIRE D'ALFORT

Directeurs honoraires : MM. P.-J. CADIOT et H. VALLÉE.

Directeur : M. E. NICOLAS.

Professeurs honoraires : MM. G. BARRIER, Inspecteur général honoraire des Ecoles Vétérinaires

P.-J. CADIOT, A. RAILLIET, H. VALLÉE.

PROFESSEURS



	MM.
Anatomie descriptive des mammifères domestiques	BOURDELLE
Physiologie, thérapeutique générale, matière médicale.	MAIGNON
Physique et chimie médicales, toxicologie, pharmacie	NICOLAS
Parasitologie et maladies parasitaires, clinique, histoire naturelle médicale	HENRY
Pathologie médicale des équidés et des carnassiers, clinique ; sémiologie et propédeutique.	ROBIN
Pathologie chirurgicale des équidés et des carnassiers, clinique ; anatomie chirurgicale, médecine opératoire et ferrure	COQUOT
Pathologie bovine, ovine, caprine, porcine et aviaire, clinique ; médecine opératoire, obstétrique.	MOUSSU
Pathologie générale et microbiologie, maladies microbiennes et police sanitaire, clinique	PANISSET
Histologie et embryologie, anatomie pathologique, inspection des denrées alimentaires ; autopsies	PETIT
Hygiène et agronomie ; zootechnie et économie rurale.	DECHAMBRE

CHEFS DE TRAVAUX

MM. DELMER
LEBLOIS
LESBOUTRIES
MONVOISIN

MM. MOUSSU (R.)
PETIT (M.)
VERGE

La Faculté de Médecine et l'École Vétérinaire déclarent que les opinions émises dans les dissertations qui leur sont présentées, doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elles n'entendent leur donner ni approbation, ni improbation.

A MA FEMME

A MES FILLES

A LA MÉMOIRE DE MA MÈRE

A MON PÈRE

A LA MÉMOIRE DE MON FRÈRE,

Mort pour la France

A MA SŒUR

A MES BEAUX-PARENTS

A MES BEAUX-FRÈRES

A MES BELLES-SŒURS

A MES NEVEU ET NIÈCE

A MA FAMILLE

A MES MAITRES

Mon PÈRE : 1885-1893.

Ecole Pratique d'Industrie et de Commerce de
Fourmies : 1893-1896.

Collège du Quesnoy : 1896-1899.

Ecole Nationale Vétérinaire d'Alfort : 1899-1904.

A MES CONFRÈRES DE L'AISNE

A LA PROFESSION VÉTÉRINAIRE

A MES AMIS

A MES BIENFAITEURS

« Oublie les injures, jâmais les bienfaits »

(CONFUCIUS)

A MES JUGES

Mr le Professeur BALTHAZARD

de la Faculté de Médecine de Paris ;
Officier de la Légion d'honneur ;
Membre de l'Académie de Médecine.

Qui en acceptant la Présidence de cette thèse a tenu à me manifester sa sympathie personnelle en même temps que son amitié pour mon beau frère le docteur LECLERQ, Professeur agrégé de Médecine à la Faculté de Lille.

Mr le Professeur NICOLAS

Directeur de l'Ecole d'Alfort ; Chevalier de la Légion d'honneur

Qui malgré ses absorbantes et délicates fonctions a spontanément consenti à examiner ma thèse.

Mr le Professeur ROBIN

de l'Ecole d'Alfort

Ainsi que tous mes confrères, j'ai trouvé auprès de lui un accueil aimable et bienveillant.

Qu'ils reçoivent ici le témoignage de ma profonde gratitude et de ma respectueuse reconnaissance.

INTRODUCTION

En février 1909, nous présentions à la Société Centrale de Médecine Vétérinaire un Mémoire intitulé : « Les Vétérinaires ont-ils le droit de détenir et de vendre les substances médicamenteuses toxiques prévues par l'Ordonnance Royale du 29 octobre 1846 ? ».

Ce travail fut renvoyé à une Commission composée de M. M. KAUFMAN, LAQUERRIÈRE et BRETON, rapporteur. La discussion en fut retardée pendant presque deux ans ; ce n'est, en effet, qu'à la séance du 11 décembre 1911 que Monsieur BRETON présentait son rapport. C'est qu'il était généralement admis, dans les hautes sphères vétérinaires, que tout débat public sur ce terrain glissant étant dangereux, en tous cas inopportun, en raison de la lutte que depuis de longues années nous soutenions contre les pharmaciens, mieux valait s'en tenir à l'incertitude, c'est-à-dire au « statu quo », plutôt que de s'engager à fond dans un combat qui pouvait nous conduire à une défaite irrémédiable.

Mais la loi du 25 juin 1908, prescrivant l'inspection des pharmacies et dépôts de médicaments quels qu'ils soient, entraînait en vigueur et force fut bientôt de reconnaître que le cri d'alarme que nous avions jeté était venu à son heure.

A la suite du rapport de M. BRETON et de la discussion qui s'en suivit, la *Société Centrale de Médecine Vétérinaire* entraînait dans nos vues et nous fit l'honneur de nous décerner une de ses plus hautes récompenses, la médaille d'Or, à l'occasion du Concours Général de 1912. (1) (2)

(1) « A la Séance du 7 décembre 1911, M. BRETON a donné lecture d'un très remarquable rapport sur un travail de NICODÈME, vé-

Si nous reprenons aujourd'hui la même question comme sujet de thèse, c'est que, malgré les modifications apportées depuis aux lois et règlements en la matière, rien ne paraît encore définitif.

« térinaire à Vervins, relatif aux droits des vétérinaires pour détenir
« et vendre des substances médicamenteuses toxiques, et il en fait res-
« sortir toute la valeur. A la séance du 31 mai dernier, les conclu-
« sions en ont été votées après discussion et votre Commission vous
« propose de décerner à son auteur, une médaille d'or. Notre con-
« frère a traité, en effet, avec beaucoup de sagacité, a écrit Monsieur
« BRETON, et personnellement j'ajoute, avec un véritable talent dont
« il faut le louer sans réserves, un sujet qui touche aux intérêts vi-
« taux de la profession tout entière. Il ne faut pas se dissimuler que
« si les pharmaciens voyaient triompher leurs prétentions, nos con-
« frères de province surtout, en seraient les premières victimes. Il y
« a déjà bien longtemps que NOCARD, envisageant cette éventualité
« dans une de ses conversations dont j'appréciais le charme, m'avait
« dit, comme il savait le faire, toutes les fâcheuses conséquences qui
« se produiraient. J'estime donc que notre Société doit récompenser
« le si consciencieux travail de Monsieur NICODÈME, car si les statuts
« de 1844 semblaient exclure de ses travaux la défense des intérêts
« personnels, on ne pouvait prévoir que soixante-dix-huit ans après,
« une pareille question serait soulevée ».

(BENJAMIN : Séance du 4 juillet 1912)

(2) « Une médaille d'or démontrera à M. NICODÈME, vétérinaire à
« Vervins, tout le gré que nous lui savons d'avoir, en quelque sorte,
« amorcé cette question vitale de l'Exercice de la Pharmacie et du
« droit imprescriptible pour les Vétérinaires, pharmaciens de par
« leurs études, de détenir et de vendre les substances médicamen-
« teuses toxiques. Les rapports si documentés que nous a valu la
« communication de notre confrère, l'intervention éclairée et con-
« vaincante, au Conseil Supérieur d'Hygiène, des plus qualifiés d'en-
« tre nous, l'appui décidé enfin donné par une Administration vigi-
« lante, à de si légitimes revendications, tout nous fait espérer des
« pouvoirs publics une réglementation définitive prochaine aussi favo-
« rable à nos intérêts que respectueux de nos droits acquis. — (Pro-
« fesseur G. Petit, Séance solennelle du 31 octobre 1912).

Deux projets de lois sont, en effet, actuellement déposés sur le Bureau de la Chambre des Députés : le projet VINCENT favorable aux pharmaciens et restreignant les droits revendiqués par les Vétérinaires et le projet DUBOIS, CANDACE et TERNOIS, tendant, au contraire, au maintien de ces droits en élargissant ceux qui leur sont conférés par le dernier Règlement d'Administration Publique ; (14 septembre 1916).

Notre thèse que nous aurions pu intituler « Histoire de la Pharmacie Vétérinaire », comprend cinq chapitres :

Tout d'abord la reproduction intégrale de notre travail de 1909.

Nous relatons ensuite divers documents dont nous n'avons pas fait état antérieurement, mais utiles à la discussion. Ces deux chapitres englobent la période depuis la fondation des Ecoles Vétérinaires jusqu'à la consécration officielle des dépôts de médicaments chez les vétérinaires.

Le 3^e chapitre est consacré à la loi du 25 juin 1905 et à ses conséquences pour les vétérinaires.

Le 4^e chapitre se rapporte à la réglementation actuelle de l'exercice de la pharmacie vétérinaire telle qu'elle résulte de la loi du 12 juillet 1916.

Dans une courte conclusion nous résumons enfin notre pensée, sans toutefois oser nous targuer d'avoir définitivement résolu le problème qui reste, pour la profession vétérinaire, d'une angoissante actualité.

CHAPITRE I^{er}

TRAVAIL ANTÉRIEUR

« Les Vétérinaires ont-ils le droit de détenir et de vendre les substances médicamenteuses toxiques prévues par l'Ordonnance Royale du 29 octobre 1846 ? ».

(1) La loi du 25 juin 1908 en même temps qu'elle reconnaît et consacre l'existence des dépôts de médicaments chez les vétérinaires, a pour but d'assurer l'application des lois et règlements en vigueur sur l'exercice de la pharmacie et sur la répression des fraudes en matière médicamenteuse, notamment de vérifier la bonne qualité des produits et de rechercher la fabrication et le débit sans autorisation légale des préparations ou compositions médicinales. En d'autres termes, les inspecteurs qui nous visiteront auront pour mission :

1^o : d'empêcher la mise en vente de produits altérés ou sophistiqués.

2^o : de s'assurer que ceux qui ont un dépôt de médicaments, pour les mettre en vente, observent les différents décrets, ordonnances, lois et règlements très nombreux, édictés à cet effet et auxquels nous renvoyons nos lecteurs.

Dans l'étude qui va suivre nous nous proposerons uniquement de rechercher si les vétérinaires ont légalement le droit

(1) Reproduction in extenso d'un manuscrit déposé en notre nom par M. LAQUERRIERE sur le bureau de la Société Centrale de Médecine Vétérinaire, à la séance du 4 mars 1909.

de vendre les produits énoncés dans le tableau annexé à l'Ordonnance portant règlement sur la vente des substances toxiques du 29 octobre 1846, modifiée par les décrets du 8 juillet 1850 et du 1^{er} octobre 1864.

Les documents officiels relatifs à la question sont :

1^o Une Ordonnance du 29 octobre 1846 modifiée par différents décrets.

2^o : Une Circulaire Ministérielle du 20 mai 1853.

3^o : Un Arrêt de la Cour de Cassation du 16 juillet 1867.

4^o : Une Délibération de la Chambre des Députés du 27 juin 1893, d'un projet de loi de Monsieur E. LOCKROY, sur l'exercice de la pharmacie.

5^o : Un Décret du 1^{er} octobre 1908.

6^o Une Circulaire Ministérielle du 6 octobre 1908.

I DOCUMENTS OFFICIELS

1^o Ordonnance royale du 29 octobre 1846

portant règlement sur la vente des substances vénéneuses.

Titre I^{er}

ARTICLE I^{er}. — Quiconque voudra faire le commerce d'une ou de plusieurs substances comprises dans le tableau annexé à la présente Ordonnance, sera tenu d'en faire préalablement la déclaration devant le maire de la commune, en indiquant où est situé son établissement.

Les Chimistes, fabricants ou manufacturiers employant une ou plusieurs des dites substances, seront également tenus d'en faire la déclaration dans la même forme. La dite déclaration sera inscrite sur un registre à ce destiné, et dont un extrait sera remis au déclarant ; elle devra être renouvelée dans le cas de déplacement de l'établissement.

ARTICLE 2. — Les substances auxquelles s'appliquent la présente Ordonnance ne pourront être vendues ou livrées qu'aux commerçants, chimistes, fabricants ou manufacturiers qui auront fait la déclaration prescrite par l'article précédent, ou aux pharmaciens. Les dites substances ne devront être délivrées que sur la demande écrite et signée de l'acheteur.

ARTICLE 3. — Tous achats ou ventes de substances vénéneuses seront inscrits sur un registre spécial coté et paraphé par le maire ou le commissaire de police. Les inscriptions seront faites de suite, et sans aucun blanc, au moment même de l'achat ou de la vente ; elles indiqueront l'espèce et la quantité des substances achetées ou vendues, ainsi que les noms, professions et domiciles des vendeurs ou acheteurs.

ARTICLE 4. — Les fabricants ou les manufacturiers employant des substances vénéneuses, en surveilleront l'emploi dans leur établissements et constateront cet emploi sur un registre établi conformément à l'article 3.

Titre 2

ARTICLE 5. — *La vente des substances vénéneuses ne peut être faite, pour l'usage de la Médecine, que par les pharmaciens et sur la prescription d'un médecin, chirurgien, officier de santé, ou d'un vétérinaire breveté.* Cette prescription doit être signée, datée, et doit énoncer en toutes lettres la dose des dites substances, ainsi que le mode d'administration du médicament.

ARTICLE 6. — Les pharmaciens transcriront les dites prescriptions avec les indications qui précèdent, sur un registre établi dans la forme déterminée par le paragraphe 1^{er} de l'article 3. Ces transcriptions devront être faites de suite et sans aucun blanc. Les pharmaciens ne rendront les prescriptions que revêtues de leur cachet et après avoir indiqué le jour où les substances auront été livrées, ainsi que le numéro d'ordre de la transcription sur le registre. Le dit registre sera conservé pendant vingt ans au moins et devra être présenté à toute réquisition.

(ARTICLE 7. — Avant de délivrer la préparation médicale le pharmacien y apposera une étiquette indiquant son nom et son domicile et rappelant la destination interne ou externe du médicament.

(ARTICLE 8. L'arsenic et ses composés ne pourront être vendus, *pour d'autres usages que la médecine*, que combinés avec d'autres substances. Les formules de ces préparations seront arrêtées, sous l'approbation de notre Ministre Secrétaire d'Etat, de l'Agriculture et du Commerce, savoir : pour le traitement des animaux domestiques par le Conseil des professeurs de l'Ecole Vétérinaire d'Alfort ; ..

ARTICLE 9. — Les préparations mentionnées dans l'article précédent *ne pourront être vendues ou délivrées que par les phar-*

maciens et seulement à des personnes connues et domiciliées. Les quantités livrées, ainsi que le nom et le domicile de l'acheteur, seront inscrits sur le registre spécial dont la tenue est prescrite par l'article 6.

ARTICLE 10. La vente et l'emploi de l'arsenic et de ses composés sont interdits pour le chaulage des grains, l'embaumement des corps et la destruction des insectes.

ARTICLE 11. Les substances vénéneuses doivent toujours être tenues par les fabricants, commerçants, manufacturiers ou pharmaciens, dans un endroit sûr et fermé à clef.

ARTICLE 12. L'expédition, l'emballage, le transport, l'emmagasinage et l'emploi, doivent être effectués par les expéditeurs, voituriers, commerçants et manufacturiers, avec les précautions nécessaires pour prévenir tout accident. Les fûts, les récipients ou enveloppes ayant servi directement à contenir les substances vénéneuses ne pourront recevoir une autre destination.

ARTICLE 13. — A Paris et dans l'étendue du ressort de la Préfecture de Police, les déclarations prescrites par l'article 1^{er} seront faites devant le Préfet de Police.

ARTICLE 14. — Indépendamment des visites qui doivent être faites en vertu de la loi du 21 Germinal, An XI, les maires ou les commissaires de Police, assistés, s'il y a lieu, d'un docteur en médecine désigné par le Préfet, s'assureront de l'exécution des dispositions de la présente Ordonnance. Ils visiteront, à cet effet, les officines des pharmaciens, les boutiques et magasins des commerçants et manufacturiers vendant ou employant les dites substances. Ils se feront présenter les registres mentionnés dans les articles 1, 3, 4, et 6 et constateront les contraventions.

Les procès-verbaux seront transmis au Procureur du Roi pour l'application des peines prononcées par l'article de la loi du 19 juillet 1845.

Tableau des substances vénéneuses, annexé au décret du 8 juillet 1850, modifié par la loi du 26 mars 1872, les décrets du 1^{er} octobre 1864, 20 août 1894, et circulaire ministérielle du 9 avril

1852.

Essence d'Absinthe.	Cyanure de Potassium.
Acide cyanhydrique.	Digitale (extrait et teinture).
Alcaloïdes végétaux véné- neux et leurs sels.	Emétique.
Arsenic et ses préparations.	Jusquiamé (extrait et teinture).
Cantharides entières.	Nicotiane.
Poudre et extrait)	Nitrates de Mercure.
Chloroforme.	Opium et son extrait.
Ciguë (extrait et teinture).	Phosphore et pâte phosphorée.
Coque du Levant.	Seigle ergoté.
Cyanure de Mercure.	Stramonium (extrait et teinture)
	Sublimé corrosif.

Le texte de l'article 5 paraît clair et précis : les substances vénéneuses ne peuvent être vendues que par les pharmaciens pour l'usage de la médecine ; et le mot « médecine » doit être pris dans son sens le plus large, puisqu'on y prévoit les prescriptions faites par les vétérinaires brevetés. (Ce qui, soit dit en passant, enlève aux pharmaciens le droit de délivrer les mêmes produits sur prescriptions d'un empirique).

Une seule exception existe au profit des médecins établis dans des villes dépourvues de pharmaciens ; (article 27 de la loi du 21 Germinal, An XI, que l'on trouvera plus loin), ces médecins ayant le droit de faire de la pharmacie pour leurs clients. Mais nulle part on ne trouve une telle faveur en ce qui concerne les vétérinaires qui doivent se conformer à l'article 5. Les commerçants, les droguistes, n'ont même pas le droit de leur fournir les dites substances. (art. 3).

L'intention du législateur paraît encore accentuée à l'article 9 où il est spécifié que l'arsenic et ses composés ne pourront, en médecine vétérinaire, être vendus que par des pharmaciens.

2^e Circulaire Ministérielle du 20 mai 1853.
Substances vénéneuses. Instructions sur l'application de
l'Ordonnance du 29 octobre 1846, à l'exercice
de l'Art Vétérinaire.

Les jurys médicaux appelés à faire la visite annuelle des pharmacies, des magasins de droguerie et d'épicerie, conformément aux prescriptions de la loi du 21 Germinal, An XI, et à veiller à l'exécution des règlements sur la vente et l'emploi des substances vénéneuses, ont plusieurs fois attiré l'attention de l'Administration sur l'exercice de la médecine vétérinaire et demandé si les dispositions de l'Ordonnance du 29 octobre 1846, rendue pour l'exécution de la loi du 19 juillet 1845, sont applicables à ceux qui se livrent à l'exercice de cette profession.

Après avoir pris l'avis du Comité Consultatif d'Hygiène Publique je vais examiner ici cette question et préciser, en ce qui la concerne, les applications à faire de l'Ordonnance précitée.

Je rappellerai, d'abord, qu'aux termes du décret du 15 janvier 1813, les Ecoles Vétérinaires délivrent des brevets qui confèrent le titre de médecins ou de maréchaux vétérinaires, avec certains privilèges, à ceux qui en sont investis. Il y a, en outre, des maréchaux experts munis d'un certificat de capacité, délivré soit par un médecin, soit par un maréchal-vétérinaire, conformément aux articles 15, 16 et 17 dudit décret. Il y a, enfin, des empiriques qui, sans aucun titre, se livrent au traitement des animaux domestiques ; aucune disposition législative ne s'opposant, jusqu'à présent, à l'exercice de cette espèce d'industrie.

Cela posé, je rappellerai que l'article 5 de l'Ordonnance du 29 octobre 1846, est ainsi conçu : La vente des substances vénéneuses ne peut-être faite, pour l'usage de la médecine, que par les pharmaciens et sur la prescription d'un médecin, chirurgien, officier de santé, ou d'un vétérinaire breveté. D'où il suit qu'à l'exception des médecins et des maréchaux-vétérinaires, les individus quels qu'ils soient, sans excepter les maréchaux experts, qui emploient des substances vénéneuses pour le traitement des

animaux domestiques, ne doivent acheter ces substances que chez les pharmaciens et sur la prescription d'un vétérinaire breveté, c'est-à-dire d'un médecin ou d'un maréchal-vétérinaire.

Maintenant, les maréchaux ou les empiriques pourront-ils conserver sans aucune précaution les substances vénéneuses qu'ils se seront ainsi procurées dans les pharmacies ? Ne seront-ils assujettis à aucune des règles prescrites par l'Ordonnance du 29 octobre 1846 pour la vente et l'emploi des substances vénéneuses ?

Ces questions trouvent par analogie leur solution dans l'article 1^{er} de cette loi ainsi conçue :

« Quiconque voudra faire le commerce d'une ou plusieurs substances comprises dans le tableau annexé à la présente ordonnance, sera tenu d'en faire préalablement la déclaration devant le maire de la commune, en indiquant le lieu où est situé son établissement ».

« Les chimistes, fabricants ou manufacturiers employant une ou plusieurs des dites substances seront également tenus d'en faire la déclaration dans la même forme ».

Les maréchaux experts et les empiriques dont il s'agit ne sont, à la vérité, ni chimistes ni fabricants, ni manufacturiers ; mais ils doivent être considérés comme faisant réellement le commerce de substances vénéneuses, soit qu'ils administrent eux-mêmes les médicaments, en comptant ou sans en compter le prix séparément de leur salaire, soit qu'ils se bornent à les délivrer, sur consultation, aux propriétaires des animaux malades. En effet, dans l'un et l'autre cas, les médicaments sont vendus ou administrés par un intermédiaire qui fait, en cela, commerce des substances vénéneuses dans le sens de l'article 1^{er} de l'Ordonnance du 29 octobre 1846.

En résumé, tous ceux qui font profession de se livrer au traitement des animaux domestiques sans être munis d'un brevet de médecin ou de maréchal-vétérinaire, doivent être soumis aux dispositions de l'ordonnance précitée s'ils veulent se servir des substances vénéneuses. Conséquemment, ils sont tenus de faire la déclaration exigée par l'article 1^{er} ci-dessus transcrit, sans être d'ailleurs dispensés de se soumettre aux articles 3, 4, 5, 11, 12, 13 et 14 de la même Ordonnance. Il doit être du reste entendu que les médecins-vétérinaires brevetés sont eux-mêmes

soumis, comme les pharmaciens, aux dispositions des articles 11 et 14 qui prescrivent de tenir les substances vénéneuses dans un lieu sûr et fermé à clef, *et soumettent l'approvisionnement de ces substances à des visites spéciales.*

Veillez prendre les mesures convenables pour faire donner à la présente circulaire une publicité suffisante dans votre département, et pour la notifier notamment à l'Ecole de pharmacie et au jury médical, ainsi qu'aux autorités municipales et à M. M. les pharmaciens en exercice.

Je vous serai obligé de m'en accuser réception.

Recevez, etc... Pour le Ministre, le Conseiller d'Etat, directeur général de l'Agriculture et du Commerce.

Signé : HENRIER.

Aujourd'hui, on ne distingue plus des médecins-vétérinaires, des maréchaux-vétérinaires, des maréchaux-experts et des empiriques ; il y a des vétérinaires diplômés et des empiriques. Comment faut-il entendre appliquer la présente circulaire ?

Pour que les empiriques puissent avoir en leur possession les substances vénéneuses, ils devraient, aux termes du paragraphe précité, s'adresser aux pharmaciens, munis d'une prescription d'un vétérinaire diplômé. Il n'y avait certainement pas à cette époque, de vétérinaires parmi les membres du Comité consultatif d'hygiène publique !

Nous ne supposons pas, en effet, qu'un vétérinaire soit assez inconscient pour consentir à engager gravement sa responsabilité en donnant à un ignorant qui est en même temps son ennemi, le moyen de se procurer des substances dangereuses dont il pourra être fait un usage maladroît ou criminel. De plus, quand un vétérinaire formule une prescription, il est supposé la délivrer pour un animal malade ; pas plus que les médecins, il ne doit prescrire les médicaments qu'aux doses médicinales et non pas autoriser sous le couvert de sa signature, la délivrance en quantité massive de produits dont on a voulu empêcher la diffusion. Il suit, de là, qu'un empirique ne pouvant jamais avoir d'avance chez lui de produits

toxiques, les paragraphes de la circulaire qui en réglementent la détention, sont inutiles.

Quant aux vétérinaires diplômés, l'application qui leur est faite des articles 11 et 14 de l'Ordonnance de 1846 leur confère, par cela même, l'autorisation, au même titre que les pharmaciens, de posséder et de vendre les médicaments dont il s'agit.

3^e Arrêt de la Cour de Cassation du 17 juillet 1867

« La Cour...

« Attendu que les lois et ordonnances tant anciennes que modernes, sur l'exercice de la médecine et de la pharmacie, ont eu seulement en vue la conservation et la santé de l'homme ; que la profession vétérinaire pouvant être exercée librement par toute personne sans aucune condition d'étude ou de diplôme, il est naturel d'accorder la même liberté à la préparation et à la vente des médicaments destinés aux animaux ; qu'en effet, aux termes de l'article 32 de la loi du 21 Germinal, les pharmaciens ne pouvant délivrer de préparations médicamenteuses ou drogues composées que sur la prescription d'un docteur en médecine ou en chirurgie, ou d'un officier de santé, il en résulterait, si la vente des médicaments destinés aux animaux n'était permise qu'aux seuls pharmaciens, que la médecine vétérinaire deviendrait impossible pour les vétérinaires non brevetés ; qu'il suit, de là, qu'en reconnaissant à celui qui exerce la médecine vétérinaire le droit de préparer et de débiter des compositions médicamenteuses pour les animaux lorsque les préparations ne contiennent aucune des substances portées au tableau annexé au décret du 8 juillet 1850, et en déclarant mal fondée l'action des demandeurs en cassation, l'arrêt attaqué n'a violé aucune loi. »

Cet arrêt a rejeté le pourvoi formé contre une décision de la Cour de Caen du 28 août 1865, laquelle confirmait un Jugement du Tribunal Civil d'Argentan du 27 mai 1863. Ce dernier qui reconnaissait aux vétérinaires le droit de vendre des médicaments destinés aux animaux, à la condition de ne pas

contenir de substances vénéneuses, avait été attaqué par les pharmaciens poursuivants qui voulaient conserver pour eux seuls le privilège de vendre les médicaments utilisés en médecine vétérinaire.

Le texte cité plus haut ne nous paraît pas absolument précis,

La Cour de Cassation s'est contentée de dire que la loi n'avait pas été violée par le premier jugement. Il s'appuie sur l'article 32 du 29 Germinal qui, de l'avis de tous les jurisconsultes, vise uniquement les médicaments à l'usage de l'homme. Il est regrettable qu'il n'y soit pas fait mention des articles 5, 8 et 9 de l'ordonnance du 29 octobre 1846 ; c'était une occasion d'en interpréter la valeur et dire, en même temps, ce que signifie dans la circulaire ministérielle du 20 mai 1853, cette phrase : « il doit être du reste entendu que les vétérinaires brevetés sont eux-mêmes soumis comme les pharmaciens, aux dispositions des articles 11 et 14 de l'ordonnance. » On se demande qu'elle eût été sa décision, si le Tribunal d'Argentan avait concédé aux vétérinaires le droit de vendre des médicaments toxiques ?

De ce dernier, nous exposons seulement la partie qui nous intéresse en ce moment ; Affaire BURIN et LEGOUX contre PASSE).

« Attendu en ce qui touche le chef concernant la composition, « la vente et l'emploi des préparations pharmaceutiques consistant en poisons purs ou contenant des substances vénéneuses destinées au traitement des animaux ; que dans un intérêt « d'ordre public et d'humanité la législation a dû soumettre et « a effectivement soumis la vente, la détention et l'emploi de « ces substances à des conditions déterminées ; qu'il s'agit donc « de déterminer si cette législation laisse aux vétérinaires la faculté que réclame le sieur Passe dans la combinaison des médicaments qu'il prépare et applique aux animaux domestiques :

« Attendu que la vente, l'achat et l'emploi des substances vénéneuses sont réglementés par l'Ordonnance Royale du 29 oc-

« tobre 1846 rendue en exécution de la loi du 19 juillet 1845
« et complétée par le décret du 18 juillet 1850 ;

« Attendu que les dispositions de l'Ordonnance réglementaire contiennent deux titres principaux et distincts, le premier intitulé : *Du commerce des substances vénéneuses* ; le second : *De la vente des substances vénéneuses par les pharmaciens*.

« Attendu que les dispositions du Titre 1^{er} s'appliquent aux commerçants proprement dits et aux chimistes fabricants ou manufacturiers employant eux-mêmes les substances vénéneuses nécessaires à leur industrie ,

« Attendu qu'un vétérinaire préparant et fournissant, à prix d'argent, les remèdes qu'il emploie et dans la composition desquels peuvent entrer des poisons, ne paraît pas, bien qu'en cela il puisse, jusqu'à un certain point, paraître faire acte de commerce, rentrer dans la catégorie des *commerçants chimistes, fabricants ou manufacturiers* dont s'est préoccupée la législation et que cela résulte principalement des dispositions de l'article 2 portant que les substances vénéneuses ne pourront être vendues et livrées qu'aux commerçants et manufacturiers qui auront fait la déclaration prescrite dans l'article précédent, et aux pharmaciens ; dispositions dont l'accomplissement est absolument impossible dans les circonstances où s'effectuent la vente et l'emploi, par un vétérinaire, des préparations contenant des substances vénéneuses appliquées au traitement des animaux domestiques, puisqu'assurément il ne compose pas ces préparations pour les vendre aux pharmaciens et que, d'autre part, les propriétaires des animaux confiés à ses soins ne peuvent être astreints soit à faire la déclaration exigée par l'article 1^{er}, soit à tenir le registre spécial exigé par l'article 3 ;

« Attendu qu'il suit de là que les dispositions du Titre 1^{er} de l'Ordonnance de 1846 sont étrangères à la question sur laquelle le Tribunal est appelé à statuer ;

« Attendu qu'il en est autrement des dispositions du Titre 2 ; qu'en effet le sieur Passe réclame le droit de préparer, vendre et employer les médicaments contenant des substances vénéneuses, comme conséquence de l'art qu'il exerce et seulement pour les nécessités du traitement des animaux qu'il est appelé

« à soigner. Or, l'article 5 de l'ordonnance réglementaire, est
« ainsi conçu : « La vente des substances vénéneuses ne peut
« être faite, pour *l'usage de médecine*, que par les pharmaciens
« et sur la prescription d'un médecin, chirurgien, officier de
« santé ou d'un *vétérinaire breveté* » ; disposition qui constitue
un véritable privilège en faveur des pharmaciens et condamne
la prétention du sieur Passe de pouvoir amalgamer et vendre ces
substances vénéneuses, dont il juge l'emploi nécessaire *pour*
l'usage de la médecine qu'il pratique.

« Attendu que vainement on chercherait à équivoquer sur la
« signification de ces mots : *l'usage de la médecine*, placés en
« rapport avec la qualité de *pharmacien* et à prétendre que ce
« texte ne s'applique qu'à la médecine humaine ; que ce mot
« médecine » est évidemment employé dans le sens générique
« et comprend également la médecine humaine et la médecine
« vétérinaire ; que cela résulte de ce que les vétérinaires bre-
« tés sont placés au rang des médecins, chirurgiens, officiers de
« santé pouvant seuls délivrer les prescriptions sur lesquelles les
« *pharmaciens peuvent seuls* vendre les substances vénéneuses
« pour *l'usage de la médecine* ; puisque nul, s'il n'est médecin
« ou officier de santé ne peut s'immiscer dans l'exercice de la
« médecine humaine sans commettre un délit ; et que, consé-
« quemment, les prescriptions délivrées par les vétérinaires,
« dans le cas dont il s'agit, ne peuvent avoir pour objet que la
« médication des animaux ;

« Attendu que cela ressort encore du rapport qui a précédé
« l'ordonnance de 1846 où on lit que : « dans les substances vé-
« néneuses se trouvent rangées un grand nombre de substan-
« ces dont on ne se sert que dans la médecine de l'homme et
« des animaux » ; qu'ainsi l'article 5, en disposant que la vente
« des substances vénéneuses ne peut être faite *pour l'usage de*
« *la médecine*, que par les pharmaciens, comprend tout à la
« fois, dans le *privilège* qu'il réserve à ceux-ci : et les besoins
« de la médecine humaine et les besoins de la médecinevétéri-
« naire ;

« Attendu qu'on ne saurait même reconnaître aux vétérinai-
« res la faculté de se livrer personnellement à la composition
« des médicaments contenant des substances vénéneuses, en
« *s'approvisionnant* de ces substances chez les pharmaciens,

« parce que les prescriptions réglementaires du *monopole* réservé aux pharmaciens, énumérées dans le second paragraphe de l'article 5 et les articles suivants, attestent clairement que la vente qui leur est réservée est précisément la vente ou débit des médicaments consistant en poisons purs ou contenant des substances vénéneuses ; mais dans tous les cas, *do-sés* ou *combinés* par eux seuls suivant la formule des médecins, vétérinaires brevetés, et destinés à être employés tels qu'ils le délivrent, sous leur responsabilité ;

« Attendu, d'ailleurs, que s'il existe des études préparatoires de médecine vétérinaire, et des vétérinaires ayant subi des épreuves de capacité offrant des garanties réelles, ces garanties ne sont pas assurément supérieures à celles que présentent les docteurs médecins, et qu'on ne s'expliquerait pas que le législateur en faisant un monopole en faveur des pharmaciens, de la vente des substances vénéneuses pour l'*usage médical*, eût fait pour les vétérinaires une exception qu'il n'aurait pas faite pour le docteur-médecin ; qu'enfin une telle exception serait d'autant plus exorbitante, contraire à l'esprit de la loi, et dangereuse, qui ne résulterait pas d'une disposition *ad hoc* spéciale aux vétérinaires brevetés, ne s'induisant que d'un prétendu défaut de disposition prohibitive, elle devrait, en présence de la *liberté absolue* laissée à l'art vétérinaire, profiter à tout individu quelconque s'intitulant vétérinaire de sa propre autorité, et abandonnerait ainsi la détention, l'usage et l'abus aux empiriques du dernier ordre ;

« Attendu qu'il suit, de tout ce qui précède, qu'en principe, quant à ce chef, l'action des sieurs BURIN et LEGOUX doit être dite à bonne cause, etc... ».

A l'époque de ce Jugement, la circulaire du 20 mai 1853 n'était peut-être pas encore connue ! Mais étant donné le rapprochement des dates et, si l'on se reporte à cette circulaire dont le début indique qu'elle a été motivée par la constatation, chez les vétérinaires, de faits identiques à ceux qui ont occasionné le procès d'Argentan, l'on est en droit de s'étonner de la contradiction flagrante qui existe entre les deux documents quant à l'appréciation du droit des vétérinaires, relativement à la détention des substances vénéneuses.

Et alors, comment se fait-il que la Cour de Caen; puis celle de Paris, n'aient pas indiqué dans quel sens il fallait interpréter l'opinion de l'Administration et la concilier avec la décision du Jugement attaqué ?

**4^o Délibération sur le projet et les
propositions de loi relatifs à l'exercice
de la pharmacie.**

(Chambre des Députés, Séance du 27 juin 1893).

ARTICLE 2. — Les médecins établis dans des communes où il
« n'y a pas de pharmacien peuvent fournir sur place, des médi-
« caments aux malades près desquels ils sont appelés et dont le
« chef-lieu de la commune est éloigné de 4 kilomètres, mais sans
« avoir d'officine ouverte. Dans ce cas ils sont soumis à toutes
« les obligations résultant pour les pharmaciens des lois et ré-
« glements, à l'exception de la patente. Pour satisfaire aux cas
« d'urgence, les médecins, même alors qu'une ou plusieurs phar-
« macies existent dans la localité qu'ils habitent, sont autorisés
« à avoir chez eux certains remèdes dont la liste sera dressée
« par un règlement d'administration publique, qu'ils pourront
« distribuer à leurs malades dans les circonstances prévues par
« le même règlement. »

« Les vétérinaires diplômés ne peuvent tenir officine ouverte ;
« ils sont autorisés seulement à préparer et délivrer les médica-
« ments destinés aux animaux confiés à leurs soins, tout en se
« conformant aux lois et règlements relatifs aux substances toxi-
« ques. » (Adopté).

M. le Président. — « Art 14. — Nul autre que les pharma-
« ciens ne peut tenir en dépôt, vendre ou distribuer au détail,
« pour l'usage de la médecine humaine ou vétérinaire, aucune
« substance simple ou préparation à laquelle sont attribuées des
« propriétés médicales curatives sauf les exceptions inscrites aux
« articles 11 et 15. »

M. VILFEU propose de rédiger ainsi cet article :

« Nul autre que les pharmaciens ne peut tenir un dépôt, ven-

« dre ou débiter au détail, pour l'usage de la médecine humaine, aucun médicament composé d'après ordonnance de médecin ou de ceux qui ont le droit de signer une ordonnance, ainsi que les produits toxiques servant à la médecine humaine.

« La vente des remèdes vétérinaires est libre tout en se conformant aux lois et règlements relatifs aux substances toxiques. »

La parole est à M. VILFEU. (Exclamations à gauche).

M. VILFEU. — Je me permettrai de faire respectueusement remarquer à la Chambre, que si elle a décidé de continuer la discussion à cette heure, ce n'est vraisemblablement pas pour l'étrangler. Il s'agit d'amendements qui ont été déposés au moment où la loi est venue en première lecture ; ils ont une portée très sérieuse et intéressent, celui-ci en particulier, toutes les classes de cultivateurs. Je me permets donc de réclamer, pour cet amendement, quelques instants de votre bienveillante attention. (Parlez !)

« Cet amendement n'a qu'un but : réserver pour la vente des remèdes vétérinaires, la liberté actuelle, tout en se conformant, bien-entendu, aux lois et règlements sur les substances toxiques.

« Vous savez, Messieurs, combien il est difficile dans les campagnes, quand un animal tombe subitement malade, d'aller jusqu'à la ville ou au chef-lieu de canton le plus voisin pour y trouver un pharmacien.

« Jusqu'à présent, les cultivateurs ont pu trouver des remèdes vétérinaires non seulement chez les pharmaciens, mais aussi dans les grandes villes chez les herboristes et, dans les campagnes, non seulement chez les vétérinaires, mais aussi chez les praticiens qu'on appelle vulgairement les hongreurs.

« Il est une chose certaine que personne de vous, Messieurs, ne pourra méconnaître, c'est que le nombre de vétérinaires diplômés est absolument insuffisant pour répondre aux besoins des campagnes ; et il est une chose également certaine, que vous ne pourrez pas méconnaître non plus, c'est qu'il faut mettre à la portée des cultivateurs les moyens pratiques de guérir leurs animaux et leurs bestiaux lorsqu'ils ont besoin d'être soignés sans retard.

« Eh bien ! jusqu'à présent, la liberté de la vente des médica-

ments vétérinaires n'a eu aucune espèce d'inconvénient pratique.

« Je viens donc vous prier de maintenir cette liberté qui je le répète, est absolument indispensable, dans l'intérêt de tous les cultivateurs et qui ne porte aucun préjudice appréciable à MM. les pharmaciens, dont les intérêts me sont également chers. (Très bien sur divers bancs).

Mr. le Président. — « La parole est à Mr le Rapporteur.

Mr. le Rapporteur. — « Je n'ai que deux mots à répondre à l'honorable préopinant.

« La commission n'a pas accepté cet amendement parce qu'elle a réservé dans l'article 2, à tous les vétérinaires diplômés, le droit de préparer et vendre des médicaments destinés aux animaux ; et le motif qui a amené d'interdire la vente de ces médicaments par tout le monde, c'est de favoriser, de la façon la plus complète, l'établissement dans nos campagnes, de vétérinaires diplômés qui donneront beaucoup plus de garanties pour la guérison des animaux malades, que la plupart de ces empiriques dont trop souvent nos cultivateurs sont victimes. Il ne s'agit pas, dans la loi, de restreindre la fourniture par les pharmaciens de médicaments vétérinaires. Il s'agit surtout de la réserver aux vétérinaires diplômés comme offrant toutes garanties au point de vue des connaissances scientifiques. »

Mr. VILFEU (de son banc). Il est certainement très désirable que le nombre de vétérinaires diplômés augmente dans les campagnes ; ce n'est pas uniquement parce que vous allez défendre la vente des médicaments dans les conditions indiquées, que vous allez, du jour au lendemain, rendre le nombre de vétérinaires diplômés suffisant. — Il me semble donc que, provisoirement au moins, la nécessité de laisser la liberté de la vente des remèdes vétérinaires, s'impose. « (Plusieurs membres : « Aux voix ! »)

L'amendement de *Mr VILFEU* mis aux voix, n'est pas adopté. — L'article 14 mis aux voix, est ensuite adopté. —

ARTICLE 15. « Peuvent être librement vendues par des personnes non pourvues du diplôme de pharmacien, certains médica-

ments simples d'un usage courant ainsi que les plantes médicinales fraîches ou sèches, dont la liste sera insérée au Codex. » Adopté)

Ce document qui n'a qu'une valeur historique, puisque la loi dont il s'agit n'a pas été votée, était intéressant à signaler parce qu'il indique l'intention du législateur à notre égard et explique le motif de la faveur qui nous est laissée, laquelle porte atteinte au monopole des pharmaciens ; favoriser l'établissement des vétérinaires dans les campagnes en leur donnant un avantage sur les empiriques, et permettre aux cultivateurs de se procurer facilement les médicaments dont ils ont besoin, et que souvent ils ne peuvent administrer sans le secours de l'homme de l'art. Le Rapporteur nous reconnaissant toutes garanties au point de vue des connaissances scientifiques », on pouvait en outre interpréter dans un sens qui nous était favorable cette phrase de l'article II précité, qui reconnaissait aux vétérinaires le droit de faire de la pharmacie » tout en se conformant aux lois et règlements relatifs aux substances toxiques. »

Il est donc très regrettable pour notre profession que cette loi n'ait pas vu le jour. Avec elle, nous n'aurions plus eu besoin de réclamer en vain une loi répressive de l'empirisme en médecine vétérinaire.

5^e Décret du 1^{er} octobre 1908 portant règlement

d'administration publique pour la vente,

l'achat et l'emploi de l'opium et de ses extraits.

ARTICLE 3. — « Aucune quantité ne peut être vendue par l'importateur d'opium exotique ou par le producteur d'opium indigène que, soit à des commerçants ou des chimistes pour le transformer en opium officinal ou pour en extraire les alcaloïdes ; soit à des pharmaciens pour le traitement des maladies de l'homme ou des animaux, et dans les conditions suivantes :

ARTICLE 11. — Concurrément avec les inspecteurs qui procéderont aux visites prescrites par les articles 29, 30 et 31 de la loi du 21 Germinal de l'an XI, modifiée par la loi du 25 juin 1908, les maires et les commissaires de police devront veiller à l'exécution des dispositions du présent décret.

Ils visiteront, à cet effet, avec l'assistance, soit de l'inspecteur institué par l'article 2 du décret, en date du 5 août 1908, soit, à son défaut, d'un chimiste désigné par le préfet, les officines de pharmaciens, *les dépôts de médicaments tenus par les médecins et les vétérinaires*, les magasins des commerçants en gros et les laboratoires des industriels et des chimistes vendant ou employant l'opium ; et s'assureront que leurs établissements sont régulièrement ouverts en exigeant la présentation de l'extrait de la déclaration prescrite par l'article 1^{er} de l'Ordonnance du 29 octobre 1846.

« Si cette déclaration n'a pas été faite, ils procéderont à la fermeture immédiate du débit clandestin et à la saisie des quantités d'opium qu'il renferme. »

Ainsi donc les inspecteurs pharmaciens devront s'assurer si les établissements tenus.... « *par les vétérinaires vendant ou employant l'opium* », sont régulièrement ouverts.

Aurions-nous besoin de faire la déclaration prescrite par l'article 1^{er} de l'Ordonnance du 29 octobre 1846 si nous n'avions pas le droit de détenir et de délivrer de l'opium ou tout autre produit toxique visé par cette Ordonnance ?

6^e Circulaire ministérielle du 6 octobre 1908
aux inspecteurs adjoints.

.....
« L'inspection de tous les établissements visés par la loi du 25 juin 1908 est faite par des inspecteurs pharmaciens mais, en réalité, ces inspecteurs ne visiteront régulièrement que les officines de pharmaciens, les dépôts de médicaments tenus par les médecins-vétérinaires ainsi que les fabriques et dépôts d'eaux minérales naturelles ou artificielles.

La commission préfectorale, en vous donnant ce titre d'ins-

pecteurs-adjoints, vous confie le soin de procéder au moins une fois l'an à la visite des autres établissements cités dans l'énumération précédente (magasins de droguistes, herboristes et épiciers, coiffeurs et parfumeurs), sans que vous ayez à vous préoccuper des visites que le pharmacien-inspecteur de la circonscription pourrait y faire de son côté, ainsi qu'il en a le pouvoir.

RÔLE DE L'INSPECTEUR-ADJOINT. — L'objet de la visite qui vous est prescrite est uniquement, pour vous, d'assurer l'application des lois et règlements en vigueur sur la vente des substances médicamenteuses ou vénéneuses, texte dont je vous rappelle les dispositions :

VENTE DES SUBSTANCES MÉDICAMENTEUSES. — *En dehors des pharmaciens (ou des médecins et vétérinaires établis dans des communes où il n'y a pas de pharmacien), nul ne peut préparer, vendre ou délivrer aucun médicament.*

OBSERVATIONS. — Je signalerai à ceux d'entre vous qui ont le titre de commissaire de police, que les nouvelles fonctions dont ils sont investis, comme inspecteurs-adjoints, ne leur créent pas une besogne supplémentaire : ils sont appelés à faire seuls, dorénavant, des visites qu'ils faisaient antérieurement en assistant les commissions d'inspection. (Loi du 21 Germinal, an XI.)

D'autre part, il rentre dans leurs attributions ordinaires d'assurer l'exécution des règlements concernant la vente des substances vénéneuses (art. 14 de l'Ordonnance royale du 29 octobre 1846 ; art. 2 du décret du 8 juillet 1850 ; art. 11 du décret du 1^{er} octobre 1908.)

Le Ministre de l'Agriculture.

Signé : J. RUAU.

Aux termes de cette circulaire tous les vétérinaires indistinctement ne peuvent donc préparer, vendre ou débiter les médicaments toxiques ; cette faveur n'est valable que pour ceux établis dans des communes où il n'y a pas de pharmacien. Malgré l'absence d'un texte permettant cette assimilation dans l'esprit de l'auteur de cette circulaire, médecins et vétérinaires se trouvent sur le même pied, et l'article 27 de la loi du 21 Germinal, An XI, est applicable en médecine humaine ou vétérinaire :

ART. 25 — Nul ne pourra obtenir de patente pour exercer la profession de pharmacien, ouvrir une officine de pharmacie, préparer, vendre ou débiter aucun médicament, s'il n'a été reçu suivant les formes voulues jusqu'à ce jour, ou s'il ne l'est, dans une des Ecoles de pharmacie ou par l'un des jurys, suivant celles qui sont établies par la présente loi, et après avoir rempli les formalités qui y sont prescrites.

ART. 27. — Les Officiers de Santé établis dans des bourgs, villages ou communes où il n'y aurait pas de pharmaciens ayant officine ouverte, pourront, nonobstant les deux articles précédents, fournir des médicaments simples ou composés aux personnes près desquelles ils seront appelés, mais sans avoir le droit de tenir une officine ouverte. »

Le Bulletin de l'Association des pharmaciens de France s'exprime en ces termes à ce sujet : « Une erreur s'est glissée dans la circulaire ministérielle du 6 octobre, relativement aux dépôts de médicaments chez les vétérinaires. La circulaire vise les dépôts des médecins et elle dit, avec raison, que ces dépôts ne peuvent exister légalement que chez les médecins résidant dans des localités où il n'y a pas de pharmacie. *Mais en ce qui concerne les vétérinaires, cette restriction n'existe pas ; et tous les vétérinaires, quelque soit le lieu de leur résidence, peuvent faire le commerce des médicaments destinés aux animaux qu'ils soignent.* »

Erreur ou intention de la part de l'auteur, le texte n'en existe pas moins et se trouve entre les mains des pharmaciens-inspecteurs chargés de l'appliquer jusqu'à plus ample informée. C'est une véritable épée de Damoclès suspendue sur nos têtes.

Par suite de cette disposition nouvelle, les inspecteurs auraient le droit de déclarer en contravention tous les vétérinaires détenant des médicaments dans les villes où il existe un pharmacien ; ainsi reviendrait en discussion un droit qui, cependant, nous a été reconnu de tout temps par la jurisprudence sinon par une disposition légale.

II. OPINIONS DE QUELQUES AUTEURS ET DES JURICONSULTES QUI SE SONT OCCUPÉS DE LA QUESTION

Dans leur *Histoire de l'Ecole d'Alfort*, RAILLIET et MOULE passent en revue quelques-uns des documents précédents ainsi que les jugements intervenus.

« Si les vétérinaires ne sont pas, comme les médecins, protégés par une loi dans l'exercice de leur profession, du moins ont-ils jusqu'alors sur eux cet avantage de pouvoir vendre à leurs clients des médicaments à l'usage des animaux malades.

« Le 29 octobre 1846, une ordonnance royale rendue en exécution de la loi du 19 juillet 1845, sur la vente des substances vénéneuses, réglemeute cette vente sans abroger, d'ailleurs, le droit reconnu aux vétérinaires par la jurisprudence. L'article 5 de cette ordonnance porte textuellement : « La vente des substances vénéneuses ne peut être faite *pour l'usage de la médecine* que par les *pharmaciens* et sur la prescription d'un médecin, chirurgien, officier de santé ou d'un vétérinaire breveté. » Ce texte donne à croire que l'ordonnance englobe la médecine vétérinaire dans le terme général « médecine ». Pourtant, quelques lignes plus loin, on constate le contraire (art. 8) : L'arsenic et ses composés ne peuvent être vendus *pour d'autres usages que la médecine*, que combinés avec d'autres substances. Les formules de ces préparations seront arrêtées, pour le *traitement des animaux domestiques*, par le Conseil des Professeurs de l'Ecole Royale Vétérinaire d'Alfort. »

« Mais cette sorte de contradiction est sans importance au point de vue de la vente des substances toxiques, car l'article 9 est tout aussi formel que l'article 5.

« Les préparations mentionnées dans l'article précédent ne pourront être vendues ou délivrées que par les *pharmaciens* ».

Donc si les vétérinaires conservent la faculté de fournir des médicaments à leurs clients, ils ne peuvent vendre de préparations vénéneuses qu'en vertu d'une tolérance d'ailleurs justifiée.

Depuis 1846, la jurisprudence a confirmé les indications qui précèdent, bien que les vétérinaires se soient crus parfois autorisés à délivrer des substances vénéneuses.

Une circulaire du Ministère du Commerce (20 mai 1853), basée sur l'avis du comité d'hygiène publique, leur reconnaissait pourtant ce droit.

Le professeur GALTIER de Lyon dans son *traité de législation commerciale et de Médecine Légale Vétérinaires*, pose la question : 1^o pour les vétérinaires, 2^o pour les empiriques.

Pour lui, l'article 5 de l'Ordonnance du 29 octobre 1846 est formel et vise la médecine de l'homme et celle des animaux, d'où il suit :

« que les remèdes composés de substances vénéneuses ne peuvent être vendus et préparés que par les pharmaciens même lorsqu'ils sont destinés aux animaux. » Pour expliquer la contradiction résultant de la circulaire du 20 mai 1853 il emprunte à Dalloz l'avis rapporté ci-après.

Le Docteur DUCASSE, vétérinaire en 1^{er}, auteur d'une brochure sur *l'Exercice de la Pharmacie par les Vétérinaires*, estime que :

l'exercice de la pharmacie par les vétérinaires, pour leurs malades, est un point de droit qui ne peut plus être sérieusement contesté aujourd'hui et qu'il n'a été détruit ni par la loi du 19 juillet 1845, ni par l'Ordonnance royale du 29 octobre 1846 rendue en exécution de la dite loi et complétée par le décret du 18 juillet 1850 ; signification consacrée par les meilleurs auteurs et les décisions judiciaires, ainsi que le fait remarquer Léon RENAULT dans sa consultation du 6 février 1864.

Dans un mémoire à consulter, lu à la Société Centrale de Médecine Vétérinaire, Léon RENAULT, avocat à la Cour Impériale de Paris, étudie et réfute la doctrine du Tribunal d'Argentan qu'il ne croit pas conforme à l'esprit ni au texte de la loi qui régit le commerce des substances vénéneuses.

Nous résumons, comme suit, son argumentation qui se trouve tout au long dans le N^o de juillet 1864 du Recueil de Médecine Vétérinaire.

Avant l'Ordonnance de 1846, le droit des vétérinaires était admis par tous ; la loi de Germinal, An XI, l'établissait. Pour l'abroger, il eut fallu une disposition formelle qui manque. L'article 5 a simplement établi, pour les pharmaciens, un droit qu'ils n'avaient pas auparavant : celui de délivrer ces médicaments sur prescription du vétérinaire (art. 32 de la loi de Germinal). Pour lui, l'article 5 de l'ordonnance a été mal rédigé, en deux fois, et sous l'empire de deux idées différentes : primitivement, on ne s'est occupé que des médicaments entrant au corps humain ; et dans un second travail, on a voulu donner aux prescriptions des vétérinaires brevetés le caractère magistral qui leur manquait sous l'empire de la loi de germinal ; et pour cela on a ajouté à la fin de l'article 5, ces mots : « ou d'un vétérinaire breveté. » Si, en effet, aux termes de l'article 5, les pharmaciens avaient un privilège s'étendant à tous les médicaments vénéneux, que signifierait l'article introduit dans la loi pour leur conférer le droit et le privilège de vendre et de livrer ces médicaments, dans un cas exceptionnel, quand ils contiennent de l'arsenic ? Ses conclusions sont : 1^o que les vétérinaires ont, en principe, le droit de composer, vendre et employer les préparations pharmaceutiques contenant des substances vénéneuses ; 2^o que les préparations arsenicales, seules, et à raison d'une exception expresse qui ne saurait être étendue, ne peuvent être composées et vendues par les vétérinaires ; 3^o que l'article 5 de l'Ordonnance du 29 octobre 1846 a donné aux vétérinaires un droit nouveau sans toucher au droit ancien qu'ils tiennent de la loi du 21 Germinal, An XI ; 4^o que dans cet exercice de leur droit, les vétérinaires doivent observer toutes les formalités prescrites dans le titre 1^{er} de l'Ordonnance du 29 octobre 1846.

On a vu plus haut, que cette théorie n'avait été admise ni en Appel ni en Cassation.

Dans le DALLOZ à l'article vétérinaire, on trouve : « Les vétérinaires et les empiriques peuvent-ils préparer eux mêmes et vendre des remèdes composés avec des substances vénéneuses ? La négative résulte de l'article 5 de l'Ordonnance du 29 octobre 1846, qui porte : « La vente des substances vénéneuses ne peut être faite, pour l'usage de la médecine, que par les pharmaciens.

et sur la prescription d'un *vétérinaire breveté*. » Cette dernière expression fait bien voir que par *usage de la médecine* l'article entend, non seulement la médecine humaine, mais même ce qui concerne le traitement des animaux ; d'où il suit que les remèdes composés de substances vénéneuses même lorsqu'ils sont destinés aux animaux, ne peuvent être composés et vendus que par les pharmaciens. — Telle n'est cependant par l'interprétation adoptée par l'Administration.

Une circulaire du 20 mai 1853, du Ministre du Commerce, a bien soutenu que les vétérinaires brevetés peuvent tenir chez eux, et vendre des substances, sans être obligés de s'adresser aux pharmaciens. Mais cette manière de voir n'est pas admise, dans sa forme absolue. Que dans les localités où il n'existe pas de pharmaciens, les vétérinaires aient, par analogie du droit accordé aux médecins, la faculté de délivrer à leurs clients des remèdes dans lesquels il entre des substances vénéneuses, cela se conçoit ; il y a, dans ce cas, une raison de force majeure qui veut qu'on aille jusque là ; et c'est, en fait, ce qui se pratique. Dans ce cas ils sont tenus d'observer, pour la détention et la délivrance des dites substances, les instructions de l'Ordonnance du 29 octobre 1846 relativement aux registres à tenir, à l'obligation de tenir sous clef les substances vénéneuses, etc..

Dans les localités où il existe une officine ouverte, il ne paraît pas qu'ils aient semblable droit. Partout où il y a un pharmacien, on se trouve en présence du texte de l'Ordonnance de 1846 qui veut que les pharmaciens puissent, seuls, délivrer les substances vénéneuses pour un usage médical, que ces substances soient prescrites par des médecins ou qu'elles le soient par des vétérinaires brevetés. La Législation ne reconnaît pas de vétérinaires-pharmaciens, et les motifs qui ont fait établir le monopole du débit médical des substances vénéneuses, par les pharmaciens, ne perdent pas de leur gravité par cela que le remède dont on peut craindre l'abus serait demandé pour un animal au lieu de l'être pour un homme.

En tous cas, s'il faut admettre la concurrence parce qu'elle serait dépourvue en dangers, c'est au législateur à le dire ou, tout au moins, au pouvoir réglementaire ; l'interprétation des textes existants n'y peut rien. C'est avec cette restriction qu'il faut entendre la proposition émise (voir Substances Vénéneuses

n° 25) relativement au droit, pour les vétérinaires, de vendre des substances vénéneuses.

A l'égard des empiriques ils sont tous, sans nulle difficulté soumis à l'application rigoureuse de l'Ordonnance du 29 octobre 1846 ; aucune raison, en effet, ne pourrait motiver une exception en leur faveur. Ainsi, ils ne pourront, en aucun cas, se procurer les substances vénéneuses qui leur sont nécessaires pour l'exercice de leur profession, autrement qu'en les achetant chez un pharmacien et sur la prescription d'un vétérinaire breveté, conformément à l'article 5 de l'Ordonnance précitée. En outre, ils ne pourront conserver les substances qu'ils se seront ainsi procurées dans les pharmacies qu'en faisant la déclaration prescrite par l'article 1 et en se conformant aux conditions prescrites par les articles 3, 4, 5, 11, 12, 13 et 14 de cette même Ordonnance, conformément à la circulaire précitée du 20 mai 1853.

On connaît l'autorité dont jouit le DALLOZ en matière de jurisprudence ; nous estimons, toutefois, (aucune distinction, n'y étant faite parmi les vétérinaires brevetés (habitants ou non de communes dépourvues de pharmaciens), que rien dans la circulaire de 1853, n'indique que cette interprétation soit la bonne.

III. DISCUSSION ET CONCLUSIONS

Ainsi qu'on le voit, les règlements sont aussi nombreux que contradictoires et l'on conçoit que les opinions peuvent être différentes selon qu'elles se basent sur les uns ou sur les autres. Mais tous n'ont pas, à beaucoup près, la même importance ; et nous allons en rechercher la valeur respective : les uns nous sont nettement hostiles ; d'autres nous sont favorables tout au moins à quelques-uns d'entre nous ;

1° : L'Ordonnance du 29 octobre 1846 et l'Arrêt de la Cour de Cassation du 17 Juillet 1867 nous sont opposables et ne semblent laisser place à aucune ambiguïté.

2° : La circulaire ministérielle du 20 mai 1853 et le décret du 1^{er} octobre 1908, nous donnent, au contraire, satisfaction. C'était également l'intention du législateur dans la délibération du 27 juin 1893. Cependant, un point restait encore obs-

cur : on nous reconnaissait le droit de délivrer des médicaments destinés aux animaux confiée à nos soins « *tout en nous conformant aux lois et règlements relatifs aux substances toxiques* ». Or, il y avait deux façons de nous y conformer : ou bien en n'en vendant pas, c'est-à-dire en observant strictement le texte de l'Ordonnance de 1846, ou bien en nous assimilant aux pharmaciens, ce qui nous rendait applicables les mesures prescrites en l'occurrence. Laquelle des deux manières de voir était la meilleure et la bonne ?

3^o : Enfin cette faveur qui paraîtrait nous être laissée, se trouve mitigée par la circulaire ministérielle du 6 octobre 1908 et aussi par l'avis quasi officiel, en justice, de DALLOZ, lesquels ne confèrent ce droit qu'à ceux des vétérinaires établis dans des communes où il n'existe pas de pharmacien.

DALLOZ, dira-t-on, ne fait qu'exprimer un avis personnel, qui ne repose sur aucun texte légal précis. Certains prétendent qu'il s'est glissé une erreur de rédaction dans la circulaire du 6 octobre 1908 et que, d'ailleurs, une circulaire ministérielle peut être erronée et ne saurait modifier l'esprit d'une loi ou d'un décret qu'elle interprète. Mais cette même objection pourrait s'appliquer à la circulaire du 20 mai 1853, le seul règlement qui nous soit vraiment favorable. Or, l'on vient de voir que ce n'est pas le plus important et qu'elle ne peut prévaloir contre l'Ordonnance de 1846 ; et nous avons d'ailleurs vu plus haut que la Cour de Cassation l'avait passée sous silence en 1867.

Quelles conclusions tirer de tout ceci ? Il serait sans doute osé de formuler un avis qui ne prête à contradiction. Nous résumerons, toutefois, notre pensée comme il suit :

1^o : Tous les vétérinaires indistinctement ont droit de vendre les médicaments pour les animaux, lorsqu'ils ne contiennent aucune des substances vénéneuses visées par l'Ordonnance de 1846 (Arrêt de la Cour de Cassation).

2^o : Les pharmaciens seuls ont le droit de vendre les subs-

tances vénéneuses toxiques arsenicales, même pour les animaux (Ordonnance de 1846).

3^o : Les vétérinaires établis dans les communes où il n'y a pas de pharmacien, ont le droit de vendre toutes les substances vénéneuses, en se conformant aux obligations imposées aux pharmaciens par l'Ordonnance de 1846 (Circulaire du 6 octobre 1908).

4^o On peut admettre que n'importe quel vétérinaire pourra toujours se procurer les substances vénéneuses dont il a besoin pour sa profession, en les achetant, sur prescription écrite et signée de sa main, chez un pharmacien et non plus chez un droguiste. Dans ce cas il devra se conformer aux articles 1, 2, 5, 6, 7, 9 et 11 de l'Ordonnance de 1846 (Circulaire du 20 mai 1853).

En supposant que le paragraphe précédent soit sans valeur, tous les vétérinaires diplômés (par analogie à ce qui se passe pour les médecins), peuvent avoir les médicaments toxiques d'urgence, au nombre desquels figurent les alcaloïdes (arécoline, pilocarpine, éserine, strychnine, cocaïne, morphine, etc...) qu'ils devront également se procurer chez un pharmacien.

La résolution de cette question ne doit pas nous laisser indifférents. Il ne faut pas oublier que nous sommes à la veille de la mise en vigueur de la loi du 23 juin 1908, qui recevra probablement son application à partir du 15 mai prochain, date à laquelle le nouveau Codex sera lui-même obligatoire.

Jusqu'à présent la plus grande tolérance nous était accordée ; on nous ignorait ; seuls, quelques confrères ont été inquiétés par quelques pharmaciens jaloux ou grincheux et, somme toute, nous n'avions pas à nous plaindre de la conduite des Tribunaux à notre égard.

Mais les choses pourraient changer. Tous, nous serons inspectés, et nous le serons par des rivaux qui, peut-être, essaieront de profiter de leur situation pour nous faire perdre une faveur qui empiète sur leur monopole. Nous ne devons

pas attendre que les procès et que les contraventions pleuvent sur nous pour nous défendre.

Il est de toute urgence que l'interprétation des règlements, qui va donner lieu bien forcément à des applications contradictoires, disparaisse et fasse place à une ligne de conduite uniforme à notre égard. De cette façon, nos droits et nos devoirs seront nettement définis et nous saurons à quoi nous en tenir, l'incertitude étant préjudiciable à tout le monde.

Il arrivera, en effet : ou bien que des vétérinaires se croyant forts de leurs droits, continueront à détenir et à vendre des produits toxiques et seront mis en contravention par un inspecteur, si nous ne pouvons exercer que d'une façon restreinte la pharmacie pour nos malades ; ou bien certains confrères, moins hardis et craignant, à tort, les rigueurs de la justice, s'abstiendront de vendre à l'avenir tous les médicaments dont ils se servent, et se priveront ainsi d'une source de revenus très appréciable.

Est-ce que la loi du 25 juin 1908 n'aurait reconnu officiellement nos dépôts de médicaments que pour les guillotiner ?

Telle est la question.

Vervins le 25 février 1909.

CHAPITRE II

PÉRIODE DE CONTESTATION DES DÉPOTS DE MÉDICAMENTS CHEZ LES VÉTÉRINAIRES

DOCUMENTS OFFICIELS

1^o Règlements de Bourgelat de 1766

Les « Règlements » qui seront observés dans l'Hôtel (Fondation de l'Ecole d'Alfort) et qui comprennent 35 articles, précisent que dans la constitution du personnel il y aura... un pharmacien ; et que parmi les « chefs » choisis dans les élèves et chargés de faire à ces derniers des démonstrations pratiques, il y aura un chef de pharmacie.

Si ces « règlements » font à peine allusion à l'enseignement de la pharmacie, ils ne contiennent pas moins de 9 articles consacrés au fonctionnement et à la police du laboratoire de pharmacie. Ce laboratoire est dirigé par un pharmacien auquel est adjoint un élève de confiance (Chef de Pharmacie).

Les élèves de service à la pharmacie préparent les appareils et les médicaments destinés aux pansements qu'effectue le démonstrateur des Hôpitaux (RAILLET et MOULÉ).

2^o Règlements de 1777

C'est en 1777 que BOURGELAT publie les fameux « Règlements » qui fixent de façon définitive l'organisation des Ecoles Vétérinai-

res et l'enseignement qui y sera donné. Ces réglemens, approuvés par Louis XVI, ont force de loi, en vertu de l'ancien adage « Cy veut le Roy, cy veut la loi ».

.....

ART. 13. — D'ailleurs comme les élèves participeront à toutes les préparations indiquées dans la partie pharmacie, *ils pour-
ront, à leur retour dans les provinces, établir chez eux des phar-
macies particulières*, qu'ils seront en état de garnir des huiles, des emplâtres, des extraits, des trochisques, etc...les plus utiles dans la pratique.

.....

3° Loi-Décret du 29 Germinal, An VII

ART. 8. — Il sera attaché à l'une ou l'autre école (vétérinaire), un directeur et six professeurs entre lesquels la démonstration de l'Economie Rurale Vétérinaire sera distribuée ainsi qu'il suit :

6° La pharmacie, la matière médicale et la botanique.

4° Décret Impérial du 15 janvier 1813

ART. 5. — L'enseignement, dans nos Ecoles Impériales Vétérinaires, a pour objet de former des maréchaux-vétérinaires. Il se divise en deux cours. Le premier cours comprend :

3° La botanique, pharmacie et matière médicale vétérinaire.

5° Ordonnance Royale du 1^{er} septembre 1825

ART. 6. — Le nombre et le traitement des fonctionnaires et employés, sont fixés conformément au tableau ci-après :

...un chef de botanique et pharmacie...

6° : Décret Impérial du 11 avril 1866

ART. 15. — L'enseignement (dans les Ecoles Vétérinaires) est divisé en 6 chaires. Il comprend.... la matière médicale, la thérapeutique, la pharmacie...

7° : Arrêté Ministériel du 8 avril 1878.

Les matières de l'enseignement sont réparties en 6 chaires ainsi constituées.

... 3° : Physique, chimie et pharmacie (physique appliquée à la physiologie, chimie, pharmacie, toxicologie).

8° : Décret du 8 Septembre 1903

ART. 13. — Les matières de l'enseignement sont réparties en 10 chaires, ainsi qu'il suit :

1^{re} Chaire : Physique, chimie, toxicologie, pharmacie (85 leçons).

2^{me} Chaire : Botanique, zoologie, matière médicale (80 leçons dont 9 de matière médicale).

4^{me} Chaire : Thérapeutique (25 leçons).

Pendant les deux premières années, les élèves assistent chaque semaine, aux manipulations de chimie et de pharmacie (4 heures 1/2), à l'étude pratique des drogues (1 heure) ; aux démonstrations de thérapeutique (1 heure). Des conférences pratiques leur sont également faites une heure par semaine. — Pendant leur passage aux Hôpitaux (3^e et 4^e années), les élèves sont, à tour de rôle, chargés de la préparation des médicaments nécessaires au traitement des malades hospitalisés.

9° : Diplôme de Vétérinaire.

Le Ministre de l'Agriculture,

Vu la délibération du Conseil de l'Ecole Nationale Vétérinaire de... à la suite de la Session d'examens généraux de l'année scolaire... et par laquelle M... né à... le...

a été déclaré apte à *exercer la Médecine, la Chirurgie et la Pharmacie Vétérinaires* ;

Vu le Rapport de l'Inspecteur Général des Ecoles Vétérinaires.

Vu le Décret du 10 septembre 1903, portant organisation des Ecoles Vétérinaires ;

Transfert, par ces présentes, à Mr.. le titre de Vétérinaire

pour en jouir avec les droits et prérogatives qui y sont rattachés par les lois, décrets et règlements.

Fait à Paris, sous le sceau du Ministère de l'Agriculture.

10^e : Déclaration du Roi, du 25 avril 1777.

ART. 1^{er}. — Les Maîtres Apothicaires de Paris et ceux qui, sous le titre de privilégiés, exerceraient la pharmacie dans la dite ville et faubourgs, seront et demeureront réunis pour ne former, à l'avenir, qu'une seule et même corporation, sous la dénomination de Collège de Pharmacie, et pourront seuls avoir laboratoire et officine ouverte, nous réservant de leur donner des statuts sur les mémoires qui nous seront remis pour régler la police intérieure des membres du dit Collège.

ART. 6. — Défendons aux épiciers et à toutes autres personnes de fabriquer, vendre et délivrer aucun sel, composition ou préparation *entrant au cœur humain* en forme de médicaments, ni de faire aucune *mixture* de drogues simples pour administrer en forme de médecine, sous peine de 500 livres d'amende, ou de plus grande s'il y échoit...

II^e : Loi du 21 Germinal, An XI (11 avril 1803)

ART. 25. — Nul ne pourra obtenir de patente pour exercer la profession de pharmacien, ouvrir une officine de pharmacie, préparer, vendre ou débiter aucun médicament, s'il n'a été reçu, suivant les formes voulues jusqu'à ce jour, ou s'il ne l'est, dans l'une des écoles de pharmacie, ou par l'un des Jurys, suivant celles qui sont établies par la présente loi, et après avoir rempli toutes les formalités qui y sont prescrites.

ART. 27. — Les Officiers de Santé établis dans les bourgs, villages ou communes où il n'y aurait pas de pharmacien tenant officine ouverte, pourront, nonobstant les deux articles précédents, fournir des médicaments simples ou composés aux personnes près desquelles ils seront appelés, mais sans avoir le droit de tenir une officine ouverte.

ART. 30. — Les mêmes professeurs en Médecine et Membres des Écoles de pharmacie pourront, avec l'autorisation des préfet, sous-préfet ou maire, et assistés d'un commissaire de police, visiter et inspecter les magasins de drogues, laboratoires et officines des villes placées dans le rayon de 10 lieues de celles où sont établies les Ecoles, *et se transporter dans tous les lieux où l'on fabriquera, et débitera sans autorisation légale, des compositions ou préparations médicinales.* Les maires ou adjoints ou, à leur défaut, les commissaires de police, dresseront procès-verbal de ces visites pour, en cas de contraventions, être procédé contre les délinquants, conformément aux lois antérieures.

ART. 32. — Les pharmaciens ne pourront livrer et débiter des préparations médicinales ou drogues composées quelconques, que d'après la prescription qui en sera faite par les docteurs en médecine ou en chirurgie, ou par des officiers de santé et sur leur prescription..

ART. 33. — Les épiciers et droguistes ne pourront vendre aucune composition ou préparation pharmaceutique, sous peine de 500 francs d'amende. Ils pourront continuer à faire le commerce en gros des drogues simples, sans pouvoir, néanmoins, en débiter aucune au poids médicinal.

ART. 34 — Les substances vénéneuses et, notamment, l'arsenic, le réalgar, le sublimé corrosif, seront tenues, dans les officines des pharmaciens et les boutiques des épiciers, dans les lieux sûrs et séparés, dont les pharmaciens et épiciers auront seuls la clef, sans qu'aucun autre individu en puisse disposer. Ces substances ne pourront être vendues qu'à des personnes connues et domiciliées qui pourraient en avoir besoin pour leur profession ou pour cause connue...

ART. 35. — Les pharmaciens et épiciers tiendront un registre coté et paraphé par le maire ou le commissaire de police, sur lequel registre ceux qui seront dans le cas d'acheter des substances vénéneuses, inscriront de suite, et sans aucun blanc, leurs noms, qualités, et demeures, la nature et la quantité de drogues qui leur ont été délivrées, l'emploi qu'ils se proposent

d'en faire, et la date exacte du jour de leur achat... Les pharmaciens et les épiciers seront tenus de faire eux-mêmes l'inscription, lorsqu'ils vendent ces substances à des individus qui ne sauront point écrire, et qu'ils connaîtront comme ayant besoin de ces mêmes substances.

12^e Loi du 19 juillet 1845.

ARTICLE 1^{er}. — Les contraventions aux Ordonnances Royales portant règlement d'administration publique sur la vente, l'achat et l'emploi des substances vénéneuses, seront punies d'une amende de 100 à 3.000 francs et d'un emprisonnement de 6 jours à 2 mois, sauf application, s'il y a lieu, de l'article 453 du Code pénal.

Dans tous les cas, les tribunaux pourront prononcer la confiscation des substances saisies en contravention.

ART. 2. — Les articles 34 et 35 de la loi du 21 germinal, an XI, seront abrogés à partir de la promulgation de l'Ordonnance qui aura statué sur la vente des substances vénéneuses. (1)

II DISCUSSION

De l'examen des documents qui précèdent et se rapportent à la Médecine Vétérinaire, il résulte, sans contestation possible, que la pensée du Fondateur des Ecoles-Vétérinaires, ratifiée par la volonté du Roi, a été d'apprendre la pharmacie aux élèves vétérinaires pour qu'ils puissent l'exercer, plus tard, sans aucune restriction.

Les gouvernements qui se sont succédés, non seulement n'ont pas abrogé ces règlements passés lois, mais les ont, au contraire, maintenus, puisque dans toutes les modifications apportées à l'organisation des Ecoles Vétérinaires l'enseigne-

(1) Ordonnance du 29 octobre 1846, (reproduction au chapitre précédent).

ment de la pharmacie est resté et a pris une importance toujours plus grande.

La déclaration du Roi du 25 avril 1777 et la loi du 21 Germinal, s'appliquaient uniquement à la pharmacie humaine et ne visaient pas les dépôts de médicaments tenus par les vétérinaires. Ainsi en a jugé la Cour Royale de Paris par arrêt en date du 19 août 1839, confirmant le Jugement du Tribunal de Corbeil, du 20 février 1839, dans l'affaire DURAND, pharmacien à Harpajon contre CARAMJA, vétérinaire à la même ville, « constatant que les élèves vétérinaires apprennent la théorie et la pratique de la pharmacie-vétérinaire, que les pharmaciens ne sont pas astreints à apprendre cette pharmacie et que, partant, la préparation et la vente des médicaments destinés aux animaux ne sauraient constituer, de la part des vétérinaires, le délit d'exercice illégal de la pharmacie... »

L'action du pharmacien d'Harpajon, soutenu par tous ses confrères de Paris, reposait sur l'article 25 de la loi de Germinal qui interdit de préparer, vendre ou débiter aucun médicament, à toute personne non munie du diplôme de pharmacien. L'expression « entrant au corps humain », qui figurait dans l'article 5 de la déclaration du Roi de 1777, n'existant plus dans la loi de germinal, les pharmaciens voulaient que le mot « médicament » s'appliquât aussi bien à la médecine vétérinaire qu'à la médecine humaine.

Les pharmaciens ont par la suite, crû trouver une arme nouvelle contre les vétérinaires dans l'article 5 de l'Ordonnance de 1846. Nous avons reproduit au chapitre 1^{er}, l'arrêt de Cassation du 17 juillet 1867.

Malgré cet arrêt, les vétérinaires continuent à faire de la pharmacie sans être autrement inquiétés, et leurs dépôts de médicaments, cependant connus, ne sont pas considérés comme clandestins. Les inspecteurs en pharmacie les ignorent, bien qu'ils soient visés par l'article 14 de l'Ordonnance de 1846, les circulaires ministérielles du 10 novembre 1846, et du 20 mai 1853, au même titre que tous les établissements dans lesquels on fait usage de substances vénéneuses.

Régime d'incertitude, de circonspection ou de tolérance ! Il est à supposer que les inspecteurs, se sentant peu armés ou mieux, ne voulant pas aggraver un conflit qui ne paraît pas toujours devoir se terminer au profit des pharmaciens, préférèrent s'abstenir. L'Arrêt de Cassation ne s'est, en effet, pas prononcé de façon formelle ainsi que nous le verrons plus loin, avec Monsieur MONVOISIN. La circulaire ministérielle du 20 mai 1853 et l'Académie de Médecine (consultée en 1841), sont favorables aux vétérinaires ; de même la quasi unanimité des projets de loi ayant trait à l'exercice de la pharmacie.

CHAPITRE III

CONSÉCRATION DÉFINITIVE DES DÉPÔTS DE MÉDICAMENTS CHEZ LES VÉTÉRINAIRES

I. — LOI DU 25 JUIN 1908

ART. UNIQUE. Les dispositions des articles 29, 30 et 31 de la loi de Germinal au XI, sur l'organisation des Ecoles de Pharmacie, sont abrogées et remplacées par les dispositions ci-après :

ART. — En vue d'assurer l'application des lois et règlements en vigueur sur l'exercice de la pharmacie et sur la répression des fraudes en matière médicamenteuse, notamment de vérifier la bonne qualité des produits et de rechercher la fabrication et le débit sans autorisation légale de préparations ou compositions médicinales il sera procédé, au moins une fois l'an, à l'inspection des officines de pharmaciens, *des dépôts de médicaments tenus* par les médecins, et *les vétérinaires*, des magasins de droguistes, herboristes et épiciers, des coiffeurs et parfumeurs, des dépôts d'eaux minérales naturelles, des dépôts et des fabriques d'eaux minérales artificielles, généralement, de tous les lieux où sont fabriqués, entreposés, ou mis en vente, des produits médicamenteux ou hygiéniques.

Les pharmaciens, droguistes et tous détenteurs de produits médicamenteux ou hygiéniques, seront tenus de présenter les drogues et compositions qu'ils auront dans leurs magasins, officines, laboratoires et leurs dépendances.

(ART. 30. — Un règlement d'administration publique désignera les autorités qualifiées pour effectuer les inspections

et visites spéciales prévues à l'article 29 ci-dessus, et précisera les pouvoirs qui leur seront conférés.»

«L'inspection des officines de pharmaciens, les dépôts de médicaments tenus par les pharmaciens et les vétérinaires, ne pourra être confiée qu'à des agents pourvus du diplôme de pharmacien.

(ART. — Un règlement d'administration publique déterminera les règles de procédure applicables aux substances médicamenteuses et hygiéniques, en ce qui concerne les prélèvements d'échantillons, les analyses, expertises et saisies nécessaires à l'exécution de la loi du 1er août 1905 sur la répression des fraudes.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des Députés, sera exécutée comme loi de l'Etat. —

II. INTERPRÉTATION DE LA LOI DU 25 JUIN 1908

Nous allons examiner comment les inspecteurs en pharmacie vont comprendre leur mission ; mais auparavant nous relaterons l'opinion de quelques auteurs autorisés, qui ont interprété la loi du 25 juin 1908, laquelle, ainsi qu'on l'a vu, donne aux dépôts de médicaments tenus par les vétérinaires, une existence légale indiscutable et rend obligatoire leur inspection. —

Instructions de MM. Roux chef de Service de la Répression des Fraudes au Ministère de l'Agriculture, et Guignard, Directeur de l'Ecole de Pharmacie

En 1909, M. M. Roux et GUIGNARD font paraître leur guide de l'Inspecteur des Pharmacies ». — Pour eux, la profession de Vétérinaire étant libre, il en est de même pour la préparation et la vente des médicaments pour les animaux, mais à la condition expresse que ces médicaments *ne renferment, dans leur composition, aucune des substances vénéneuses* comprises dans le tableau annexé à l'Ordonnance de 1845, et ce, en vertu de l'article 5 de la dite Ordonnance.

Après avoir signalé le désaccord qui existe à ce sujet, entre la Circulaire Ministérielle du 23 mai 1853 et différents arrêts ul-

térieurs (Argentan, Caen, Cassation), ils reconnaissent que « l'usage s'est établi de permettre aux vétérinaires, à l'exemple de ce qui existe pour les médecins installés dans une commune où il n'y a pas de pharmacien, de fournir aux personnes qui s'adressent à eux, les médicaments en question, nécessaires au traitement des animaux »

Ils ajoutent « que pour être en règle avec la loi, les vétérinaires doivent, tout au moins, se procurer les médicaments en question chez les pharmaciens ».

Dans ce cas, les inspecteurs veilleront à ce que les médicaments renfermant des substances vénéneuses, soient pourvus de l'étiquette du pharmacien qui les a délivrés (Art. 6 de l'Ordonnance de 1846).

Comme les médecins autorisés par la loi de Germinal, article 27, les vétérinaires qui veulent faire de la pharmacie doivent en faire la déclaration aux maires et aux sous-préfets et n'ont le droit de délivrer de médicaments que pour les animaux qu'ils soignent.

MM. ROUX et GUIGNARD ne spécifient pas si cette « tolérance » s'applique à tous les vétérinaires ou simplement à titre exceptionnel, à ceux qui, comme les médecins, sont installés dans des communes dépourvues de pharmacies. Ils passent donc sous silence la circulaire ministérielle du 6 octobre 1908 que nous avons reproduite au chapitre 1^{er} et qui établit cette assimilation.

2° Mr. ADAM, Professeur de Physique, Chimie et

Pharmacie à l'Ecole Vétérinaire d'Alfort.

Dans une conférence faite aux élèves de 4^e année et parue dans le Recueil de Médecine Vétérinaire », notre regretté Maître constate que la réglementation de l'exercice de la pharmacie datant de plus d'un siècle, c'est-à-dire que malgré quelques retouches elle est peu appropriée à son objet actuel, dans la pratique, on est obligé d'admettre bien des transgressions.

« La profession vétérinaire n'ayant pas de statut légal, comment donc concilier une législation surannée avec une législation inexistante ? »

La loi du 25 juin est fondamentale pour les vétérinaires, ajoute-t-il. Sans doute parce que, la première, elle fait officiellement état des dépôts de médicaments tenus par les vétérinaires !

Sur la question des substances vénéneuses, « ce qui ne peut faire de doute, c'est que l'Ordonnance de 1846 dit que leur vente ne peut être faite que par les pharmaciens » ; et ce, malgré la discordance qui existe entre l'article 5 où le mot « médecine » veut dire médecine humaine et animale, et l'article 8 où ce même mot veut dire médecine humaine seulement.

Faisant état de l'opinion de MM. ROUX et GUIGNARD, il trouve leur manière de voir, « très large et favorable aux vétérinaires » puisque pour être en règle avec la loi, il suffit aux vétérinaires de se procurer les médicaments en question, chez le pharmacien ; restriction, ajoute Monsieur ADAM « qui n'est guère gênante ; car il est bien peu de marchands de produits chimiques qui ne soient en même temps pharmaciens ; et il importe de remarquer que la loi ne fait pas de distinction entre la vente en gros et la vente au détail, des préparations pharmaceutiques ».

La conclusion de M. ADAM comme celle de MM. ROUX et GUIGNARD, est donc que les vétérinaires n'ont pas le droit légal de vendre de substances médicamenteuses toxiques, mais que pratiquement ce droit leur est reconnu.

3° M. MONVOISIN, chef de Travaux de Chimie et de Pharmacie à l'Ecole Vétérinaire d'Alfort.

En résumé d'un substantiel rapport présenté en 1910 à la Fédération des Associations Vétérinaires de France, sur l'« Exercice de la Pharmacie par les Vétérinaires », M. MONVOISIN émet, au contraire, des conclusions nettement favorables aux vétérinaires en l'état actuel des textes :

« Les vétérinaires ont le droit de tenir, et de vendre à leurs clients les substances vénéneuses inscrites au tableau annexé à l'Ordonnance de 1856, sauf l'arsenic (art. 5 et 8 de l'Ordonnance de 1846).

« Les vétérinaires peuvent tenir, mais ne doivent pas vendre, l'arsenic et ses composés (article 9 de la même Ordonnance). »

« L'article 27 de la loi de Germinal, n'est nullement applicable aux vétérinaires. »

La loi de Germinal s'applique uniquement à la médecine humaine et laisse de côté la pharmacie vétérinaire : « Les pharmaciens ne pourront délivrer et débiter de préparations médicinales... que d'après la prescription qui en sera faite par les docteurs en médecine ou en chirurgie, ou par les officiers de santé et sur leur signature » (article 32). — Ils ne peuvent, en conséquence, exécuter les prescriptions établies par les vétérinaires ; force est donc, à ces derniers, de pouvoir délivrer eux-mêmes les médicaments nécessaires au traitement des animaux confiés à leurs soins.

L'article 5 de l'Ordonnance de 1846, permet, au contraire, aux pharmaciens, de délivrer les médicaments réputés toxiques sur prescription d'un vétérinaire. Cette faculté introduite dans l'article 5 donne simplement le caractère magistral aux prescriptions des vétérinaires lorsqu'elles contiennent des substances vénéneuses, caractère qu'elles n'avaient pas autrefois ; et elle permet aux vétérinaires qui ne veulent pas faire de pharmacie de faire exécuter leurs ordonnances chez les pharmaciens, ce qu'ils ne pouvaient faire auparavant.

Et, d'ailleurs, si les mots « pour l'usage de la médecine » de l'article 5, devaient s'appliquer aux vétérinaires, il eut été inutile de dire à l'article 9 que les pharmaciens seuls ont le droit de vendre ou délivrer les produits arsenicaux prévus à l'article 8 (... y compris ceux destinés au traitement des animaux domestiques).

M. MONVOISIN examine ensuite la série des jugements dans l'affaire BURIN et LECOUX, pharmaciens à Putanges et Pont-Escrepin, contre PASSE vétérinaire, pour vente de substances inscrites au Codex.

Le Tribunal d'Argentan (27 mai 1863), a reconnu que l'action des demandeurs comprenait deux chefs qu'il était nécessaire d'examiner séparément :

1^o : La vente de préparations pharmaceutiques ne contenant pas de substances vénéneuses, mais inscrites au Codex ;

2^o La composition, la vente et l'emploi de préparations pharmaceutiques consistant en poisons purs ou contenant des substances vénéneuses.

Sur le 1^{er} chef, le Tribunal a déclaré non recevable l'action des pharmaciens. Sur le second chef et, par suite d'une fausse interprétation du seul article 5, le Tribunal a accueilli leur demande.

Les pharmaciens en ont appelé ; mais, seulement, sur la partie visant le premier chef et le 28 août 1865, la Cour de Caen a confirmé le Jugement d'Argentan.

Les sieurs BURIN et LEGOUX, se pourvoient, alors, en cassation ; et le 17 juillet 1867, la Chambre des Requêtes déclare à son tour mal fondée l'action poursuivie, mais toujours sur le premier chef, seul retenu par les demandeurs.

C'est donc à tort que cet arrêt a, depuis, été opposé aux vétérinaires, en particulier par MM. ROUX et GUIGNARD qui disent que la Cour de Cassation a jugé « que les vétérinaires n'ont le droit de préparer et de livrer ses compositions médicamenteuses pour les animaux *que* lorsque ces compositions ne contiennent aucune des substances vénéneuses portées au tableau annexé au tableau de 1850. » L'arrêt de Cassation dit au contraire « qu'en reconnaissant, à celui qui exerce la médecine vétérinaire, le droit de débiter des compositions médicamenteuses pour les animaux, lorsque les compositions ne portent aucune des substances portées au tableau annexé au décret de 1850, et en déclarant mal fondée l'action des demandeurs, l'arrêt attaqué, n'a violé aucune loi ».

(Voir Chapitre 1^{er})

Ni la Cour de Caen, ni la Chambre des Requêtes ne se sont donc prononcées sur le fait, par le vétérinaire, de composer, employer et vendre des préparations pharmaceutiques consistant en poisons purs ou mélangés à d'autres substances. Il s'en suit, que le seul Arrêt de Cassation sur lequel se basent les pharmaciens pour dénier aux vétérinaires le droit de vendre des toxiques, n'envisage donc pas ce cas ; il ne s'est prononcé, ainsi qu'on l'a vu plus haut, ni pour ni contre l'interdiction ni pour le libre usage.

III. ADMINISTRATION ET JURISPRUDENCE

La loi du 25 juin 1908, ne fut pas, dès le début, toujours appliquée par les inspecteurs avec l'esprit large et libéral

que notre Savant Maître, le Professeur ADAM se plaisait à reconnaître à ceux qui avaient et ont encore la haute direction de l'Inspection des Pharmacies, et nombre de nos confrères furent bien vite amenés à constater que l'optimisme ne devait pas toujours être la règle dans nos relations avec les inspecteurs.

Le 9 septembre 1909, **Le Tribunal de Langres**, à la suite d'un procès-verbal dressé contre M. MOUGEOT, Vétérinaire à Chalandrey, par M. Martin pharmacien-inspecteur, pour détention d'acide arsénieux pur, estime « qu'il est peut être défendu aux vétérinaires de vendre des substances vénéneuses, mais qu'il ne leur est pas défendu d'en détenir. Les articles 5 et 9 de l'Ordonnance de 1846 n'envisagent que la vente de ces substances et non la détention. »

M. MOUGEOT est, en conséquence, acquitté.

Dans la *Drôme*, l'inspecteur en pharmacie procède à une saisie, en gare de Romans, d'un colis renfermant des paquets d'acide arsénieux, de la vergotinine et des ampoules de pilocarpine, destinés à M. METIFIOT, vétérinaire. Ce dernier est poursuivi pour détention de substances vénéneuses, **et le Tribunal de Valence**, après avoir décidé qu'une circulaire ministérielle (20 mai 1853) ne pouvait avoir force de loi, le condamne aux dépens du procès et à un franc de dommages intérêts envers le syndicat des pharmaciens de la Drôme et de l'Ardèche, qui s'était porté partie civile.

Le 12 juin 1910, M. BARNIT, inspecteur des pharmacies, dans l'Aisne, dresse un procès verbal à M. BRUNSWICK, vétérinaire à Soissons et saisit des paquets d'arsenic. **Le Tribunal de Soissons** déclare M. BRUNSWICK coupable d'infraction à la loi du 19 juillet 1845 et à l'Ordonnance relatives à la vente de substances vénéneuses, dit qu'il existe des circonstances atténuantes en sa faveur, et le condamne à 25 francs d'amende avec sursis.

Il nous paraît utile d'indiquer ici que, dès 1909, à la suite d'une correspondance très courtoise entre M. Barnit, inspecteur et le Bureau de la Société Vétérinaire de l'Aisne, dont

nous étions le Secrétaire Général —, le *modus vivendi* suivant, avait été adopté :

1° : Les vétérinaires n'ont pas le droit de vendre directement de l'arsenic à leurs clients.

2° : Ils devront, à l'avenir, se procurer les substances vénéneuses inscrites au tableau de 1850, chez les pharmaciens ; ces médicaments seront enfermés dans une armoire à clef.

3° : Ils tiendront à jour le registre prévu par les articles 3 et 6 de l'Ordonnance de 1846.

Le Tribunal d'Avesnes-sur-Helpe (Nord), dans son audience du 28 octobre 1921, rend le jugement suivant :

« Attendu que MUSCAR et GROSSE, tous deux vétérinaires à Hautmont, sont prévenus d'avoir vendu des substances vénéneuses pour l'usage de la médecine, sans être pharmaciens ; secundo, d'avoir omis de tenir lesdites substances dans un endroit fermé à clef ;

« Sur la première contravention : Attendu qu'il n'est pas établi que les prévenus aient vendu, pour l'usage de la médecine, des substances toxiques ; qu'à la vérité ils ont été trouvés détenteurs de certaines de ces substances, mais que leur profession les oblige à en faire usage pour la préparation et la compositions des remèdes qu'ils emploient dans la médication des animaux dont le soin leur est confié ; et qu'il n'existe point, dans la loi, de dispositions qui prohibent formellement cette détention dans les limites où ils ont à exercer leur art.

« Attendu que ce qui leur est interdit est de tenir officine ouverte et de vendre ces substances, comme d'ailleurs n'importe quel médicament qu'ils auraient confectionné.

« Mais attendu qu'il reste établi et n'est point dénié, d'ailleurs, que l'armoire dans laquelle ces substances étaient détenues n'était pas fermée à clef et que ce fait constitue la contravention prévue par l'article 11 de la loi du 29 octobre 1846 ;

Le Tribunal acquitte les prévenus du chef d'avoir vendu des substances vénéneuses ; les déclare coupables ne n'avoir pas fermé à clef l'armoire où ils détiennent ces substances toxiques ;

En conséquence, les condamne chacun à 50 francs d'amende et, solidairement, aux dépens ; fixe au minimum la durée de la contrainte par corps et prononce la confiscation des marchandises saisies.

Dans le Tarn, à la suite des constatations faites par les Inspecteurs en pharmacie chez les vétérinaires, ceux-ci reçoivent un avertissement du Préfet les avisant qu'ils ne doivent pas détenir de médicaments toxiques.

Dans le Rhône, l'Inspecteur saisit, chez Monsieur RAYMOND, Vétérinaire à Villefranche, dans une armoire fermée à clef, un certain nombre de médicaments toxiques ainsi que le Registre de sortie des dits médicaments achetés dans des maisons de droguerie ayant un pharmacien à leur tête.

L'affaire est venue le 30 novembre 1911, devant le **tribunal de Villefranche**, dont voici le Jugement :

« Attendu qu'il résulte de la procédure, des débats, et des aveux même du prévenu, que depuis moins de trois ans il a vendu, pour l'usage de la médecine vétérinaire, des substances vénéneuses sans être muni du diplôme de pharmacien ;

« Attendu que c'est en vain que le prévenu prétend avoir le droit de vendre des substances vénéneuses à ses clients ; que les termes de l'article 5 de l'Ordonnance du 29 octobre 1846 sont précis et ne peuvent laisser aucun doute à cet égard ; qu'on y lit, en effet, que la vente des substances vénéneuses ne peut-être faite que par les pharmaciens et sur la prescription d'un vétérinaire breveté ;

« Attendu qu'en employant ces mots « usage de la médecine » et en comprenant le vétérinaire breveté dans l'énumération des personnes pouvant prescrire la vente des substances vénéneuses, le législateur n'a entendu faire aucune distinction entre la médecine humaine et la médecine vétérinaire.

« Attendu que dans l'article 8 le législateur ne fait pas non plus cette distinction puisqu'il emploie le même terme général « médecine » ;

« Attendu qu'il résulte donc de ces textes que les vétérinaires ne peuvent vendre de médicaments pour les animaux que s'ils ne contiennent aucune substance vénéneuse ; que dans le cas

contraire, les seuls pharmaciens peuvent le faire sur prescription du vétérinaire ;

Déclare RAYMOND coupable du délit de vente de produits toxiques qui lui est reproché et par l'application des articles 5 et 7 de l'ordonnance du 29 octobre 1846 et premier de la loi du 19 juillet 1845, dont lecture est donnée ; le condamne à 25 frs d'amende.

Et statuant sur les conclusions de la partie civile, le condamne à payer au Syndicat des Pharmaciens de Lyon et du Rhône, la somme de 20 francs de dommages et intérêts. Dit n'y avoir pas lieu d'ordonner l'insertion du présent jugement.

Prononce la confiscation des substances saisies,

Condamne RAYMOND à tous les dépens.

Plus heureux et surtout mieux défendus sont les empiriques de la *Loire Inférieure*.

A la suite d'un procès verbal dressé par M^e Chassebœuf inspecteur en pharmacie, Monsieur Bonnet, hongreur à Vieilleville, soutenu par le Syndicat des hongreurs et maréchaux-experts de Maine-et-Loire et des départements limitrophes, et M. M. Drouy chimiste et Barthélemy pharmacien à Nantes, sont poursuivis pour contravention aux règlements concernant le commerce de substances vénéneuses.

A la date du 4 avril 1910, le *Tribunal de Nantes* rend le jugement suivant :

« Considérant que Bonnet n'a certainement pas acheté les substances vénéneuses qu'il détenait pour les revendre, en un mot pour en faire commerce ;

Qu'il est certain que celui-ci employait lui-même journellement ces substances vénéneuses comme médicaments, pour traiter des animaux, mais qu'il ne les employait qu'à cet usage ;

Que la profession de hongreur maréchal-expert, spécialement patentée, a toujours été considérée jusqu'à ce jour comme légale et même utile ;

Qu'exiger des hongreurs l'accomplissement des formalités prescrites par l'ordonnance de 1846 aboutirait à leur interdire l'exercice de leur profession car s'ils étaient obligés en vertu de l'article 1^{er} de faire la déclaration prescrite et en outre de l'arti-

cle 3 d'inscrire leurs achats et leurs ventes sur un registre spécial, ils seraient obligés, en vertu de l'article 2 de ne vendre ou livrer qu'à des commerçants ayant fait la même déclaration ;

Que Bonnet n'aurait pas pu légalement se faire délivrer ou faire délivrer au propriétaire d'un animal malade, par un pharmacien, à titre de médicament, une substance vénéneuse, même en remettant à ce pharmacien une demande écrite, signée de lui, n'étant pas visé par l'article 5 de l'ordonnance de 1846 ;

Qu'il était donc obligé pour exercer sa profession d'opérer comme il l'a fait.

Par ces motifs, acquitte Bonnet, Drouy et Barthélemy, des fins de la poursuite, sans dépens.

Par arrêt en date du 20 juillet 1910, la *Cour de Rennes*, a décidé au contraire « qu'il y avait de la part de Bonnet contravention à l'article 5 de l'ordonnance de 1846 et de Barthélemy et Drouy contravention à l'article 7 de la même ordonnances et a condamné chacun des prévenus à seize francs d'amende.

Par arrêt de la *Cour de Cassation* en date du 10 février mil neuf cent douze, la décision de la *Cour de Rennes* est infirmée en ce qui concerne Bonnet.

« Vu les articles cinq et suivants de l'ordonnance de mil huit cent quarante six et premier de la loi du dix neuf juillet 1845.

« Attendu que Bonnet a été condamné pour avoir fait usage de substances vénéneuses dans l'exercice de son métier de hongreur ; en les administrant à des animaux confiés à ses soins.

« Mais attendu que l'article cinq de l'ordonnance précitée s'applique uniquement à la vente des substances vénéneuses mais ne réglemente ni l'emploi, ni la détention desdites substances ;

« Qu'en assimilant à la vente d'un produit prévu par l'ordonnance le fait d'administrer ce produit la *Cour d'appel* a violé les textes ci-dessus.

L'affaire a été renvoyée devant la *Cour d'Angers* qui a

rendu le dix mai mil neuf cent douze le jugement définitif suivant :

« La Cour, statuant en exécution d'un arrêt rendu par la Cour de Cassation du dix février mil neuf cent dix.

« Adoptant les motifs des premiers juges.

« Confirme pour sortir le jugement dont appel ».

Du jugement la Cour de Cassation il s'en suit :

1^o Que l'article cinq de l'ordonnance du vingt neuf octobre mil huit cent quarante six s'applique uniquement à la vente des substances vénéneuses, mais ne réglemente ni l'emploi, ni la détention de ces substances.

2^o Que le fait, par un droguiste, d'avoir vendu des substances vénéneuses à un hongreur, pour l'exercice du métier de celui-ci, constitue une contravention à l'article cinq de ladite ordonnance.

3^o Que les articles cinq et sept de l'ordonnance de mil huit cent quarante six n'établissent pas de différence entre la vente en gros et la vente au poids médicinal ;

4^o Que le pharmacien qui vend des substances vénéneuses à un hongreur est tenu de se conformer aux prescriptions des articles 5 et 7 de ladite ordonnance.

On ne pouvait mieux dire que les hongreurs échappent à l'ordonnance de mil huit cent quarante six ; ils peuvent avoir en dépôt sans faire de déclarations préalable les substances vénéneuses nécessaires au traitement des animaux qu'ils déclareront bien entendu toujours administrer eux mêmes.

On se demande dans ces conditions comment la sécurité publique, recherchée par la loi du dix neuf juillet mil huit cent quarante cinq se trouve sauvegardée, n'importe qu'il pût se faire délivrer une patente de hongreur.

Et comment d'ailleurs les empiriques peuvent-ils s'approvisionner en dites substances, puisque ni les pharmaciens qui débitent au poids médicinal, ni les droguistes, ne peuvent s'y prêter ?

Les quelques exemples qui précèdent, suffisent à montrer combien la situation était grave pour les vétérinaires. Exposés à chaque instant, aux ennuis de verbalisations par les inspecteurs suivies de poursuites judiciaires, ils ne pouvaient compter sur un acquittement, d'ailleurs aléatoire, qu'au prix de longs et coûteux procès. Ils eussent sans doute bientôt renoncé à l'exercice de la pharmacie, si la circulaire ministérielle qui va suivre, n'était venue mettre les choses au point et calmer le zèle intempestif de certains inspecteurs.

Avec raison, et en toute équité, on ne pouvait admettre que ce qui était vérité dans certains départements, fut erreur dans d'autres ; qu'ici les vétérinaires bénéficient, en tout état de cause, de la large tolérance recommandée par MM. Roux et GUIGNARD ; et qu'ailleurs, ils soient considérés comme délinquants et poursuivis, soit du fait de la vente des médicaments toxiques, soit même tout simplement du fait de la détention.

CIRCULAIRE ADRESSEE PAR MONSIEUR LE MINISTRE DE
L'AGRICULTURE, AUX PRÉFETS DES DÉPARTEMENTS.

Paris le 30 décembre 1911.

J'ai l'honneur d'attirer votre attention sur les instructions ci-après, relatives à la vente des médicaments pour l'Usage Vétérinaire.

Cette vente est libre. Toutefois, l'Ordonnance du 29 octobre 1846 interdit à quiconque n'est pas pourvu du diplôme de pharmacien la détention et la vente des médicaments vétérinaires contenant l'une des substances vénéneuses inscrites au tableau annexé à ladite ordonnance.

L'usage s'est cependant peu à peu établi de tolérer la détention, par les vétérinaires, des dits médicaments, et de permettre à ces derniers de les vendre à leur clientèle.

Il ne semble pas que cette manière de faire présente le moindre danger pour la santé publique, que l'ordonnance de 1846 a pour objet exclusif de sauvegarder.

Sur ce point, comme d'ailleurs sur un certain nombre d'autres, les prescriptions rigoureuses de ce texte sont donc tombées en désuétude.

Cette contradiction entre l'usage et les dispositions législatives formelles, ne pourrait, il est vrai, se prolonger sans inconvénients : aussi l'élaboration d'un texte mieux adapté aux exigences nouvelles est-elle actuellement à l'étude.

En attendant, je vous serais obligé de bien vouloir attirer l'attention de MM. les Pharmaciens-Inspecteurs de votre département et les inviter à tenir compte de la tolérance admise à l'égard des vétérinaires, en ce qui concerne la détention de médicaments contenant des substances vénéneuses destinés à être vendus par eux à leur clientèle.

J'ajouterais que le titre de « vétérinaire » n'appartient qu'à ceux qui possèdent le diplôme décerné par l'une de nos trois Ecoles nationales vétérinaires.

Le Ministre de l'Agriculture

J. PAMS

Pour ampliation :

Le Directeur des Services sanitaires et
scientifiques et de la répression des fraudes,

E. Roux

IV. LES VÉTÉRINAIRES S'ORGANISENT POUR LA DÉFENSE DE LEURS DROITS.

1° Fédération des Sociétés et Associations Vétérinaires de France et Association des Syndicats Pharmaceutiques.

Pendant que se déroulent les incidents précédents, la Fédération des Sociétés Vétérinaires s'abouche avec l'Association des Syndicats pharmaceutiques et recherche un terrain d'entente.

L'accord se fait rapidement sur les trois points suivants :

1° — Droit exclusif aux Vétérinaires de prescrire les médicaments toxiques destinés aux animaux.

2^e — Droit incontestable aux Vétérinaires de tenir les médicaments toxiques enfermés dans une armoire à clef.

3^e — Droit indiscutable aux Vétérinaires d'utiliser eux-mêmes sur leurs malades les médicaments toxiques et les sérums.

Le seul différend porte sur la vente des médicaments renfermant des substances vénéneuses. Sur ce dernier point l'accord ne peut se réaliser, témoin l'attitude du Syndicat des Pharmaciens de Lyon et du Rhône qui se porte partie civile et obtient des dommages-intérêts dans le procès RAYMOND vétérinaire à Villefranche.

Aussi à la réunion du Comité d'Initiative du 27 Février 1912, M. GALLIER Président annonce que dès qu'il a connu le jugement de Villefranche, il a écrit à Mr. Roux Directeur au Ministère de l'Agriculture pour avoir son opinion personnelle. Mr. Roux a déclaré que « la condamnation ne pouvait pas ne pas être prononcée car les textes sont formels ; l'appel serait voué à un échec certain. Les Vétérinaires ne vendent de toxiques depuis de longues années qu'en vertu d'une tolérance. Il importe que l'ordonnance de 1846 soit remaniée et qu'en attendant un nouveau décret, les vétérinaires soient protégés par des mesures administratives. »

Mr. Roux annonçait ainsi la Circulaire Ministérielle du 30 Décembre 1911.

Le Comité d'Initiative décide, en conséquence, qu'il y a lieu de continuer à défendre les droits des vétérinaires à l'exercice intégral de la pharmacie vétérinaires et fait savoir à l'Association Générale des Pharmaciens.

« 1^e — Qu'il ne peut, en aucune façon, modifier sa manière de voir en ce qui concerne la nécessité pour les vétérinaires de détenir, vendre ou délivrer les substances vénéneuses pour les animaux confiés à leurs soins.

2^e — Qu'aucune entente ne paraissant pouvoir intervenir entre pharmaciens et vétérinaires sur cette question, le mieux est de s'en remettre aux pouvoirs publics du soin de définir nette-

ment les droits des uns et des autres, en s'inspirant des intérêts des propriétaires d'animaux.

3° — Que les vétérinaires ont intérêt à s'unir aux pharmaciens pour s'efforcer de mettre un terme à l'exercice illégal de la pharmacie pratiquée par les colporteurs de certaines maisons de droguerie ou d'épicerie et par les empiriques de la médecine des animaux. »

2° Sociétés Vétérinaires Départementales.

Nombre de Sociétés Vétérinaires départementales s'occupent non moins activement de la question au cours de leurs réunions périodiques. Nous citerons entre autres celles de l'Aisne, de l'Oise, de la Meuse, de la Somme, de la Haute-Marne, de l'Hérault, de l'Allier, de l'Yonne, de la Seine et Marne. Elles s'assurent le concours des Sociétés agricoles de leur région à qui elles font adopter la pétition suivante :

« *Pétition des éleveurs de l'Yonne* — Les soussignés cultivateurs et propriétaires d'animaux, habitant la région de.....

« Considérant :

« Que la difficulté éprouvée à faire prendre des médicaments aux animaux malades est telle que les propriétaires sont souvent obligés de profiter de la présence du vétérinaire et de faire appel à sa bonne volonté pour administrer les breuvages urgents ;

Que la promptitude des soins est dans bien des cas la cause du succès ;

« Que tout retard apporté à l'administration des médicaments équivaldrait souvent, pour nos animaux malades, à un arrêt de mort.

« Pour ces motifs :

« Ont l'honneur de demander, dans l'intérêt général de l'agriculture, que Messieurs les Vétérinaires aient le droit de fournir tous les médicaments, quels qu'ils soient, nécessaires au traitement des animaux malades ».

3^e Société Centrale de Médecine vétérinaire

A la séance du 7 Décembre 1911, M^r. BRETON présente son rapport au nom de la Commission chargée d'examiner, nous l'avons dit, notre travail initial. Il analyse à son tour les documents cités, en les complétant et conclut comme suit :

« Le mieux est de résister aux prétentions des pharmaciens, les Vétérinaires poursuivis devraient faire appel et, si leur bon droit n'est pas reconnu, aller en Cassation. C'est à nous d'étudier cette question si épineuse, de documenter les avocats qui seront chargés de défendre les nôtres, pour qu'ils puissent, au moment opportun, faire passer leur conviction dans le cerveau des juges. Notre droit est formel, il est défini par des lois anciennes mais non abrogées. Il est présumable que, devant les réclamations qui seront faites, un nouveau document administratif verra le jour et nous protégera contre l'arbitraire en définissant une bonne fois nos droits et nos devoirs. »

A la séance du 1^{er} Février 1912, M. EVEN développe à nouveau la question et la résume en ces termes :

I. Attendu que, dans leur objet, dans les études, dans la pratique, la médecine et la pharmacie vétérinaires sont absolument distinctes de la médecine et de la pharmacie humaines avec lesquelles elles ne peuvent être ni comparées ni confondues ;

II. Attendu que les vétérinaires reçoivent de l'Etat, à leur sortie des Ecoles, un diplôme accréditant leur compétence et leur aptitude à l'exercice de la médecine vétérinaire ;

III. Attendu que les programmes officiels d'études vétérinaires ont toujours compris et comprennent l'enseignement complet, théorique et pratique de la pharmacie vétérinaire et se différencie en cela de l'enseignement de la médecine humaine qui comprend deux carrières, celle du médecin et celle du pharmacien ;

IV. Attendu que la pharmacie vétérinaire n'est enseignée nulle part ailleurs que dans les Ecoles vétérinaires, ni officiellement ni particulièrement ; qu'il s'ensuit que les vétérinaires offrent seuls toutes les garanties exigibles au point de vue de l'exercice de la pharmacie vétérinaire dans toute sa plénitude ;

V. -- Attendu que l'Etat, qui s'est imposé des sacrifices pour entretenir des Ecoles vétérinaires et y attirer des étudiants dans

un but d'utilité publique, ne saurait, sans manquer à ses obligations et sans se contredire, confier à d'autres personnes qu'à ces mêmes étudiants qu'il a formés et diplômés la mission de préparer et délivrer les médicaments indispensables à l'exercice de leur art, à plus forte raison il ne saurait, comme il l'a fait, leur retirer un droit qui procède de leurs études, leur faire défense d'exercer une partie de leur art et accorder un monopole à des personnes qui n'ont aucun titre ni aucune compétence, justifiée ou légale, pour en devenir les dépositaires ;

VI. — Attendu que par plusieurs jugements, basés sur l'application d'une ordonnance royale réglementant la vente des substances vénéneuses, plusieurs vétérinaires ont été condamnés à des dommages-intérêts en faveur de pharmaciens ;

VII. — Attendu que les pharmaciens qui n'ont jamais suivi un cours de pharmacie vétérinaire, absolument distincte de la pharmacie humaine, quant aux effets, au mode de préparation et à la posologie des médicaments, se trouvent en état bien évident de carence de titre pour demander et faire prospérer des réparations à l'encontre de personnes, qui sont justement les seuls détenteurs du titre qui leur manque ;

VIII. — Attendu que ces condamnations ont causé et causent un réel préjudice aux vétérinaires, et par contre-coup aux propriétaires d'animaux ; qu'elles sont de nature à enrayer la profession vétérinaire dans son essor vers le progrès et à éloigner les jeunes gens d'une carrière si utile à la prospérité de notre cheptel et à la richesse de notre pays ;

IX. — Attendu que l'ordonnance du 29 Octobre 1846 manque de clarté, qu'elle a sans doute dépassé la volonté du législateur et se prête à diverses interprétations ;

X. — Attendu que cette même ordonnance interprétée comme l'a fait la cour de Cassation est évidemment attentatoire aux droits réels et imprescriptibles des vétérinaires de se livrer à l'exercice de la pharmacie vétérinaire, droit acquis par le diplôme et qu'aucune loi n'est venue limiter ;

XI. — Attendu que les vétérinaires offrent toutes les garanties désirables de compétence et d'honorabilité par la délivrance des médicaments vétérinaires contenant des substances toxiques et ne sauraient être privés d'un droit que possèdent tous les in-

dustriels qui ont recours, pour l'exercice de leur industrie, aux substances vénéneuses ;

Il y a lieu, en conséquence :

1° De demander aux pouvoirs publics compétents d'abroger l'ordonnance précitée, portant règlement d'administration publique, en toutes les parties qui contrarient le libre exercice de la profession vétérinaire ;

2° De demander et de poursuivre par tous moyens de droit, et notamment par voie de supplique au ministre de l'Agriculture, en substitution de l'actuelle, une réglementation de la vente des médicaments vétérinaires contenant des substances toxiques par les vétérinaires, conciliant les intérêts d'ordre public, les intérêts des vétérinaires et ceux des propriétaires d'animaux.

4° Société de médecine Vétérinaire pratique

D'une brochure intitulée : « Rapport de M. BRETON sur les Droits et prérogatives des vétérinaires en matière de pharmacie vétérinaire », et extraite du Bulletin de la Société de Médecine Vétérinaire pratique du 8 Mai 1912 nous reproduisons les conclusions :

I — Attendu que, dans leur objet, dans les textes, dans la pratique, la médecine et la pharmacie vétérinaires sont absolument distinctes de la médecine et de la pharmacie humaines avec lesquelles elles ne peuvent être ni comparées ni confondues ;

II. — Attendu que les vétérinaires reçoivent de l'Etat, à leur sortie des écoles, un diplôme accréditant leur compétence et leur aptitude à l'exercice de la médecine vétérinaire ;

III. — Attendu que les programmes officiels d'études vétérinaires, depuis la fondation des écoles vétérinaires, ont toujours compris et comprennent l'enseignement complet, théorique et pratique de la pharmacie vétérinaire, et se différencient en cela de l'enseignement de la médecine humaine qui comprend deux carrières, celle du médecin et celle du pharmacien ;

IV. — Attendu que la pharmacie vétérinaire n'est enseignée nulle part ailleurs que dans les écoles vétérinaires, ni officielle-

ment, ni particulièrement ; qu'il s'ensuit que seuls les vétérinaires offrent toutes les garanties exigibles au point de vue de l'exercice de la pharmacie vétérinaire dans sa plénitude entière ;

V. — Attendu que l'Etat, qui s'est imposé des sacrifices pour entretenir des écoles vétérinaires et y attirer des étudiants dans un but d'utilité publique, ne saurait, sans manquer à ses obligations, et sans se contredire, confier à d'autres personnes qu'à ces mêmes étudiants qu'il a formés et diplômés, la mission de préparer et délivrer les médicaments indispensables à l'exercice de leur art, à plus forte raison ne saurait leur retirer un droit qui procède de leurs études, leur faire défense d'exercer une partie de leur art et accorder un monopole à des personnes qui n'ont aucun titre et aucune compétence, justifiée ou légale, pour en devenir les dépositaires ;

VI. — Attendu que par plusieurs jugements basés sur la fausse application d'une ordonnance royale réglementant la vente des substances vénéneuses, plusieurs vétérinaires ont été condamnés à des dommages-intérêts en faveur de pharmaciens ;

VII. — Attendu que les pharmaciens n'ayant jamais suivi un cours de pharmacie vétérinaire, absolument distincte de la pharmacie humaine, quant aux effets, au mode de préparation et à la posologie des médicaments, se trouvent en état bien évident de « carence de titre » pour demander des réparations à ceux qui sont justement les seuls détenteurs du titre qui leur manque ;

VIII. — Attendu que ces condamnations ont causé et causent un réel préjudice à l'exercice de la médecine vétérinaire ;

IX. — Attendu qu'aucun texte législatif n'autorise actuellement le pouvoir exécutif à priver par voie de réglementation et sans cause d'utilité publique, une profession des plus honorables et créée d'ailleurs pour la sauvegarde de ce même intérêt public, de certains droits nés de l'obtention d'un diplôme d'Etat, et cela au profit des pharmaciens, manifestement inhabiles à les recevoir.

Il y a lieu en conséquence :

De demander aux Pouvoirs publics compétents de consacrer, par un texte précis dans la Réglementation nouvelle, la distinction traditionnelle et parfois méconnue de la Pharmacie Vétérinaire.

5^e Conseil supérieur d'hygiène publique de France

Le 8 Juillet 1912, la 3^e section du Conseil supérieur d'Hygiène publique de France examine le projet de décret sur la vente des substances vénéneuses, à elle présenté par la Commission spécialement chargée de cette rédaction.

Mr. GAUTIER, Directeur de l'Ecole Supérieure de pharmacie lit son rapport dans lequel il estime que les pharmaciens ont en fait un véritable monopole de l'exercice de la pharmacie, que la législation et la jurisprudence sont contraires à la thèse des vétérinaires et que l'enseignement de la pharmacie est trop succinct dans les Ecoles Vétérinaires pour que les Vétérinaires puissent se croire pharmaciens. Toutefois il estime avec la Commission qu'en raison de leurs études, des conditions de l'exercice de la médecine des animaux et des traditions établies, les vétérinaires doivent bénéficier d'un régime spécial plus favorable que celui que leur faisait l'ordonnance de 1846.

M. G. BARRIER, Inspecteur Général des Ecoles Vétérinaires constate qu'en aucune circonstance, l'exercice de leur propre pharmacie par les vétérinaires n'a nui à l'intérêt public et il démontre que si l'on veut sauvegarder les intérêts de l'Agriculture, il est nécessaire de ne gêner en rien le vétérinaire dans l'exercice de sa profession.

M. Roux, Directeur du Service de la Répression des fraudes, défend une thèse identique. Pour lui, il n'existe nulle trace de monopole de l'exercice de la pharmacie au seul profit des pharmaciens, et l'intérêt de l'agriculture exige que le vétérinaire jouisse de tous droits à l'exercice de la pharmacie.

M. VALLÉE, Directeur de l'Ecole d'Alfort, insiste sur la parfaite compétence des Vétérinaires en matière de pharmacie.

Non seulement l'enseignement de la pharmacie compte dans les Ecoles vétérinaires, comme il l'a dit, 5 leçons de technique des préparations, mais il comprend aussi 58 leçons de chimie médicale et pharmaceutique, 10 leçons de matière médicale et, sous la dénomination de thérapeutique générale, plus de 20 leçons de pharmacologie et de pharmacodynamie. Mieux encore, les élèves sont exercés en la matière en de nombreux travaux pratiques de chimie pharmaceutique ou analytique, de détermi-

nation de drogues ; ils vont même jusqu'à contrôler pratiquement la pureté des médicaments. Aux examens généraux, des épreuves sur ces matières leur sont imposées : l'une d'elles, notamment, porte sur la préparation d'un médicament, et l'autre, dotée d'un coefficient d'importance égale à celui de l'épreuve d'anatomie, porte sur des épreuves d'analyse biologique et médicamenteuse. Mais ce qui, mieux que toute autre preuve, indique la compétence du vétérinaire, c'est cette particularité que, durant deux ans, à tour de rôle, les élèves des Ecoles exercent pour les malades de celles-ci, la pharmacie vétérinaire, préparant tous les médicaments, onguents, pommades, sirops, potions et débitant au poids médicinal tous les toxiques :

M. IMBERT DE LA TOUR, maître des Requêtes au Conseil d'Etat, développe le point de droit et conclut en estimant que juridiquement rien ne s'oppose à ce que l'on consacre une fois de plus les droits des vétérinaires, et que l'on donne ainsi satisfaction aux intérêts agricoles.

L'amendement présenté par M. BARRIER, qui laisse aux vétérinaires en toutes circonstances la libre pratique de la pharmacie est adopté.

Le 10 Février 1913, le Conseil Supérieur d'Hygiène, réuni en assemblée générale, admettait les conclusions suivantes :

« Les vétérinaires, sans avoir le droit de tenir officine ouverte, sont autorisés à détenir et à vendre tous médicaments destinés aux animaux qui sont confiés à leurs soins. Par voie de conséquence, les Vétérinaires sont tenus de se conformer à toutes les prescriptions imposées aux pharmaciens ».

6^e Académie de Médecine

Le projet de décret préparé par le Ministre de l'Intérieur, tendant à remplacer l'ordonnance de 1846, approuvé par le Conseil supérieur d'Hygiène publique de France, a été transmis pour examen à l'Académie de Médecine. Ce document a été l'objet d'un rapport présenté par M. LUCET au nom de la Commission Spéciale à la séance du 15 juillet 1913.

La partie du texte primitif qui intéresse les Vétérinaires est ainsi conçue :

« Art. 13 — Nul ne peut vendre pour l'usage de la médecine humaine ou vétérinaire les substances vénéneuses comprises dans le tableau A, s'il n'est muni du diplôme de pharmacien, ou s'il n'est médecin autorisé par les lois en vigueur à fournir exceptionnellement des médicaments à ses malades.

« Le dépôt du diplôme pour visa tient lieu de déclaration comme au cas prévu par l'article 2 ci-dessus.

« Ces dispositions s'appliquent à la vente des drogues simples et des produits chimiques compris dans le tableau A, lorsqu'ils sont débités au poids médicinal, c'est-à-dire divisés en paquets, capsules, pilules, cachets, pastilles, comprimés, granules, cylindres, ou lorsqu'ils sont en solution ou transformés en une préparation pharmaceutique quelconque.

« Les Vétérinaires sont autorisés à détenir, pour l'usage de la médecine vétérinaire, les substances visées au présent article. Sans avoir le droit de tenir une officine ouverte, ils sont autorisés, pour le traitement des animaux confiés à leurs soins, à délivrer et à vendre ces substances à leurs clients ».

La Commission estime que le paragraphe premier pourrait être ainsi conçu, en vue de fixer et de préciser une fois pour toutes le droit à l'exercice de la pharmacie par les vétérinaires.

« Nul ne peut vendre pour l'usage de la médecine humaine ou vétérinaire, les substances comprises dans le tableau A, s'il n'est pharmacien, médecin autorisé par la loi en vigueur à fournir exceptionnellement des médicaments à ses malades, ou vétérinaire.

« Toutefois les Vétérinaires ne peuvent tenir officine ouverte ».

Cette rédaction entraînerait la suppression du paragraphe 4.

La discussion est renvoyée à une séance ultérieure.

Entre temps l'Association Générale des pharmaciens adresse à l'Académie une note dans laquelle elle développe une fois de plus les points suivants :

1^o — D'après la législation actuelle les vétérinaires ont le droit de prescrire les substances vénéneuses destinées au traite-

ment des animaux, mais seuls les pharmaciens peuvent vendre ces substances en public ;

2° — Dans la pratique cette interdiction empêche le vétérinaire d'administrer les médicaments toxiques s'il se trouve dans une ferme éloignée ou dans une localité dépourvue de pharmacien.

Elle propose en conséquence, de modifier comme suit le paragraphe 4 de l'article 13.

« Les Vétérinaires sont autorisés à détenir, pour l'usage de la médecine vétérinaire, les substances visées au paragraphe premier du présent article.

Sans avoir le droit de tenir une officine ouverte, ils sont autorisés à délivrer et à vendre ces substances à leurs clients résidant dans des Communes ou agglomérations dépourvues de pharmacie. Dans les autres communes ils jouissent de la même faculté, pour les médicaments contenant des substances vénéneuses, dont l'administration est faite par leurs soins. »

La discussion a été reprise aux séances des 28 Octobre, 18 et 25 Novembre 1913.

M. LÉGER estime que les pharmaciens sont plus qualifiés que tous les autres pour exercer le contrôle et la surveillance des médicaments.

Mr. BOUCHARDAT met en doute la compétence des Vétérinaires en matière de pharmacie, l'enseignement qu'ils reçoivent étant insuffisant.

MM. GRIMBERT et A. GAUTIER trouvent exagéré le droit réclamé par les Vétérinaires et non accordé aux médecins : celui d'ordonner et en même temps de vendre des médicaments là où il existe un pharmacien.

Mr. BARRIER répond à ces différentes critiques et pose la question sur son véritable terrain : la vente des substances vénéneuses par les Vétérinaires dans des conditions fixées par la nouvelle réglementation acceptée par la Commission spéciale désignée au sein de l'Académie est-elle de nature à compromettre la Santé publique ? Le Ministre de l'Agriculture, le Conseil supérieur d'hygiène, les Sociétés d'agriculture, les associations agricoles, ont dit non. Seule la corporation des

pharmaciens dit oui ; Après avoir insisté sur le caractère économique de la médecine vétérinaire, Mr. BARRIER déclare que l'enseignement de la pharmacologie donné aux élèves vétérinaires est nettement suffisant bien que réparti dans les Ecoles en trois chaires principales : 1^o cours de chimie, 63 leçons ne comprenant pour ainsi dire que la chimie biologique, pharmaceutique ou toxicologique, 2^o cours de botanique exclusivement orienté vers l'étude des plantes médicinales, vénéneuses ou fourragères, 3^o cours de physiologie et de thérapeutique donnant trente leçons de pharmacodynamie et de thérapeutique générale. Enfin les cinq professeurs de pathologie et de clinique enseignent la thérapeutique spéciale des maladies dont ils traitent.

Mr. LUCET reprend la question au point de vue juridique, et après une dernière intervention de MM. BOURQUELOT et ROUX sur une modalité de rédaction, l'Académie adopte l'article 13 ainsi libellé :

« Nul ne peut vendre pour l'usage de la médecine humaine les substances comprises dans le tableau A, s'il n'est muni du diplôme de pharmacien, ou s'il n'est médecin autorisé par les lois en vigueur à fournir exceptionnellement des médicaments à ses malades.

« Les Vétérinaires sont autorisés à détenir pour l'usage de la médecine vétérinaire, les substances visées au présent article. Sans avoir le droit de tenir une officine ouverte, ils sont autorisés, pour le traitement des animaux confiés à leurs soins, à délivrer et à vendre ces substances à leurs clients. »

7^o Conseil d'Etat.

Le Conseil d'Etat appelé à son tour à délibérer sur les textes proposés par le Ministre de l'Intérieur, ne s'est pas rangé à l'avis émis par le Conseil supérieur d'hygiène et par l'Académie de Médecine, malgré, nous a dit M. l'Inspecteur Géné-

ral BARRIER, que les Vétérinaires y aient été défendus avec la plus louable opiniâtreté.

Il a estimé qu'on devait réserver en entier aux pharmaciens le droit de délivrer les substances toxiques, et avec certaines restrictions aux Vétérinaires diplômés, écartant ainsi tous ceux qui n'offraient pas de garanties suffisantes. Il lui a paru naturel de voir les Vétérinaires se restreindre à leur rôle de médecin des animaux, laissant aux pharmaciens le soin de préparer les médicaments (PORCHER).

CHAPITRE IV

LEGISLATION ACTUELLEMENT EN VIGUEUR

I. DOCUMENTS OFFICIELS.

1^o Loi du 12 juillet 1916.

concernant l'importation, le commerce, la détention et l'usage des substances vénéneuses, notamment l'opium, la morphine et la cocaïne.

ARTICLE UNIQUE.

La loi du 19 juillet 1845 sur les substances vénéneuses est modifiée et complétée comme suit :

Article premier. — Les contraventions aux règlements d'administration publique sur la vente, l'achat et l'emploi de substances vénéneuses sont punies d'une amende de 100 à 3.000 francs et d'un emprisonnement de six jours à deux mois ou de l'une des deux peines seulement.

2^o Rapport au Président de la République Française.

Paris, le 14 septembre 1916,

Monsieur le Président,

Nous avons l'honneur de soumettre à votre haute sanction un

décret portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 19 juillet 1845, modifiée et complétée par la loi du 12 juillet 1916 concernant l'importation, la détention et l'usage des substances vénéneuses, notamment l'opium, la morphine et la cocaïne.

Le commerce des substances vénéneuses est actuellement régi en France par l'ordonnance royale du 29 Octobre 1846 : depuis cette époque, la science a évolué ; de nouvelles substances toxiques ont été découvertes, les applications dont étaient susceptibles celles déjà connues se sont multipliées, l'éducation scientifique du public qui les emploie s'est développée. La réglementation faite en 1846 n'est plus au point.

Pour répondre au but à atteindre, une révision et une adaptation de l'ordonnance de 1846 s'imposaient. Cette révision a pour point de départ essentiel, la division des substances vénéneuses en trois catégories, suivant leur degré de toxicité et la rigueur plus ou moins grande des prescriptions à imposer à leur commerce.

Les deux premières catégories comprennent les substances les plus toxiques : ce sont les substances vénéneuses proprement dites. Le plus grand nombre d'entre elles a été groupé dans le tableau A, pour constituer la première catégorie. Le tableau B ne contient qu'un petit nombre de substances que l'on peut appeler les toxiques stupéfiants et pour lequel un régime particulièrement sévère a été prévu.

La troisième catégorie comprend des substances moins toxiques que les précédentes, mais dont l'emploi peut cependant offrir assez de dangers pour qu'il apparaisse nécessaire d'imposer à leur commerce certaines mesures de précaution. Ce sont les substances dangereuses, qui ont été réunies dans le tableau C.

La réglementation proposée pour les substances du tableau A peut être considérée comme la réglementation de droit commun des substances vénéneuses. Elle comporte deux chapitres, relatifs, l'un au commerce des substances vénéneuses destinées aux usages commerciaux, industriels ou agricoles, l'autre au commerce des mêmes substances vénéneuses, lorsqu'elles sont destinées à la médecine humaine et vétérinaire.

Trois autres dispositions nouvelles méritent également d'être signalées.

La première vise les vétérinaires. Le présent décret autorise les vétérinaires diplômés à délivrer les médicaments vétérinaires toxiques à ceux de leurs clients qui résident dans les communes dépourvues de pharmacie. L'intérêt de cette mesure de tolérance est considérable dans les campagnes, aujourd'hui surtout que la médecine vétérinaire a pris de si utiles développements.

Tels sont, monsieur le Président, les points essentiels par lesquels le nouveau décret diffère de la législation actuelle. Il constitue une mise au point devenue nécessaire et urgente. Il répond tant aux développements scientifiques actuels qu'au souci de protéger la santé publique et la race, sans porter atteinte aux nécessités légitimes du commerce, de l'industrie et de l'Agriculture.

Ont signé : Les Ministres de l'Intérieur, de la Justice, des Finances et de l'Agriculture.

3^e Décret du 14 Septembre 1916.

portant règlement d'Administration publique pour l'application de la loi du 19 Juillet 1845 sur les substances vénéneuses, modifiée et complétée par la loi du 12 Juillet 1916.

Le Président de la République française,

Sur le rapport du Ministre de l'Intérieur, du garde des Sceaux Ministre de la Justice et du Ministre des Finances et du Ministre de l'Agriculture.

Vu la loi du 21 germinal de l'an XI contenant organisation des Ecoles de pharmacie ;

Vu la loi du 19 Juillet 1845, modifiée et complétée par la loi du 12 Juillet 1916, concernant l'importation, le commerce, la détention et l'usage des substances vénéneuses, notamment l'opium, la morphine et la cocaïne ;

Vu l'ordonnance du 29 Octobre 1846 rendue pour l'exécution de la loi susvisée, du 18 Juillet 1845, et le décret du 8 Juillet 1850 ;

Vu la loi du 1^{er} août sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et les falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles, notamment les articles 2, 4 et 5 ;

Vu la loi du 29 Juin 1908, modifiant les articles 29,30 et 31 de la loi du 21 germinal de l'an XI et le décret du 5 Août 1908 rendu en exécution de cette loi et désignant les autorités qualifiées pour assurer l'application des lois et règlements sur l'exercice de la pharmacie et la répression des fraudes en matière médicamenteuse ;

Vu le décret du 1^{er} Octobre 1908 portant règlement d'administration publique pour la vente, l'achat et l'emploi de l'opium et de ses extraits.

Vu l'avis du Conseil supérieur d'hygiène publique de France ;

Vu l'avis de l'Académie de médecine ;

Vu l'avis du Ministre du Commerce et de l'Industrie ; ensemble l'avis du Comité consultatif des Arts et Manufactures ;

Le Conseil d'Etat entendu

Décète :

ARTICLE PREMIER. — Les substances vénéneuses sont, en ce qui concerne l'importation, l'achat, la vente, la détention et l'emploi, soumises à des régimes distincts selon qu'elles sont classées dans les tableaux A. B. ou C. annexés au présent décret.

TITRE PREMIER

Substances classées dans le Tableau A..

CHAPITRE PREMIER

Régime des substances du tableau A lorsqu'elles sont destinées au commerce, à l'industrie ou à l'agriculture.

ART. 2. — Quiconque veut faire le commerce d'une ou de plusieurs substances classées au tableau A ou exercer une industrie qui en nécessite l'emploi, est tenu d'en faire préalablement la déclaration devant le maire de la commune dans laquelle est situé son établissement ; à Paris et dans le ressort de la préfecture de police, la déclaration doit être faite à la dite préfecture..

Elle est inscrite sur un registre spécial ; récépissé en est donné au déclarant. Elle doit être renouvelée en cas de déplacement ou de cession de l'établissement.

En ce qui concerne les pharmaciens, le dépôt du diplôme pour visa tient lieu de déclaration.

(ART 3 — Quiconque détient une ou plusieurs des dites substances, en vue de la vente ou de l'emploi pour un usage industriel ou agricole doit les placer dans des armoires fermées à clef ou dans des locaux où n'ont pas librement accès les personnes étrangères à l'établissement.

Les armoires ou locaux visés au précédent paragraphe peuvent contenir d'autres substances, à l'exclusion de celles destinées à l'alimentation de l'homme ou des animaux.

Lorsque le détenteur exerce le commerce des produits destinés à l'alimentation de l'homme ou des animaux, aucune communication intérieure directe ne doit exister entre l'établissement et ses dépendances où s'exerce le dit commerce et les locaux où sont détenues des substances vénéneuses. Cette obligation ne s'applique pas aux pharmaciens ni aux personnes faisant le commerce des solutions titrées de nicotine détenues et délivrées en bidons scellés.

ART. 4 — Il est interdit de détenir en vue de la vente, de vendre, de livrer, d'expédier ou de faire circuler ces substances autrement que renfermées dans des enveloppes ou récipients portant inscrit le nom des dites substances, tel qu'il figure dans le tableau annexé au présent décret.

Cette inscription doit être faite en caractères noirs très apparents sur une étiquette rouge orangé, fixée de telle sorte qu'elle ne puisse être involontairement détachée.

L'inscription ci-dessus visée doit être accompagnée de la mention « Poison » sur une bande de même couleur faisant le tour de l'enveloppe ou du récipient.

Les fûts, vases ou autres récipients, ainsi que les enveloppes ayant servi à contenir ces substances ne doivent en aucun cas être employés à recevoir des produits destinés à l'alimentation de l'homme ou des animaux.

ART. 5 — Sont interdites la mise en vente et la vente sous forme de tablettes, pastilles, pilules, comprimés et d'une manière générale sous toutes formes usitées pour l'administration des médicaments, les dites substances ou des préparations qui en contiennent lorsque ces substances ou préparations sont destinées à d'autres usages que celui de la médecine.

ART. 6. — Toute vente des dites substances doit être inscrite sur un registre spécial, coté et paraphé par le maire ou le commissaire de police. Les inscriptions sur ce registre sont faites de suite, sans aucun blanc, rature ni surcharge, au moment même de la livraison ou de l'expédition ; elles indiquent le nom et la quantité des substances vendues, la date de la vente, ainsi que les nom, profession et adresse de l'acheteur.

A chacune des ventes est attribué un numéro d'ordre qui peut s'appliquer à tous les produits compris dans une même livraison. Ce numéro est inscrit, ainsi que le nom et l'adresse du vendeur, sur l'étiquette apposée conformément aux dispositions des deux premiers paragraphes de l'article 4.

Le registre sur lequel sont faites ces inscriptions, doit être conservé pendant dix ans, pour être représenté à toute réquisition de l'autorité compétente.

ARTICLE 11. — La vente et l'emploi des composés arsenicaux solubles sont interdits pour la destruction des parasites nuisibles à l'agriculture, ainsi que pour la destruction des mouches.

La vente et l'emploi de produits contenant de l'arsenic, du plomb ou du mercure sont interdits pour le chaulage des grains, pour l'embaumement des cadavres, ainsi que pour la destruction des mauvaises herbes dans les allées des jardins, dans les cours et les terrains de sports.

ARTICLE 12. — Les substances visées au présent titre ne peuvent être délivrées en nature lorsqu'elles sont destinées à la destruction des sauterelles, des rongeurs, des taupes et des bêtes fauves. Elles doivent être mélangées à dix fois au moins leur poids de substances inertes et insolubles, puis additionnées d'une matière colorante intense, noire, verte ou bleue.

Par dérogation à l'article 2, la vente de ces mélanges est interdite à quiconque n'est pas pourvu du diplôme de pharmacien.

ARTICLE 13. — La vente de la picROTOXINE, de la coque du Levant et de ses préparations est interdite pour tout autre usage que celui de la médecine.

En conséquence, la vente de ces produits est interdite à quiconque n'est pas pourvu du diplôme de pharmacien.

CHAPITRE II

Régime des substances du tableau A lorsqu'elles sont destinées à la médecine humaine ou vétérinaire

TITRE I

Substances classées dans le tableau A.

ART. 16. — Les substances du tableau A ne peuvent être délivrées sous une forme quelconque :

1°) Pour l'usage de la médecine humaine, que par les pharmaciens ou par les médecins légalement autorisés à fournir des médicaments à leurs clients ;

2°) Pour l'usage de la médecine vétérinaire, que par les pharmaciens et, sous les réserves prévues à l'article suivant, par les vétérinaires diplômés.

ART. 17. — Les vétérinaires sont autorisés à détenir, pour l'usage de la médecine vétérinaire, lesdites substances.

Sans avoir le droit de tenir une officine ouverte, ils sont autorisés à délivrer ces substances à leurs clients lorsque ceux-ci résident dans des communes ou agglomérations dépourvues de pharmacie. Dans les autres communes, ils ne jouissent de la même faculté que dans le cas où l'administration desdites substances est faite par eux-mêmes aux animaux.

ART. 18. — Les pharmaciens, les médecins et vétérinaires sont soumis aux conditions prescrites par les articles 3 et 4 en ce qui concerne la détention des dites substances.

Toutefois il leur est interdit de détenir dans les armoires visées à l'article 3 d'autres substances que celles mentionnées aux tableaux A et B.

ART. 19. — Les pharmaciens ne peuvent délivrer lesdites substances pour l'usage de la médecine humaine ou vétérinaire, que sur la prescription d'un médecin ou d'un vétérinaire.

Toutefois, ils peuvent délivrer, sur la prescription d'un chirurgien-dentiste ou d'une sage-femme diplômée, celles desdites substances dont la liste sera fixée par arrêté du ministre de l'Intérieur.

ART. 20. — L'auteur de la prescription est tenu, sous les sanctions prévues par la loi du 19 Juillet 1845, de la dater, de la signer et de mentionner lisiblement son nom et son adresse, d'énoncer en toutes lettres les doses des substances vénéneuses prescrites et d'indiquer le mode d'administration du médicament.

ART. 21. — Les pharmaciens peuvent renouveler l'exécution des ordonnances prescrivant des substances du tableau A, sous les réserves indiquées ci-après :

Ne peut être renouvelée, ni par le pharmacien qui y a procédé pour la première fois, ni par tout autre pharmacien, l'exécution des ordonnances sur lesquelles l'auteur de la prescription a mentionné l'interdiction du renouvellement.

Ne peuvent être exécutées à nouveau, à moins d'indication contraire de l'auteur de la prescription :

1^o) Les ordonnances prescrivant lesdites substances, soit en nature, soit sous forme de solutions destinées à des injections sous-cutanées ;

2^o) Les ordonnances prescrivant, sous forme de préparations destinées à être absorbées par la voie stomacale, et quelle qu'en soit la dose, les cyanures de mercure ou de potassium, l'aconitine ou ses sels, la digitaline, la strophanthine, la vératrine ou ses sels ;

3^o) Les ordonnances prescrivant, sous forme de préparations destinées à être absorbées par la voie stomacale, et à une dose supérieure à celle indiquée dans le codex comme dose maximum pour vingt-quatre heures, des substances du tableau A autres que celles désignées au précédent paragraphe.

Toutefois, les pharmaciens peuvent renouveler les ordonnances ne portant pas de mention spéciale et prescrivant en nature, mais à dose n'excédant pas 5 grammes, le laudanum ou la teinture de noix vomique.

ART. 22. — Les pharmaciens doivent inscrire les ordonnances prescrivant lesdites substances sur un registre spécial de vente tenu dans les conditions fixées par l'article 6 du présent décret. Ils sont soumis aux mêmes obligations en ce qui concerne les livraisons de médicaments qu'ils sont autorisés à faire dans les conditions prévues aux articles 27 et 28.

Toutefois pour les ventes sur ordonnances, ils ne sont pas

obligés d'inscrire le nom et l'adresse de l'auteur de la prescription.

Les renouvellements d'une même ordonnance doivent être mentionnés sur le registre, le jour de chaque renouvellement, sous un numéro d'ordre. Cette inscription peut consister en la seule indication du numéro sous lequel l'ordonnance a été primitivement inscrite.

Les pharmaciens sont autorisés à transcrire dans les mêmes conditions, sur leur registre spécial de vente, les ordonnances médicales qui ne comportent pas la délivrance de substances vénéneuses.

Ils ne doivent rendre les ordonnances prescrivant des substances visées au présent titre, que revêtues du timbre de leur officine après y avoir indiqué le numéro sous lequel la prescription a été inscrite au registre de vente, ainsi que la date de cette inscription.

Ils sont tenus de conserver l'ordonnance lorsque, par application des dispositions de l'article 21, celle-ci ne peut être renouvelée.

Lorsqu'ils conservent l'ordonnance, ils doivent en remettre à l'intéressé une copie intégrale datée et signée par eux, portant le timbre de leur officine et mentionnant le numéro sous lequel la prescription est inscrite à leur registre.

Les ordonnances retenues par les pharmaciens doivent être conservées par eux pendant trois ans pour être représentées à toute réquisition de l'autorité compétente.

ARTICLE 23. — Les pharmaciens doivent apposer sur tout récipient contenant un médicament délivré par eux, une étiquette indiquant, avec leur nom et leur adresse, le numéro d'ordre sous lequel la prescription est inscrite sur leur registre.

Cette étiquette est de couleur rouge orangé, quand il s'agit des substances du tableau A délivrées en nature ou de préparations contenant les dites substances et destinées soit à l'usage externe, soit à être employées en injections.

Cette étiquette porte la mention « Toxique : ne pas dépasser la dose prescrite », lorsque la substance vénéneuse, délivrée en nature, doit être absorbée par la voie stomacale, et la mention « Poison », lorsque la préparation est destinée à l'usage externe ou à des injections.

Les pharmaciens doivent, en outre, apposer sur les récipients une seconde étiquette de couleur rouge orangé portant, selon les cas, les mots « pour l'usage externe » ou « solution pour injections ».

Lorsqu'il s'agit de médicaments destinés à la médecine vétérinaire, l'étiquette rouge orangé doit porter la mention « Médicament vétérinaire. — Poison ».

ART. 25. — Les vétérinaires autorisés à délivrer des médicaments dans les conditions prévues à l'article 17 sont assujettis aux obligations imposées aux pharmaciens par les premier et troisième paragraphes de l'article 22 et par les premier, deuxième et cinquième paragraphes de l'article 23. Ils doivent, en outre, mentionner sur leur registre le nom et l'adresse du client auquel la vente est faite.

Lorsque les médicaments qu'ils prescrivent sont délivrés par eux-mêmes à leurs clients, ils doivent, en outre, leur remettre une ordonnance rédigée conformément aux dispositions de l'article 20.

ART. 26. — Lorsque des médicaments destinés à la médecine humaine ou vétérinaire et renfermant une ou plusieurs des substances visées au présent titre, sont préparés et divisés à l'avance en vue de la vente au public, les enveloppes et récipients qui renferment ces médicaments doivent être revêtus d'une étiquette indiquant le nom desdites substances, tel qu'il figure au tableau A, ainsi que la dose, en toutes lettres, de chacune de ces substances contenues dans 100 grammes de la préparation.

A l'exception des prescriptions de l'article 18, toutes les dispositions qui précèdent sont applicables au commerce desdites préparations.

Toutefois, lorsque le nom et l'adresse du pharmacien par qui la préparation a été faite se trouvent indiqués sur l'enveloppe ou récipient contenant ladite préparation, celui qui la délivre est dispensé d'y apposer l'étiquette prévue au premier paragraphe de l'article 23.

ART. 27. — Les pharmaciens peuvent délivrer aux médecins et aux vétérinaires, sur leur demande écrite, datée et signée, les substances visées au présent titre et destinées à être employées par eux, soit dans le cas d'urgence, soit pour des opérations, pansements ou injections.

Ces médicaments doivent être employés par les praticiens eux-mêmes ; il leur est interdit de les céder à leurs clients, à titre onéreux ou gratuit.

Ces substances ne peuvent être délivrées que sous la forme pharmaceutique compatible avec leur emploi médical.

L'auteur de la demande doit indiquer lisiblement son nom et son adresse et énoncer en toutes lettres les doses des substances vénéneuses entrant dans les préparations.

Les prescriptions de l'article 23 sont applicables aux médicaments délivrés dans les conditions visées au présent article.

ART. 29. — Les dispositions du présent chapitre ne sont pas applicables aux préparations médicamenteuses renfermant des substances du tableau A à des doses trop faibles pour que les dites préparations puissent être soumises à la présente réglementation.

Ces doses seront fixées, pour chacune de ces substances, par arrêté du Ministre de l'Intérieur, pris sur l'avis du Conseil supérieur d'hygiène publique de France. Cet arrêté sera inséré au Codex.

TITRE II

Substances classées dans le tableau B.

ART. 30. — Les articles qui précèdent sont applicables à l'importation, à l'achat, à la vente, à la détention et à l'emploi des substances classées dans le tableau B, et tant que leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent titre.

ART. 31. — Les importateurs et les producteurs indigènes des substances classées dans le tableau B, les chimistes, les industriels et les commissionnaires en marchandises qui veulent faire le commerce des dites substances, ou les transformer en vue de la vente, doivent en faire une déclaration spéciale dans les conditions prévues à l'article 2.

Il est interdit à quiconque n'a pas fait cette déclaration spéciale d'importer, d'exporter, de détenir en vue de la vente, de délivrer, de vendre ou de transformer les substances inscrites au tableau B.

Il est également interdit à quiconque n'a pas fait cette déclaration d'acheter ou de se faire délivrer ces substances autrement que sur la prescription d'un médecin, d'un vétérinaire, d'un chirurgien-dentiste ou d'une sage-femme dans les conditions fixées au présent décret.

Toutefois, cette dernière interdiction n'est pas applicable aux laboratoires et établissements désignés, après avis du Conseil supérieur d'hygiène publique de France, par des arrêtés du Ministre de l'Intérieur qui détermineront, en même temps que les conditions dans lesquelles les dites substances pourront être remises à ces laboratoires et établissements, les quantités maximales qu'ils seront autorisés à se faire livrer.

ART. 32. Tout achat ou toute cession, même à titre gratuit desdites substances, doit être inscrit sur un registre spécial aux substances du tableau B. côté et paraphé par le maire ou le commissaire de police. L'autorité qui vise ce registre spécial doit se faire représenter le récépissé de la déclaration faite par l'intéressé. Elle mentionne, sur la première page dudit registre la date à laquelle cette déclaration a été effectuée.

Les inscriptions sur le registre sont faites sans aucun blanc, rature ni surcharge, au moment même de l'achat ou de la réception, de la vente ou de la livraison. Elles indiquent le nom desdites substances, tel qu'il figure au tableau B, leur quantité, le nom, profession et adresse soit de l'acheteur, soit du vendeur ainsi que le numéro donné par ce dernier au produit livré.

A chacune des opérations est attribué un numéro d'ordre qui peut s'appliquer à tous les produits compris dans une même réception ou livraison.

Les dispositions du présent article sont imposées à quiconque est autorisé à acheter ou à vendre lesdites substances dans les conditions fixées à l'article précédent, notamment aux pharmaciens, médecins et vétérinaires, aux importateurs et aux exportateurs, aux producteurs indigènes pour leurs ventes, ainsi qu'aux commissionnaires en marchandises.

Toutefois les pharmaciens sont autorisés, pour les ventes sur ordonnance, à n'inscrire que chaque mois, sur le registre spécial, le relevé totalisé des quantités desdites substances qui figurent, pour ledit mois, au registre de vente prévu par l'article

22 et sur lequel ils doivent alors inscrire le nom et l'adresse des personnes auxquelles ils ont délivré ces substances.

Art. 34. Les industriels qui emploient ces substances pour en extraire les alcaloïdes et les pharmaciens qui les traitent en vue du même usage ou pour les transformer en produits pharmaceutiques, sont tenus, après avoir indiqué ces opérations sur le registre spécial prévu à l'article 32, d'inscrire, à la suite des quantités employées, celles que renferment les produits résultant de la transformation.

Décharge de la différence est donnée sur ce registre par l'inspecteur institué par l'article 2 du décret du 5 Août 1908, si le déficit lui paraît résulter normalement des transformations ou manipulations déclarées.

Art. 36. Ces substances ne peuvent circuler, être importées ou exportées que si les enveloppes ou récipients qui les renferment portent, en outre des inscriptions prescrites à l'article 4, l'indication de la quantité des dites substances, ainsi que les noms et adresses de l'expéditeur et du destinataire.

Le détenteur de ces substances doit les conserver dans des armoires fermées à clef. Ces armoires ne peuvent contenir d'autres substances que celles qui figurent aux tableaux A et B. Toute quantité trouvée en dehors des dites armoires sera saisie.

Art. 37. Exception faite pour la délivrance sur ordonnance, il est interdit de vendre ou de délivrer les dites substances à quiconque ne justifie pas qu'il a satisfait aux conditions de l'article 31.

Les dites substances ne peuvent être délivrées que contre une commande écrite, datée et signée de l'acheteur ou de son représentant, indiquant son nom, sa profession et son adresse et annonçant, en toutes lettres, la quantité de la substance demandée.

La commande doit être conservée pendant trois ans par le vendeur, pour être représentée à toute réquisition de l'autorité compétente.

Les dispositions du paragraphe premier du présent article sont applicables en cas de vente ou de cession des dites substances après saisie par l'autorité publique ou à la requête des créanciers.

ART. 38. Il est interdit aux pharmaciens de renouveler aucune ordonnance prescrivant des substances au tableau B, soit en nature, soit sous forme de solutions destinées à des injections sous-cutanées.

La même interdiction s'applique aux ordonnances prescrivant des poudres composées à base de cocaïne ou de ses sels et de ses dérivés en renfermant ces substances dans une proportion égale ou supérieure au centième, ainsi qu'aux ordonnances prescrivant des préparations destinées à être absorbées par la voie stomacale et contenant à une dose quelconque, des substances du tableau B.

Par dérogation à cette dernière disposition, peuvent être renouvelées les ordonnances prescrivant des préparations destinées à être absorbées par la voie stomacale et ne contenant pas plus de 12 centigrammes d'extrait d'opium, ni plus de 3 centigrammes de chlorhydrate de morphine, de diacétyl.

ART. 39. Il est interdit aux médecins de rédiger et aux pharmaciens d'exécuter des ordonnances prescrivant, pour une période supérieure à sept jours, les substances du tableau B, lorsque la composition des préparations prescrites correspond aux conditions d'interdiction édictées par l'article précédent.

ART. 40 — Les pharmaciens peuvent délivrer aux médecins, aux vétérinaires, aux chirurgiens dentistes et aux sages-femmes les substances du tableau B nécessaires à l'exercice de leur profession, dans les conditions et sous les réserves fixées aux articles 27 et 28.

Les pharmaciens ne peuvent délivrer ces substances qu'à des praticiens domiciliés dans la commune ou dans des communes contiguës, lorsque celles-ci sont dépourvues d'officine.

Il est interdit aux pharmaciens de délivrer à ces praticiens aucune de ces substances en nature.

Les pharmaciens doivent conserver pendant trois ans, pour être représentées à toute réquisition de l'autorité compétente, les demandes émanant des médecins, des vétérinaires, des chirurgiens-dentistes et des sages-femmes et en adresser un relevé à la fin de chaque trimestre, au préfet de leur département.

TITRE III

Substances classées dans le Tableau C

ART. 41 — Quiconque détient, en vue de la vente, des substances inscrites au tableau C, est tenu de les placer dans ses magasins de manière qu'elles soient séparées des substances non dangereuses et notamment des produits destinés à l'alimentation de l'homme ou des animaux.

Les dites substances doivent être renfermées dans des récipients ou enveloppes portant une inscription indiquant le nom de la substance, tel qu'il figure au tableau annexé, et entourée d'une bande de couleur verte avec le mot « Dangereux » inscrit en caractères très apparents.

Ces substances ne peuvent être délivrées aux acheteurs que contenues dans des récipients ou enveloppes portant, outre le nom de la substance et l'adresse du vendeur, et entourées de la bande verte mentionnée dans le précédent paragraphe.

ART. 42 — Les dites substances ne peuvent être délivrées pour l'usage de la médecine humaine ou vétérinaire que dans les conditions prescrites aux articles 16 et 17.

Elles ne seront délivrées que dans des récipients portant une étiquette mentionnant le nom et l'adresse du vendeur et indiquant le nom de la substance ou sa composition ; cette dernière indication peut être remplacée par le numéro d'inscription au registre de vente.

ART. 43 — Lorsque les pharmaciens et médecins délivrent en nature, pour l'usage interne, des substances du tableau C, ils doivent apposer sur chaque enveloppe ou récipient renfermant les dites substances une étiquette de couleur verte portant les mots : « A employer avec précaution ».

Lorsqu'ils délivrent ces substances sous forme de préparations destinées soit à l'usage externe, soit à être employées en injections, ils doivent apposer sur les enveloppes ou récipients renfermant les dites préparations une étiquette de couleur verte portant le mot « Dangereux » avec la mention « Pour usage externe » ou « Solution pour injections », suivant le cas.

Lorsque les pharmaciens ou les vétérinaires délivrent les di-

tes substances pour la médecine vétérinaire, soit en nature, soit sous forme de préparations, ils doivent apposer sur les enveloppes ou récipients une étiquette de couleur verte portant l'inscription « Médicament — Dangereux. »

Ces dispositions sont applicables au commerce des médicaments préparés et divisés à l'avance en vue de la vente au public et renfermant des substances du tableau C.

TITRE IV

Dispositions Générales

ART. 45. — Concurrément avec les inspecteurs chargés de procéder aux visites prescrites par les articles 29, 30 & 31 de la loi du 21 germinal an XI, modifiés par la loi du 25 Juin 1908, les maires et les commissaires de police doivent veiller à l'exécution des dispositions qui précèdent.

Ils ont qualité pour visiter, avec l'assistance de l'inspecteur institué par l'article 2 du décret du 5 Août 1908, ou, en cas d'empêchement de celui-ci, avec le concours d'un pharmacien désigné par le préfet, les officines des pharmaciens, les dépôts de médicaments tenus par les médecins et les vétérinaires, ainsi que les entrepôts et magasins des droguistes et des commissionnaires en marchandises trafiquant de ces substances, les laboratoires où elles sont traitées pour en extraire les alcaloïdes ou pour les transformer en préparations pharmaceutiques, les magasins des herboristes et épiciers, des coiffeurs et parfumeurs et, d'une façon générale, conformément à la loi du 25 Juin 1908, tous les lieux où sont fabriqués, entreposés ou mis en vente des produits médicamenteux ou hygiéniques.

ART. 46. — L'autorité qui procède à l'inspection exige la production du récépissé de la déclaration qui a dû être faite en exécution de l'article 2 ou s'il y a lieu de l'article 31 du présent décret. Si cette justification n'est pas apportée, les produits trouvés en contravention sont saisis, et si par eux, la présence d'une ou plusieurs substances du tableau B est constatée, la fermeture de l'établissement est ordonnée par le préfet.

Si la déclaration est produite, l'autorité qui procède à la

visite s'assure que les registres prescrits sont régulièrement tenus et que leurs énonciations concordent avec les quantités existantes.

Dans le cas d'infractions pouvant entraîner l'application des peines prévues à l'article premier de la loi du 19 Juillet 1845, modifiée et complétée par la loi du 12 Juillet 1916, procès-verbal est dressé des constatations et opérations effectuées. Ce procès-verbal est transmis sans délai au procureur de la République par l'autorité qui a procédé aux constatations, copie dudit acte est adressée par elle au préfet.

ART. 47. — A dater de la publication de chacun des arrêtés prévus à l'article 29 un délai de six mois, en ce qui concerne l'article 26 et le dernier paragraphe de l'article 43, est accordé aux intéressés pour se conformer aux prescriptions des dits articles.

ART. 48 — Sont abrogés l'ordonnance du 29 Octobre 1846, le décret du 1^{er} Octobre 1908 et, généralement, toutes dispositions contraires au présent décret rendues en exécution de la loi du 19 Juillet 1845.

TABLEAU A

Acide arsénieux et acide arsénique. Acide cyanhydrique. Aconit (feuille, racine, extrait et teinture). Aconitine et ses sels. Adrénaline. Apomorphine et ses sels. Arécoline et ses sels. Arséniates et arsénites. Atropine et ses sels. Bains arsénicaux. Belladone (feuille, racine, poudre et extrait). Benzoate de mercure. Bichlorure de mercure. Biiodure de mercure. Bromoforme. Bruine et ses sels. Cantharides entières, poudre et teinture. Cantharide et sels. Chloroforme. Ciguë (fruit poudre et extrait). Codéine et ses sels. Colchicine et ses sels. Colchique (semence et extrait). Coque du Levant. Curare et curarine. Cyanures métalliques. Digitale (feuille, poudre et extrait). Digitaline et ses sels. Duboisine et ses sels. Émétique. Ergotine. Ergot de seigle. Esérine et ses sels. Extrait d'ergot de seigle (ergotine), Extrait fluide d'ergot de seigle. Fèves de Saint-Ignace. Gouttes amères de Beaumé. Gouttes noires anglaises. Homatropine et ses sels. Huile de croton. Huile phosphorée. Hydrastine. Hydrastinine et ses sels. Hyoscyamine et ses sels. Juniperus phoenicea (feuille,

poudre, essence). Jusquiame (feuille poudre et extrait). Laudanum de Sydenhan. Laudanum de Rousseau. Liqueur de Fowler, Nicotine et ses sels. Nitrates de mercure. Nitroglycérine. Noix vomique (poudre, extrait de teinture). Oxydes de mercure, Paquets de sublimé corrosif. Pavot, papaver somniferum (capsules sèches). Phosphore. Phosphure de calcium. Phosphure de zinc. Picrotoxine. Pilocarpine et ses sels. Rue (feuille, poudre et essence). Saline (feuille, poudre et essence) Santonine. Scopolamine et sels. Stovaine. Stramoine (feuille, poudre et extrait. Strophantine et ses sels. Strophanthus (semence, extrait et teinture). Strychnine et ses sels. Sulfures d'arsenic. Teinture d'opium. Topiques à l'huile de croton. Véralrine et ses sels.

TABLEAU B

Opium brut et officinal. Extraits d'opium. Morphine et ses sels. Diacetylmorphine et ses sels. Alcaloïdes de l'opium (à l'exception de la codéine), leurs sels et leurs dérivés. Cocaïne, ses sels et ses dérivés. Haschich et ses préparations.

TABLEAU C

Acétates de plomb cristallisés et préparations qui les contiennent. Acétate (Sous) de plomb liquide. Acide acétique cristallisable. Acide chlorhydrique. Acide chromique. Acide nitrique. Acide oxalique. Acide sulfurique. Acide sulfurique alcoolisé (eau de Rabel). Alcoolature d'aconit. Amidophénol. Ammoniaque. Amidorésorcine. Brome. Carbonate de plomb et préparations qui le contiennent. Caustique au chlorure d'antimoine. Caustique au chlorure de zinc (pâte de Canquoin), Caustique de potasse et de chaux (poudre de Vienne). Chloral hydrate. Chlorure d'antimoine. Chlorure de zinc et la solution du Codex. Composés organiques de l'arsenic. Crésylol et crésylate de soude. Diamidophénal. Diamidorésorcine. Eau distillée de laurier-cerise. Eau de cuivre. Essence de moutarde. Formalbédhyde (formol). Huile de foie de morue phosphorée. Huile grise. Hydroquinone. Iode et teinture d'iode. Iodure de plomb. Lessives de potasse ou de soude. Liqueur de Van Swieten. Liqueur de Villatte. Nitrate d'argent cristallisé et fondu et préparations qui le con-

tiennent. Nitrate de plomb et préparations qui le contiennent. Nitrite d'amyle. Nitroprussiates. Oxalates de potassium. Papier au sublimé. Pâtes phosphorées. Pelletière et ses sels. Phénol et phénates. Phénylène-diamine (méta et para) et préparations qui les contiennent. Pommade au sublimé corrosif. Pommades à l'oxyde de mercure. Potasse caustique. Protochlorure de mercure. Calomel ou précipité blanc). Protodure du mercure Pyridine. Pyrogallol. Saccharine. Scille (poudre, extrait et teinture). Sirop d'aconit. Sirop de belladone. Sirop de biiodure de mercure ou de Gibert. Sirop de digitale. Sirop de morphine. Sirop d'opium. Soluté de peptonate de mercure (Codex). Soude caustique. Sulfate de mercure. Sulfate de spartéine. Sulfate de zing. Sulfure de mercure et préparations qui le contiennent. Suifocyanure de mercure. Teinture de belladone Teinture de colchique. Teinture de digitale. Teinture de jusquiame. Tétrachlorure de carbone.

II. SITUATION CRÉÉE AUX VÉTÉRINAIRES PAR LE DÉCRET DU 14 SEPTEMBRE 1916

Nous n'avons retenu du décret que les articles qui intéressent les vétérinaires, d'une part les articles 16 et 17 qui définissent leurs droits actuels, d'autre part ceux qui leur indiquent leurs devoirs quand ils font de la pharmacie. Il est entendu que les vétérinaires ont à se conformer strictement à ces derniers ; nous n'y reviendrons pas.

L'article 16 spécifie que les substances du tableau A, ainsi que celles du tableau B (article 30) peuvent être délivrées par les vétérinaires sous les réserves prévues à l'article 17. Reprenons celui-ci :

ART. 17. Les vétérinaires sont autorisés à détenir pour l'usage de la médecine vétérinaire, les dites substances.

« Sans avoir le droit de tenir une officine ouverte, ils sont autorisés à délivrer ces substances à leurs clients lorsque ceux-ci résident dans des communes ou agglomérations dépourvues de pharmacie. Dans les autres communes, ils ne jouissent de

la même faculté que dans les cas où l'administration desdites substances est faite par eux-mêmes aux animaux.

Donc **droit absolu de détenir**, mais **droit limité de délivrer**, c'est-à-dire de vendre. Les vétérinaires ne seront donc plus inquiétés pour détention illégale de substances vénéneuses s'ils sont autorisés, s'ils ont en un mot fait les déclarations prescrites par les articles 2 et 31 ; par contre ils demeurent passibles de poursuites judiciaires s'ils sont convaincus d'avoir, en dehors de leur intervention directe, délivré des médicaments renfermant les dites substances à leurs clients résidant dans une commune où existe un pharmacien.

Cette restriction irritante a causé, disons-le franchement, une grosse déception à la profession vétérinaire. Contrairement aux résolutions du Conseil supérieur d'hygiène publique de France et de l'Académie de Médecine, le décret rendu en confirmité de l'avis du Conseil d'Etat « n'a pas voulu admettre que les vétérinaires eussent, par rapport aux médecins une situation privilégiée, bien que ceux-ci aient obtenu une loi protectrice que les nôtres attendent encore ». (G. Barrier).

Il crée au profit des pharmaciens un véritable monopole tout en y faisant certaines dérogations imposées soit par l'urgence des soins à donner, soit par l'absence ou l'éloignement de l'officine. Et si une latitude plus grande a été prévue pour les vétérinaires, elle a été inspirée uniquement du souci de ménager les intérêts des propriétaires d'animaux, mais elle ne résulte nullement de la prise en considération des droits séculaires que les vétérinaires croient détenir en vertu des règlements contemporains de la fondation de leurs Ecoles, droits inhérents à leurs études spéciales et au diplôme d'Etat qui leur a été délivré et qui spécifie entre autre qu'ils sont « aptes à exercer... la pharmacie vétérinaire. »

La situation faite aux vétérinaires paraît même aggravée. Sous le régime de l'Ordonnance de 1846, les pharmaciens ne nous contestaient que la délivrance de substances vénéneuses. « La profession de vétérinaire étant libre, il en est de même pour la préparation et la vente des médicaments pour

les animaux, à la condition expresse que ces médicaments ne renferment dans leur composition aucune substance vénéneuse » (Roux et Guignard, 1909).

Or le décret du 14 Septembre 1916 semble apporter une restriction à la vente des substances du tableau C, même en médecine vétérinaire :

« ART. 42. Les dites substances (tableau C) ne peuvent être délivrées par l'usage de la médecine humaine au vétérinaire que dans les conditions prescrites aux articles 16 et 17. »

Les Vétérinaires n'ont donc plus le droit de délivrer ces substances à leurs clients habitant dans une commune pourvue d'un pharmacien (article 17), ce qu'ils pouvaient faire auparavant.

Tel est du moins l'avis de Mr. Le Professeur PORCHER : « Appelé pour soigner par exemple un javart avec fistule, le vétérinaire injecte dans celle-ci la liqueur de Villatte qu'il aura apportée, mais l'article 42 lui interdit de laisser la partie non utilisée à son client, à charge par celui-ci d'en faire ultérieurement l'application. Ceci heurte le bon sens et nous comprenons que nos confrères s'en soient inquiétés. »

Tel est aussi l'avis du Ministre de l'Intérieur consulté le 12 Janvier 1917 par M. DEMELLIER député au sujet de la délivrance de médicaments toxiques aux maréchaux-experts.

« Les substances énumérées au tableau C, dont beaucoup sont utilisées en médecine vétérinaire peuvent être obtenues sans ordonnance. Le décret interdit toutefois de tenir ces substances en vue de la vente, celle-ci ne pouvant être faite que par un pharmacien. »

MM. BOGELOT ET TARAUDE ne paraissent pas partager cette opinion. « Le texte nouveau (décret de septembre 1916) élargit le droit des vétérinaires mais dans des conditions précisées dans les articles suivant l'art. 17. Spécifions bien toutefois qu'il ne

s'agit que des substances du tableau A et du tableau B qui en est une aggravation, mais non du tableau C. Les Vétérinaires auront donc le droit de délivrer les substances du tableau C en dehors des règles que nous allons étudier dans le chapitre II du titre premier ».

Quoiqu'il en soit *la circulaire* suivante adressée aux Inspecteurs en pharmacie à la date du 25 Juillet 1925 par M. Roux Directeur, du service de la répression des fraudes, confirme sans discussion possible la conduite à tenir, c'est-à-dire l'application à la lettre des restrictions prévues par la vente des substances visées aux tableaux A. B. et C.

« Mon attention a été attirée sur la vente, *par des non pharmaciens*, de spécialités vétérinaires classées aux tableaux annexés au décret du 14 septembre 1916.

« Suivant les dispositions du décret susvisé, les spécialités contenant des toxiques inscrits au tableau A au C ne peuvent être délivrées au public, sous une forme quelconque, que par les Vétérinaires diplômés, mais par ces derniers dans le cas seulement où leurs clients résident dans des communes ou agglomérations dépourvues de pharmacie (Art. 16, 17 et 42.)

« Les non pharmaciens peuvent donc continuer à préparer les spécialités vétérinaires dont il s'agit, mais ne doivent le faire que pour le compte d'un pharmacien auquel l'exclusivité de la vente sera réservée. Rien ne s'oppose d'ailleurs à ce que les expéditions soient faites par les non pharmaciens fabricants, du moment que les commandes leur auront été transmises par les pharmaciens dont il s'agit, et que les emballages seront revêtus d'étiquettes rédigées conformément aux prescriptions du décret du 14 septembre 1914 précité.

Signé E. Roux

Dans la pratique ce sont donc les Vétérinaires des grandes villes qui se ressentiront le plus des dispositions nouvelles ; les ruraux, en cela plus favorisés parce que leurs occupations sont surtout à la campagne, seront bien moins atteints, et que sur 36.000 communes de France il y a en 32.000 dépourvues de pharmaciens.

Le décret, par contre, contient une disposition particulièrement favorable aux vétérinaires, en ce qu'elle retire aux empiriques le droit de prescrire, de détenir et de vendre les substances vénéneuses.

ART. 16. — Les substances du tableau A ne peuvent être *délivrées* sous une forme quelconque :

2° Pour l'usage de la médecine vétérinaire, que par les pharmaciens et sous les réserves prévues à l'article suivant par les vétérinaires.

ART. 17. — Les vétérinaires sont autorisés à *détenir* pour l'usage de la médecine vétérinaire, les dites substances....

ART. 19. — Les pharmaciens ne peuvent délivrer les dites substances pour l'usage de la médecine.... vétérinaire, que *sur la prescription d'un vétérinaire*.

Dans la réponse précitée à M. DEMELLIER Député, le Ministre de l'Intérieur spécifie que « le décret de 1916 a eu en vue la protection de la santé publique. Il a limité le droit de détenir, de prescrire et de délivrer des substances toxiques. Les droits conférés aux vétérinaires sont liés à la possession d'un diplôme d'Etat garantissant les connaissances réputées indispensables à la manutention et à la manipulation desdites substances. Les patentes de Maréchal-Expert ou de hongreur, délivrées à toutes personnes qui les demandent ne sauraient constituer de titres à une situation privilégiée au regard des prescriptions du décret. »

Dans un article intitulé « *l'Exercice de la pharmacie par les Vétérinaires* », M. l'Inspecteur général G. BARRIER constate que si le décret du 14 Septembre 1916 a déçu les vétérinaires praticiens, il a l'avantage de remplacer une tolérance traditionnelle par des droits qu'on ne peut plus discuter, et de préciser exactement dans quelles limites les Vétérinaires peuvent les exercer. Il crée en faveur des Vétérinaires un véritable monopole dont sont exclus les empiriques et la situation qui leur est faite est meilleure que celle des médecins, leur rayon

d'action étant plus grand. Enfin le nombre des vétérinaires atteints est infime par rapport aux vétérinaires ruraux qui sont les plus nombreux et par ailleurs les moins bien partagés.

L'auteur trouve qu'il est préférable de s'incliner provisoirement devant la chose jugée et met en garde contre des résolutions excessives. « Nous ne gagnerions sûrement rien en dignité et en considération à poursuivre une évolution, assurément honorable, mais qui relèguerait de plus en plus le vétérinaire derrière le Commerçant. »

M. le Professeur PORCHER, Directeur de l'Ecole Vétérinaire de Lyon, dans sa « *Nouvelle Législation des substances vénéneuses ; application aux Vétérinaires* », fait une analyse complète et particulièrement instructive des droits et des devoirs des vétérinaires se livrant à l'exercice de la pharmacie. Le décret du 14 Septembre 1916 est, pour les Vétérinaires, un document capital, il leur constitue au regard des substances vénéneuses une véritable charte et crée une situation nouvelle, claire et sans équivoque. Ils y puiseront des droits qui dorénavant ne leur seront plus contestés, alors qu'auparavant, il n'y avait pour eux aucun droit strictement défini. En écartant délibérément les empiriques de son texte, le Conseil d'Etat a donné aux vétérinaires un avantage inappréciable. « En voulant en appeler au Parlement pour obtenir le libre exercice de la pharmacie par les Vétérinaires, ne cacherait-on pas la pensée de vouloir le monopole de la pharmacie vétérinaire aux vétérinaires ? Il serait fâcheux pour les vétérinaires, pour leur dignité professionnelle, qu'on les accusât de mercantilisme, en les voyant réclamer avec quelque rudesse le libre exercice de la pharmacie en présence même d'un pharmacien. »

Comme on peut s'en rendre compte, nos Maîtres, MM. BARRIER et PORCHER et nous l'avons vu précédemment MM. ADAM, RAILLIET et GALTIER, qui n'ont jamais été aux prises avec les nécessités de la clientèle, n'ont vu dans l'utilisation des substances toxiques par les vétérinaires, antérieurement au décret de Septembre 1916, qu'une tolérance, là où les praticiens se sont

toujours réclamés d'un droit imprescriptible attaché à leur diplôme.

La Société de Médecine Vétérinaire pratique, faisant sien un vœu émis par la Société d'Agriculture de Melun, a décidé d'instituer un Comité de vigilance dans le but d'obtenir que les dispositions du décret du 14 Septembre 1916 concernant la vente de certaines substances vénéneuses par les Vétérinaires soient modifiées. Elle a proposé au Ministre de l'Agriculture de remplacer le texte de l'article 17 par le suivant :

« Les Vétérinaires sont autorisés à détenir pour l'usage de la médecine les substances visées au précédent article. Sans avoir le droit de tenir une officine ouverte, ils sont autorisés, pour le traitement des animaux confiés à leurs soins, à délivrer et à vendre ces substances à leurs clients. »

Nous ne connaissons pas en entier le texte de la réponse faite le 22 Décembre 1916 à ces desiderata par le Ministre de l'Agriculture. Disons toutefois qu'il y est indiqué, « Que la vente par les Vétérinaires des médicaments toxiques antérieurement au décret de Septembre 1916, ne résultait pas d'un droit mais d'une simple tolérance, et que des décisions de justice relativement récentes, en condamnant les Vétérinaires, par application de l'ordonnance de 1846, ont rappelé tout ce que cette tolérance avait de précaire. »

En résumé, les dispositions du décret du 14 Septembre 1916 ne devaient pas satisfaire les vétérinaires praticiens qui maintiennent ne pouvoir exercer utilement leur profession sans le libre exercice de la pharmacie. Pas davantage elle n'a répondu au but poursuivi par les pharmaciens qui y ont vu une large et grave atteinte à leur privilège. Aussi tout le monde s'est trouvé d'accord pour en appeler au Parlement.

III. NOUVEAUX PROJETS DE LOI SUR L'EXERCICE DE LA PHARMACIE

1^{er} Projet de loi Emile Vincent

(16 Avril 1920)

ARTICLE 13. L'Exercice simultané de la profession de médecin, sage-femme, chirurgien-dentiste ou Vétérinaire avec celle de pharmacien est interdit, même en cas de possession par le même titulaire, des diplômes conférant le droit d'exercer ces professions.

Cette disposition n'est pas applicable aux porteurs actuels du diplôme de pharmacien et l'un des autres diplômes visés ci-dessus.

Les vétérinaires établis dans une commune ou agglomération dépourvue de pharmacie dans un rayon de huit kilomètres, et qui vont exercer dans une commune ou une agglomération distante de huit kilomètres au moins de toute pharmacie, peuvent délivrer les remèdes destinés aux animaux confiés à leurs soins.

Les vétérinaires bénéficiant de cette exception ne peuvent avoir officine ouverte ; ils sont soumis à toutes les obligations résultant pour les pharmaciens des lois et règlements en vigueur à l'exception de la patente ; ils doivent remettre à leurs clients, en même temps que les médicaments qu'ils leur fournissent, la formule desdits médicaments, rédigée conformément au premier paragraphe de l'article 14.

Ce projet n'a plus qu'un intérêt documentaire puisqu'il a été retiré. Il ne tendait rien moins qu'à la suppression de la vente par les vétérinaires, de tous médicaments, toxiques ou non.

2^e. Projet de loi Candace, Ternois et Paul Dubois Députés

ARTICLE 1^{er}. Sont seuls autorisés à détenir et à vendre pour le traitement des maladies des animaux domestiques, tous pro-

duits ou médicaments, les vétérinaires diplômés en France et les pharmaciens diplômés des Facultés françaises.

ART. 2. — Pour l'exercice de la pharmacie vétérinaire, les vétérinaires sont astreints aux mêmes obligations que les pharmaciens.

ART. 3. — Toutes dispositions contraires au présent titre sont et demeurent abrogées.

Dans leur exposé des motifs, MM. CANDACE, TERNOIS et DUBOIS reprennent et développent les arguments déjà connus et reproduits par MM. René LAFARGE, Le BRECQ, COURTIER, MARIMAUD, ROUX-FREISSIVENG, LAVOINE, RIO, Etienne RÉGNIER, MACAREZ et GÉOGÉRALD, députés, auteurs d'amendement au premier projet de loi Vincent.

« On ne saurait assimiler les professions de médecins et de vétérinaires, de même il ne peut y avoir incompatibilité entre la profession de vétérinaire et de pharmacien, le vétérinaire étant par ses études spéciales sanctionnées par un diplôme d'Etat, apte à l'exercice de la pharmacie des animaux domestiques. Dans l'intérêt de l'agriculture et de l'élevage, le vétérinaire depuis qu'il a été créé officiellement, délivre et détient tous les produits nécessaires au traitement de ses malades ; ce droit, qui lui a toujours été reconnu par tous les tribunaux, les Cours et la Cour de Cassation ne peut lui être enlevé que s'il est incompatible avec la sécurité publique, qui ici n'est pas en cause. L'Académie de médecine et le Conseil supérieur d'hygiène publique de France consultés, ont répondu que les vétérinaires, par l'enseignement qu'ils recevaient, pouvaient détenir et délivrer tous les médicaments, même les plus toxiques.

En décider autrement serait aller à l'encontre des intérêts les plus évidents du monde agricole et lui enlever des facilités appréciées et appréciables, sans lui donner de garanties. Vendre et livrer n'est pas tout ; il faut aussi administrer, c'est souvent dans des cas graves, urgents, le rôle du vétérinaire qui prépare et administre sur place ; agir vite et bien étant dans presque tous les cas la condition du succès ».

3^e Deuxième proposition de loi Emile Vincent

Député, et plusieurs de ses collègues.

ART. 14. — L'exercice simultané de la profession de médecin, de sage-femme ou de vétérinaire avec celle de pharmacien est interdit, même en cas de possession, par le même titulaire, des diplômes conférant le droit d'exercer ces professions. Cette disposition n'est pas applicable aux porteurs actuels du diplôme de pharmacien et de l'un ou l'autre des diplômes visés ci-dessus.

L'exercice de la pharmacie vétérinaire reste libre comme par le passé, sauf en ce qui concerne les substances vénéneuses dont l'importation, la détention, le commerce et l'usage restent réglementés par les lois des 19 Juillet 1845 et 12 Juillet 1916 et par les décrets pris en application desdites lois.

Les Médecins et les vétérinaires bénéficiant de cette exception ne peuvent avoir officine ouverte, ils sont soumis à toutes les obligations résultant pour les pharmaciens des lois et règlements en vigueur, à l'exception de la patente.

C'est à la suite des amendements (exactement 41) distribués à la suite de son premier projet, que Mr Emile VINCENT a été chargé par la Commission d'hygiène de la Chambre d'établir un rapport supplémentaire et d'examiner : 1^o la proposition de loi de Mr Emile VINCENT et plusieurs de ses collègues ; 2^o la proposition de loi de MM. CANDACE, TERNOIS et Paul DUBOIS.

Nous en extrayons le passage relatif aux Vétérinaires.

« La profession de vétérinaire étant libre, il en résulte que la préparation et la vente des médicaments destinés aux animaux sont libres, sauf en ce qui concerne les substances vénéneuses dont la détention et le commerce sont soumis à des lois spéciales.

Votre Commission avait cru devoir réglementer l'exercice de la pharmacie par les vétérinaires dans les mêmes conditions que pour les médecins.

Elle avait pensé qu'il était inutile de conférer un diplôme de pharmacien et de soumettre l'exercice de cette profession à des règles étroites dans l'intérêt de la santé publique, si on laissait au premier venu la faculté de se procurer librement les substances médicamenteuses sous prétexte que ces substances étaient destinées au traitement des animaux.

Votre Commission a été saisie d'un très grand nombre d'amendements déposés par nos collègues MM. LAFARGE, CANDACE, etc.

Tous ces amendements tendent à maintenir la liberté de vente en matière de médicaments vétérinaires.

Les raisons invoquées sont les suivantes :

1^o) Aucune assimilation n'est possible entre la médecine humaine et la médecine vétérinaire ; le vétérinaire limite son intervention à la conservation ou à la réparation économique de l'animal.

Pour le vétérinaire, l'animal est une machine qui ne vaut pour être réparée, que si elle est susceptible de donner, dans la suite, des résultats économiques ; tout animal qui ne peut plus rendre de services, une fois guéri, ne mérite pas de recevoir une intervention ;

2^o) Nécessité où se trouve presque toujours le vétérinaire d'administrer lui-même aux animaux malades ou de faire administrer en sa présence les remèdes nécessaires, en raison de la difficulté éprouvée trop souvent par les propriétaires à opérer seuls ;

3^o) La promptitude des soins est, dans bien des cas, la condition du succès ; tout retard apporté à l'administration des médicaments équivaldrait souvent pour les animaux à un arrêt de mort.

La liberté de la vente des médicaments vétérinaires, sauf en ce qui touche les substances vénéneuses, ne souffre pas d'exception : elle est pour les vétérinaires brevetés comme pour les vétérinaires non brevetés, les hongreurs, les maréchaux ferrants, etc.

La grande majorité des amendements déposés tendent au maintien de cette liberté pour tous.

Mais votre Commission a été saisie d'une proposition de loi de MM. Candace, Ternois et Paul Dubois sur la pharmacie (N.

1634) proposition ne visant que l'exercice de la pharmacie vétérinaire et n'autorisant à détenir et à vendre les médicaments destinés aux animaux que les pharmaciens et les vétérinaires brevetés.

Immédiatement des protestations énergiques se sont fait jour; les syndicats de maréchaux ferrants, les syndicats de hongreurs ont demandé le rejet de la proposition en question, et les arguments qu'ils ont fait valoir sont de tous points identiques à ceux qu'avaient fait valoir les vétérinaires.

D'ailleurs il semble bien que les vétérinaires eux-mêmes veraient d'un mauvais œil l'interdiction pour les maréchaux ferrants, qu'ils considèrent comme les infirmiers de la médecine vétérinaire.

Votre Commission, après avoir examiné les raisons invoquées par les vétérinaires, par les maréchaux ferrants, les hongreurs en faveur de la liberté de l'exercice, après avoir examiné les vœux formulés en ce sens par les associations agricoles de toute nature, a décidé de modifier son texte et de maintenir le statut-quo en matière de médicaments destinés au traitement des animaux; elle a pensé, en effet, que les inconvénients que cela pouvait présenter étaient largement compensés par les avantages qu'en retirent l'agriculture et l'élevage. »

Faut-il rappeler ici que l'ordonnance royale du 1^{er} Septembre 1825, confirmée par l'arrêt de la Cour de Cassation du 1^{er} Juillet 1851 ne reconnaît plus qu'un titre, celui de *vétérinaire*, conféré par diplôme aux élèves dont la capacité (y compris la pratique de la pharmacie vétérinaire) a été constatée par un jury à la sortie de l'Ecole. Utiliser un siècle plus tard les expressions vétérinaires brevetés pour les possesseurs du diplôme et vétérinaires non brevetés pour les empiriques (maréchaux, hongreurs, etc.) est vouloir créer une confusion qui ne peut qu'être préjudiciable aux premiers.

Parmi les raisons invoquées par les auteurs d'amendements en faveur des vétérinaires, Mr. Emile Vincent oublie en outre délibérément de mentionner l'habileté des vétérinaires à l'exercice de la pharmacie, officiellement reconnue par le diplôme d'Etat et consacrée par le décret du 28 Mars 1924 à la

suite de la loi du 31 Juillet 1923 qui a institué le **Doctorat Vétérinaire**. Le diplôme de Docteur-vétérinaire porte en effet dans son libellé : « Vu la délibération du Conseil de l'Ecole Vétérinaire » de....., en date du..... par laquelle M..... a été reconnu apte à exercer la médecine et la pharmacie vétérinaires »...

C'est donc commettre une injustice flagrante que de confondre les vétérinaires avec « le premier venu réclamant la faculté de se procurer librement les substances médicamenteuses sous prétexte que ces substances sont destinées au traitement des animaux. »

Enfin M. Emile Vincent paraît s'avancer un peu imprudemment quand il dit que les Vétérinaires verraient d'un mauvais œil l'interdiction pour les maréchaux-ferrants.

Qu'à l'exemple des médecins, qui ne font pas entendre de protestations contre le pharmacien, qui fait un pansement d'urgence à un malade qui lui est amené, les vétérinaires admettent que le maréchal donne quelques secours immédiats, soit mais leur assentiment n'a jamais été plus loin.

Quant aux empiriques, voilà ce qu'avec les vétérinaires M. Jules DEVELLE, Ministre de l'Agriculture, en pensait dans l'exposé des motifs d'un projet de loi présenté au nom de M. Jules GRÉVY, Président de la République française, en 1886 : « La grande majorité des empiriques est composée d'hommes aussi dangereux qu'ignorants, de charlatans, de leveurs de sorts, de vendeurs de panacées de toutes sortes, qui ne sont dignes d'aucun intérêt et qu'il faut écarter d'une façon définitive du traitement des animaux, auquel ils n'ont jamais eu droit. »

Quoi qu'il en soit, M. Emile Vincent et la Commission d'hygiène de la Chambre ont donc décidé de modifier leur premier texte (16 Avril 1920) ; ils ont écarté la proposition de M. Candace, Dubois et Ternois et ont maintenu le statu-quo en matière de médicaments destinés au traitement des animaux ; d'où l'article 14 du nouveau projet (juillet 1923) qui maintient en conséquence la restriction de la vente par les

vétérinaires dans les conditions de l'article 17 du règlement du 14 Septembre 1916.

IV. LA DÉFENSE DES DROITS DES VÉTÉRINAIRES

A la suite du premier projet de loi Vincent qui, on l'a vu, interdisait ou à peu près tout exercice de la pharmacie aux vétérinaires, la **Confédération Nationale des Associations Agricoles** (C. N. A. A.) a émis le vœu suivant le 13 Janvier 1921.

La C. N. A. A.

Considérant,

1°. Que la valeur des animaux composant le cheptel agricole qu'il faut reconstituer et mettre en état d'exploitation intensive pour le relèvement national constitue une des principales richesses de la France ;

2°. Que la nécessité où se trouve presque toujours le vétérinaire d'administrer lui-même aux animaux malades ou de faire administrer, en sa présence, les remèdes nécessaires, en raison de la difficulté éprouvée trop souvent par les propriétaires à opérer seuls ;

3°. Que la promptitude des soins est, dans bien des cas, la condition du succès ;

4°. Que tout retard apporté à l'administration des médicaments équivaldrait souvent, pour les animaux, à un arrêt de mort (coliques, congestions, parturitions, etc...) ;

5°. Que les Vétérinaires sont qualifiés, pour exercer la Pharmacie vétérinaire, par des études théoriques et des exercices pratiques sanctionnés par un diplôme que leur délivre l'Etat ; qu'ils présentent toutes garanties de moralité pour la détention des substances même les plus toxiques.

6°. Que la Médecine vétérinaire est essentiellement utilitaire, qu'elle constitue un chapitre important de l'Economie rurale, que c'est sous cet aspect que doit être envisagé le rôle du vétérinaire en tant que pharmacien vétérinaire ;

Que le fait de réserver aux Pharmaciens le monopole de la vente des médicaments destinés aux animaux ne présente au-

un intérêt pratique, n'est justifié par aucun danger public, mais constituerait une gêne très préjudiciable à tous les propriétaires d'animaux ;

Pour ces motifs,

A l'honneur de demander, dans l'intérêt général de l'Agriculture et de l'Elevage, que les vétérinaires ne soient pas atteints dans leurs droits par la proposition de loi sur la pharmacie déposée sur le bureau de la Chambre des Députés et qu'ils puissent toujours et en toutes circonstances, délivrer les médicaments, quels qu'ils soient, nécessaires au traitement des animaux malades.

La proposition de loi déposée par MM. Candace, Ternois et Paul Dubois, donnerait satisfaction aux nécessités de l'élevage, et, les garanties que peut réclamer l'exercice de la pharmacie des animaux domestiques.

Le Conseil Général du Pas-de-Calais, sur la proposition de MM. BACHELET, Sénateur, LEFÈVRE et LEDOUX adopte à son tour le vœu ci-dessus le 24 Avril 1923.

Considérant qu'un projet de loi consistant à restreindre le commerce des remèdes et des poisons et à les monopoliser aux mains compétentes des pharmaciens a été récemment déposé au Parlement.

Considérant que si ce projet est excellent dans son ensemble pour les hommes il n'est pas sans inconvénient pour les bêtes ; en effet il apporterait, s'il était voté sans modifications, une gêne considérable dans le soin des animaux malades.

En effet, que dans une ferme un cheval tombe malade et que le vétérinaire mandé prescrive des remèdes à prendre immédiatement, il ne pourra plus les fournir puisque désormais ce sera l'affaire exclusive du pharmacien. Celui-ci est souvent éloigné dans nos campagnes ou c'est le soir et l'officine est fermée. Cependant l'ordonnance est urgente. Le cheval ou la vache a bien des chances de périr, si le vétérinaire ne peut, séance tenante administrer le médicament voulu, la maladie n'attend pas.

On pourrait faire plus large confiance aux vétérinaires en saisissant cette bonne occasion de marquer qu'ils n'ont rien de commun avec les charlatans. Il s'agit, bien entendu, des vété-

rinaires diplômés des Ecoles Françaises, qui ont étudié pendant 4 ans la pharmacie, qui ont pratiqué deux ans tous les exercices d'officines, qui savent pratiquer et doser les médicaments. Pourquoi leur enlever un droit séculaire et leur interdire de fournir immédiatement les remèdes aux animaux.

Cette pratique est fort appréciée du paysan qui craint de voir mourir en bien des cas ses chevaux ou ses vaches.

Un amendement du projet de loi est déposé. Il demande que les Vétérinaires soient astreints aux obligations des pharmaciens et qu'ils soient détenteurs de médicaments pour le soin des animaux domestiques.

Nous demandons au Conseil Général de vouloir bien donner un avis favorable à cet amendement et de décider qu'il sera transmis à M. le Ministre de l'Agriculture en lui demandant son agrément.

« **Les Conseils des Professeurs des Ecoles Nationales Vétérinaires** d'Alfort, Lyon et Toulouse, gardiens de notre patrimoine Scientifique, ont cru devoir sortir de leur réserve et protester solennellement auprès de M. le Ministre de l'Agriculture (25 Janvier 19, Février et 11 Mars 1921) pour ne pas laisser se consacrer une injustice et laisser croire au législateur que les pharmaciens seuls possédaient l'enseignement pharmaceutique, que cet enseignement était un et donné seulement dans les Ecoles de Pharmacie alors que la Pharmacie des animaux domestiques est exclusivement enseignée dans les Ecoles Vétérinaires. »

(Communiqué du Syndicat National des Vétérinaires de France)

Cette protestation fut motivée par ce fait que le premier projet de texte de loi Emile Vincent considérait que « seules les Ecoles de Pharmacie enseignent la théorie et les principes de l'art pharmaceutique ».

Dans un certain nombre de communiqués à la Presse et dans une lettre adressée à tous les membres de la Chambre des Députés, M. BRETON, **Président du Syndicat National des Vétérinaires de France et des colonies**, proteste contre le projet de M. Vincent et justifie à nouveau le bien

fondé des revendications des vétérinaires. Nous résumons son argumentation :

1^o) La Pharmacie vétérinaire, très distincte de la pharmacie humaine est enseignée dans les Ecoles Vétérinaires et là seulement. Le diplôme d'Etat délivré aux élèves qui ont satisfait aux examens de sortie porte en toutes lettres que le titulaire est apte à l'exercice de la médecine, de la chirurgie et de la pharmacie vétérinaires.

Depuis 150 ans, les diplômés de nos Ecoles vendent et administrent tous les médicaments nécessaires aux animaux domestiques sans qu'il en soit résulté aucun inconvénient pour la santé publique, sans qu'on ait signalé aucun abus dans l'exercice d'un droit que leur confère leur diplôme.

2^o) Il y a lieu de regretter que la pratique des soins aux animaux soit libre ; il convient de libérer l'art vétérinaire de la fâcheuse concurrence des empiriques et des innombrables charlatans.

3^o) C'est à tort que l'on rapproche le vétérinaire du médecin, celui-ci connaît la thérapeutique, mais n'a jamais appris à manier le médicament, à le doser, à le préparer.

4^o) La médecine vétérinaire est avant tout utilitaire et revêt presque toujours dans ses moyens d'action un caractère d'urgence. En multipliant les intermédiaires on augmente les difficultés et les dépenses et on diminue souvent les chances de succès.

5^o) La médecine vétérinaire est un chapitre important de l'économie rurale. A trop entraver la profession on rendra plus difficile encore le recrutement des élèves.

6^o) En conséquence, les Vétérinaires demandent le vote du projet de loi Candace, Ternois et P. Dubois.

En rétablissant le libre exercice de la pharmacie (sous certaines réserves) dans son second projet de loi, M. Emile Vincent s'est incliné devant les vœux des puissantes sociétés agricoles qui avaient toutes chances, même en cas de résistance, d'être écoutées par le Parlement.

De cette victoire, les vétérinaires n'ont à lui savoir aucun gré. Le point en litige demeure en entier : la liberté qui leur a été retirée de délivrer en toutes circonstances les médica-

ments renfermant des toxiques à ceux de leurs clients qui habitent une commune pourvue de pharmacie.

Ceci nous ramène à l'article 17 du décret de Septembre 1916 où la restriction ci-dessus a été introduite par suite d'une erreur d'interprétation ou d'une méconnaissance profonde de nos droits par le Conseil d'Etat.

Nous l'avons dit, ce dernier a vu dans l'exercice de la pharmacie un véritable monopole. « Là où existent un pharmacien et un vétérinaire, il a paru naturel que celui-ci devait être amené, dans la plupart des cas, à se restreindre à son rôle de médecin, laissant à son voisin le pharmacien, le soin de préparer les médicaments » (Porcher).

Ni la valeur des études vétérinaires, ni la garantie qu'elles offrent n'ont été retenues. D'un trait de plume a été rayé le véritable engagement offert par l'Etat ou ouvrant les portes de ses Ecoles aux étudiants vétérinaires, d'autoriser les possesseurs du diplôme à exercer leur profession avec tous les droits et prérogatives y attachés. Nul ne contestera cependant que telle n'a pas toujours été la pensée des pouvoirs publics, puisque, même après ce décret de Septembre 1916, on trouve qu'une fois encore le Doctorat Vétérinaire, nouveau diplôme né de la loi du 31 Juillet 1923 et du décret du 28 mars 1924 spécifie que les titulaires sont aptes à l'exercice de la médecine et de la pharmacie vétérinaires.

C'est donc à combattre l'erreur ainsi commise que doivent tendre nos efforts actuels. Il ne peut y avoir de honte à réclamer justice et droit à une existence honorable.

Les pharmaciens n'ont pas craint quand il le fallait de jeter dans la balance leur intérêt personnel, en disant au Congrès de Nancy en 1906, que la concurrence que leur faisaient les vétérinaires éloignaient les pharmaciens des campagnes. De même, pour motiver l'abrogation de l'article 32 de la loi de Germinai, M. Emile Vincent a écrit « que si on l'appliquait dans toute sa rigueur les habitudes du public en seraient profondément troublées, le pharmacien ne pourrait plus exercer sa profession et serait dans l'incapacité de vivre. »

A l'exemple de cet autre argument du même auteur : Le public a pris l'habitude de demander aux pharmaciens des médicaments d'usage courant, sans ordonnance, il ne comprendrait pas que pour la vente des médicaments les plus anodins le pharmacien fut condamné », nous dirons à notre tour que le public ne comprendrait pas que le droit des vétérinaires à fournir les médicaments quand ils renferment des toxiques, varie suivant que le client habite une commune pourvue ou non de pharmacie. Il ne verrait là avec raison qu'une insupportable chinoiserie qui n'a rien à voir avec la sécurité publique.

Il y avait en France 6232 pharmaciens en 1876 et 11.105 en 1906 ; ce n'est donc pas la concurrence faite par les vétérinaires qui a paru influencer défavorablement cette profession. Par contre il y avait environ 3600 vétérinaires faisant de la pharmacie avant la guerre. Chaque année nos écoles recevaient environ 125 élèves à la suite d'un concours toujours plus sévère. Depuis on a dû supprimer le concours d'entrée afin de retrouver un recrutement à peu près normal (102 élèves en 1925).

Nous le répétons, la situation faite aux vétérinaires surtout dans les grandes villes, déjà si éprouvés par les progrès incessants de la traction automobile, deviendrait bien vite alarmante si l'on n'y prenait garde. Pour vivre, le vétérinaire a besoin de tirer profit de toutes les ressources que lui confère l'usage de son titre qu'il n'a obtenu qu'au prix de longs et coûteux efforts.

Ainsi se justifie la proposition de loi Candace, Ternois et Dubois qui, somme toute, ménage à la fois les droits des vétérinaires et ceux des pharmaciens.

Il nous reste un point à examiner, la question des empiriques. M. Emile Vincent observe que le projet Candace a fait éclore des protestations énergiques de la part des maréchaux ferrants et des hongreurs. On ne doit pas oublier que ceux-ci ont au Parlement d'ardents défenseurs et il faut d'ail-

leurs reconnaître en toute équité qu'il y a là une situation de fait dont il y a lieu de tenir compte. Citons à nouveau M. le Ministre Jules Develle :

« Il se trouve parmi les empiriques quelques uns qui, bien que dépourvus de principes, ont acquis, par la tradition et par la pratique, la connaissance des maladies les plus communes dans les localités qu'ils habitent. Il ne serait pas juste d'écarter tout à coup ces hommes qui, dans le silence de la loi, se sont adonnés au traitement des animaux et en ont fait leur profession. »

Si désirable que soit l'extinction de l'empirisme, tant dans l'intérêt de l'agriculture que pour l'avenir de notre profession, il apparaîtra d'élémentaire humanité de respecter certains droits honnêtement acquis. A titre transitoire, les empiriques inscrits comme tels au rôle des patentes depuis plus de cinq ans au moment de la promulgation de la loi sur la pharmacie, pourraient être autorisés à continuer l'exercice de leur profession, y compris la pharmacie, dans les conditions prévues par le décret du 14 Septembre 1916, mais seulement dans leur résidence actuelle.

Cette dernière mesure restrictive trouverait son précédent dans la loi qui régit la médecine humaine à l'égard des officiers de santé, et permettrait d'assurer sans à coup l'installation progressive de vétérinaires dans des régions jusqu'alors déshéritées.

Mais il importe d'empêcher sans délai le commerce éhonté auquel se livrent encore, de nos jours, de trop nombreux charlatans ambulants qui, à la faveur d'une liberté archaïque, peuvent parcourir impunément nos campagnes et vendre aux paysans trop confiants un tas de drogues « guérit tout » dont l'emploi n'est malheureusement pas toujours sans danger.

CONCLUSION

Le décret du 14 Septembre 1916, dirons-nous avec M. le Professeur PORCHER, « a créé aux Vétérinaires une situation nouvelle, claire et sans équivoque » ; mais avec tous les vétérinaires praticiens nous ajouterons qu'elle marque un recul sur notre situation antérieure. Alors que ceux qui ne sont pas au courant de la pratique de notre profession, où la médecine ne peut-être séparée de la pharmacie, n'ont vu que tolérance nous persistons à voir un droit absolu. A ceux qui veulent nous dénier ce droit, nous crions injustice.

Nous réclamons tout d'abord l'abrogation de l'article 17 du décret et son remplacement par le texte proposé par la Société de Médecine Vétérinaire pratique :

Les Vétérinaires sont autorisés à détenir pour l'usage de la Médecine les substances visées à l'article 16 (substances vénéneuses). Sans avoir le droit de tenir une officine ouverte, ils sont autorisés, pour le traitement des animaux confiés à leurs soins, à délivrer et à vendre ces substances à leurs clients.

S'il est trop tard pour combattre les dispositions du décret du 14 Septembre, comme l'a indiqué M. l'Inspecteur Général G. BARRIER, nous demandons au Parlement de vouloir bien prendre en considération le projet de loi CANDADE, TERNOIS et DUBOIS :

Sont seuls autorisés à détenir et à vendre, pour le traitement des maladies des animaux domestiques tous produits ou médicaments, les vétérinaires diplômés en France et les pharmaciens diplômés des Facultés françaises,

Pour tenir compte de certaines situations acquises nous proposons l'adoption de l'amendement suivant :

A titre transitoire, les personnes non pourvues du diplôme de vétérinaire, se livrant habituellement à l'exercice de cette profession et inscrites à ce titre ou rôle des patentes depuis plus de cinq ans, demeurent autorisées à détenir, dans les limites du décret du 14 septembre 1916, les médicaments qui leur sont nécessaires, sans toutefois que cette faculté puisse leur être laissée si elles venaient à changer de résidence.

Les Vétérinaires ne sont pas des insurgés ; c'est dans la légalité qu'ils entendent défendre et réclamer leur dû. Respectueux des intérêts d'autrui, ils offrent aux pharmaciens l'occasion de faire abroger la désuète loi de Germinal là où la sécurité publique n'est pas en jeu. Enfin ils proposent une solution satisfaisante à la disparition de l'empirisme en médecine vétérinaire.

Notre cause est juste, elle doit triompher.

Vu :

Le Doyen,

Pr H. ROGER

Vu :

Le Président

Pr. BALTHAZARD

VU ET PERMIS D'IMPRIMER

Le Recteur de l'Académie de Paris

P. LAPIE

BIBLIOGRAPHIE

ADAM. — Législation pharmaceutique applicable aux Vétérinaires (Recueil de Médecine Vétérinaire : 15 Mai 1910).

G. BARRIER. — Discussion au Conseil Supérieur d'hygiène publique de France (Recueil du 15 Août 1912).

— Discussion à l'Académie de Médecine (Recueil du 15 Décembre 1913).

— L'exercice de la pharmacie par les Vétérinaires (Recueil du 15 Novembre 1916).

BENJAMIN. — Rapport de la Commission des Récompenses (Recueil du 30 Juillet 1912).

BOGELOT & TORAUDE. — Législation des Substances vénéneuses, 5^e édition (Vigot frères, Paris 1920).

BOUCHARDAT { Discussion à l'Académie de Médecine (Re-
BOURQUELOT { cueil du 15 Décembre 1913).

BRETON. — Discussion du travail de M. NICODÈME sur la pharmacie vétérinaire (Recueil du 30 Décembre 1911).

— Droits et prérogatives des Vétérinaires en matière de pharmacie vétérinaire (Bulletin de la Société de Médecine Vétérinaire pratique : 8 Mai 1912).

— Adresse aux Membres de la Chambre des députés (21 Mars 1923).

— Communication aux Sections Syndicales Vétérinaires sur les nouveaux projets de loi sur la pharmacie. (1^{er} Août 1923).

— Le projet Vincent et les Vétérinaires (Le Matin 3 Avril 1923).

DALLOZ. — Voir l'article « Vétérinaire ».

- J. DEVELLE. — Projet de loi sur l'exercice de la Médecine Vétérinaire (1886). Imprimerie Schneider frères à Lyon.
- DUCASSE. — L'exercice de la pharmacie par les Vétérinaires (Librairie Asselin et Hauzeau Paris).
- EVEN. — Le droit et la jurisprudence sur l'exercice de la pharmacie vétérinaire par les Vétérinaires (Recueil du 28 Février 1912).
- GALTIER. — Traité de Législation Commerciale et de Médecine légale Vétérinaires (Asselin et Houzeau Paris).
- A. GAUTIER. — Discussion au Conseil Supérieur d'hygiène et à l'Académie de Médecine (Recueil des 15 août 1912 et 15 Décembre 1913).
- GRIMBERT. — Discussion à l'Académie de Médecine (Recueil du 15 Décembre 1913).
- IMBERT DE LA TOUR. — Discussion au Conseil Supérieur d'Hygiène (Recueil du 15 août 1912).
- LAQUERRIÈRE. — Présentation du travail de M. NICODÈME sur la pharmacie vétérinaire (Recueil du 30 Mars 1909).
- LÉGER. — Discussion à l'Académie de Médecine (Recueil du 15 Décembre 1913).
- LUCET. — Rapport à l'Académie de Médecine et Discussion (Recueil des 15 Septembre et 15 Décembre 1913).
- MONVOISIN. — De l'exercice de la pharmacie par les Vétérinaires (Bulletin de la Fédération des Sociétés Vétérinaires de France 1^{er} trimestre 1910).
- NICODÈME. — Les Vétérinaires ont ils le droit de détenir et de vendre les substances médicamenteuses toxiques prévues par l'ordonnance royale du 29 Octobre 1846 ? (Recueil des 30 Mars 1909 et 30 Décembre 1911).
- G. PETIT. — Compte rendu général des Concours de 1912 (Recueil du 30 Novembre 1912).
- PORCHER. — La nouvelle législation des Substances vénéneuses. Son application aux vétérinaires. 1918. (Imprimerie Rey à Lyon).
- RENAULT (Léon) Note à consulter sur l'exercice de la pharmacie par les vétérinaires (Recueil de juillet 1864).

- RAILLIET & MOULÉ. — Histoire de l'Ecole d'Alfort (Asselin et Houzeau à Paris).
- H. ROSSIGNOL. — De la Médecine vétérinaire et du droit de délivrer des médicaments, au Congrès International de Bruxelles (Presse Vétérinaire des 31 Octobre et 30 Novembre 1883).
- E^r ROUX & GUIGNARD. — Guide de l'Inspecteur des Pharmacies. 1909. (Maloine, éditeur Paris).
- E. ROUX. — Discussion au Conseil Supérieur d'hygiène et à l'Académie de Médecine (Recueil des 15 Août 1912 et 15 Décembre 1913).
- VALLÉE. — Discussion au Conseil Supérieur d'Hygiène (Recueil du 15 Août 1913).
- E. VINCENT. — Rapport sur l'exercice de la pharmacie à la Chambre des Députés (Journal Officiel, Séance du 16 Avril 1920, pages 658 et suivantes).
- Rapport supplémentaire sur l'exercice de la pharmacie (Bulletin des Sciences pharmaceutiques, Juillet 1923).
-

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	9
CHAPITRE PREMIER. — Travail antérieur.....	12
I. — Documents officiels.....	14
1° Ordonnance du 29 octobre 1846.....	14
2° Circulaire Ministérielle du 20 mai 1853....	18
3° Arrêt de la cour de Cassation du 17 juillet 1867.....	21
4° Proposition de loi E. Lockroy.....	26
5° Décret du 1 ^{er} octobre 1908.....	29
6° Circulaire Ministérielle du 6 octobre 1908..	30
II. — Opinions de quelques auteurs qui se sont oc- cupés de la question.....	33
1° MM. Railliet et Moulé.....	33
2° Professeur Galtier.....	34
3° Vétérinaire Militaire Ducasse.....	34
4° Léon Renault.....	34
5° Dalloz	35
III. — Discussion et conclusions.....	37
CHAPITRE II. — Période de contestation des dépôts de médicaments chez les vétérinaires.....	41
I. — Documents officiels.....	41
1° Réglements de Bourgelat de 1766.....	41

	Pages
France	69
6° Académie de Médecine.....	70
7° Conseil d'Etat.....	73
 CHAPITRE IV. — Législation actuelle.....	 75
I. — Documents Officiels.....	75
1° Loi du 12 juillet 1916.....	75
2° Rapport au Président de la République.....	75
3° Décret du 14 septembre 1916.....	77
II. — Situation créée aux Vétérinaires par le décret du 14 septembre 1916.....	93
1° Opinion de MM. Bogelot et Toraude.....	95
2° — de M. Barrier Inspecteur Général.....	97
3° — de M. le Professeur Porcher.....	98
4° Société de Médecine Vétérinaire pratique...	99
III. — Nouveaux projets de loi sur l'exercice de la pharmacie.....	100
1° Premier projet Emile Vincent.....	100
2° Projet Candace, Ternois et Paul Dubois....	100
3° Deuxième projet Emile Vincent.....	102
IV. — La Défense des Vétérinaires.....	106
1° Confédération Nationale des Associations Agricoles.....	106
2° Conseil Général du Pas-de-Calais.....	107
3° Conseils des Professeurs des Ecoles Vétéri- naires	108
4° Syndicat National des Vétérinaires de France	108
 CONCLUSIONS.....	 113
 BIBLIOGRAPHIE.....	 115
